

# BHASE n°8 (juillet-août 2014)

Préface	p. 3
1. Étampes en 1935, chronologie commentée	pp. 7-47
2. De la drôle de guerre à l'heure allemande, 1940-1944	pp. 48-65
3. Étampes de 1944 à 1946	pp. 67-107
4. Inventaire-Sommaire de la sous-série 2W (La 2 <sup>nd</sup> e guerre mondiale aux Archives d'Étampes)	pp. 109-146
5. Action municipale de Suzanne Vayne de 1945 à 1964	pp. 147-157
6. Mandats municipaux de Gabriel Barrière, de 1965 à 1977	pp. 159-170
7. Mandats municipaux de Gérard Lefranc, de 1977 à 1995	pp. 171-187
Crédits photographiques	p. 189
Table des matières	p. 191

# BHASE n°8

Bulletin historique et archéologique du Sud-Essonne

## Étampes de 1935 à 1995



juillet-août 2014

Sept études de Clément Wingler

**ISSN 2272-0685**

Publication du *Corpus Étampois*

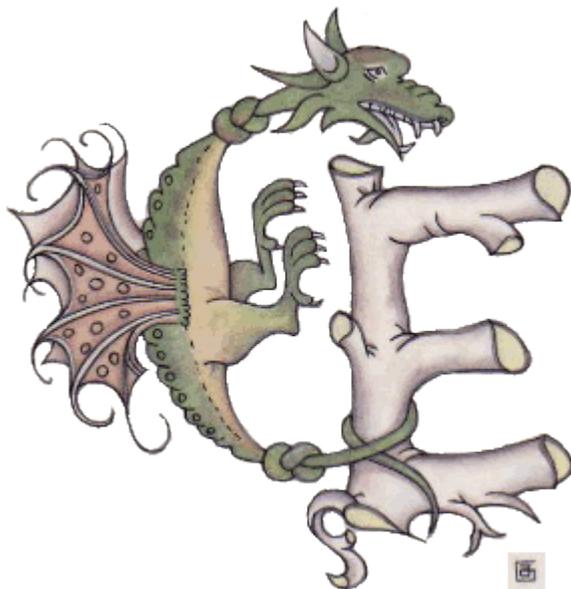
Directeur de publication : Bernard Gineste

12 rue des Glycines, 91150 Étampes

[redaction@corpusetampoises.com](mailto:redaction@corpusetampoises.com)

# BHASE n°8

Bulletin historique et archéologique du Sud-Essonne



Publié par le Corpus Étampois  
juillet – août 2014



## *Préface*

Voici le n°8 du BHASE, qui vaut pour les mois de juillet et août 2014.

On y réunit plusieurs importantes études consacrées ces dernières années à l'histoire contemporaine de la ville d'Étampes par Clément Wingler, archiviste et historien.

Ce sont des dossiers solidement documentés, dans la tradition historiographique étampoise la plus sûre, commencée au XVII<sup>e</sup> siècle par l'avocat du roi Pierre Plisson.

Ils ont été composés à l'intention des historiens et du public éclairé par un auteur qu'il n'est plus besoin de présenter, ni au public local, ni au milieu universitaire.

Bernard Gineste, été 2014



# Étampes de 1935 à 1995

**Sept études de Clément Wingler**  
directeur des Archives municipales d'Étampes



**Étampes**  
**Corpus Étampoïs**  
**2014**



# Étampes en 1935 <sup>1</sup>

chronologie commentée



## 1. PRESSE ET VIE POLITIQUE

12 janvier

Fusion des journaux *L'Abeille d'Étampes* et *Le Réveil d'Étampes*, sous la nouvelle raison sociale de *Société du journal L'Abeille d'Étampes*, lequel absorbe en réalité l'autre

---

<sup>1</sup> Etude publiée en ligne en 2010 sur le site du *Corpus Étampoïs*.

périodique. La direction politique, installée 11 rue Magne, est assurée par Maurice Dormann, la direction générale par René Collard, le secrétariat général de la rédaction par Léon Terrier. Maurice Dormann, homme fort de la direction, est le gendre d'Ernest Dessaint, ancien maire et député de Coulommier, sous la bannière de l'U.R.D, l'Union Républicaine et Démocratique, principal groupe parlementaire de la droite conservatrice à la Chambre entre 1924 et 1932. La ligne éditoriale de *L'Abeille* rénovée se réclame de l'Union Nationale : « elle accueillera tous ceux que répugne le collectivisme, l'esprit de classe, et qui veulent vivre libres dans le respect de la propriété, dans l'honneur, le travail, l'ordre et la paix. » Parmi les membres du conseil d'administration de la société éditrice, on peut relever les noms de Raymond Leblanc, Charles Chavigny et Marcel Duclos (conseiller général).

## **17 février**

Lors de l'assemblée générale de l'Association des mutilés, réformés, veuves et ascendants de guerre de l'arrondissement d'Étampes, le député de l'arrondissement Maurice Dormann, ancien combattant et blessé de la Première Guerre mondiale, évoque la manifestation antiparlementaire devenue émeute du 6 février 1934, place de la Concorde, à Paris : « On peut tout de même dire que le sang des morts et des blessés de ces journées tragiques n'a pas été versé en vain et nous devons espérer qu'il s'offrira comme en holocauste au salut du pays ».

## **27 février**

Le Conseil d'État condamne le Dr Camus, maire d'Étampes, pour excès de pouvoir, en l'occurrence pour avoir abusivement licencié une employée au secrétariat de l'hôtel de ville, en 1932.

## 10 mars

Le Dr Grenet, président de la Fédération Nationale Catholique, réunie salle du patronage Saint-Joseph, défend la doctrine catholique, qui « ne sépare pas l'individu de sa famille, de sa profession, de son milieu », tandis que dans le socialisme, « l'individu appartient à l'État, avant d'appartenir à la famille dont les fondements sont détruits. [...] C'est pourquoi le socialisme a trouvé l'appui du parti radical franc-maçon ennemi acharné de l'Église. » Le chanoine Deboissy, archiprêtre d'Étampes, félicite l'intervenant pour « son exposé très clair dénonçant la nocivité des doctrines erronées qui tendent à un véritable retour au paganisme. »

## 23 mars

*L'Abeille d'Étampes* publie des extraits d'un jugement rendu, le 18 décembre précédent, par le Tribunal de Première instance de la Seine. Jacques-Henri Bourges et Albert Arnaud Coste, respectivement gérant et administrateur du journal *Le Porc-Épic*, sont condamnés à verser mille francs de dommages et intérêts à Maurice Dormann, le député de la circonscription, pour avoir soutenu, dans un article intitulé « Le Juif Dormann », qu'il aurait détourné, à des fins personnelles, six cent mille francs des actifs de l'organisme S.H.B.M. de Seine-et-Oise, sis à Versailles.

## 23 mars

René Collard, directeur général de *L'Abeille*, ouvre son éditorial sur l'épineuse question du droit de vote qui pourrait être accordé aux femmes : « De deux choses l'une : ou la femme est assez grande pour mériter le droit de vote, et, dans ce cas, elle est mieux placée que quiconque pour en décider ; ou

elle doit continuer d'appartenir à la catégorie négligeable des enfants et des militaires, et alors, messieurs du Parlement, laissez là à son sort ; mais de grâce, abandonnez cette prétention équivoque et peu galante de lui imposer une corvée qu'elle ne réclame point ou de lui refuser un droit qu'elle revendique. [...] Je me résume : puisque le problème consiste à associer le beau sexe à la vie publique en le priant de prendre ses responsabilités, pourquoi ne pas les lui faire prendre dès maintenant en l'invitant à opter pour ou contre le système ? Je suis donc pour un vaste référendum général féminin, officiellement organisé par les pouvoirs publics [...] ».

## **20 avril**

Constitution d'une liste d'opposition en vue des élections municipales du 5 mai. Portant le nom de Liste d'union républicaine et de défense des intérêts communaux, elle est conduite par Marcel Duclos, négociant en laines et conseiller général. Parmi ces colistiers, on peut relever les noms d'Auguste de Gayffier (avocat), de Henri Étienne (notaire), de Paul Jousset (architecte et président de l'Union nationale des combattants), de Raymond Leblanc (administrateur de l'hôpital) et du Dr Lutaud (médecin de l'hôpital). Son programme est d'équilibrer le budget communal, de « mettre au point un système général d'égouts réellement efficaces », d'encourager « à la construction d'habitations à bon marché », d'employer des chômeurs pour des travaux d'utilité reconnue, et d'installer le chauffage central dans les bâtiments publics. Trois autres listes rivalisent pour le suffrage des électeurs. Tout d'abord la Liste républicaine de défense des intérêts communaux, qui fait figure d'outsider, et qui est conduite par l'architecte Léon Fourgeau, qui entend confier à des sous-traitants privés une large partie des équipements sportifs et des régies municipales, faire dresser un véritable plan d'urbanisme,

et de créer une caisse de secours et de retraite pour les employés communaux. Puis la Liste des candidats antifascistes ouvriers et paysans, de l'ouvrier peintre Charles Perrot. Et enfin, la liste de la municipalité sortante, dite Liste des intérêts communaux et de concorde républicaine, dirigée par Lucien Camus, et sur laquelle figurent notamment le mouleur Léon Liger, le chirurgien-dentiste Michel Zamkoff et l'imprimeur Marcel Puyfourcat. Dans son compte-rendu du mandat municipal de la session 1929-1935, édité à la veille du premier tour, Lucien Camus insiste sur les réussites municipales en matière d'enfance (création d'une colonie de vacances et de cantines scolaires, grâce aux fonds du legs Van Loo, attribué à la Ville en 1932 ; création d'une inspection médicale des écoles), de lutte contre le chômage (chantiers municipaux leur étant destinés, pour plus d'un million deux cent mille francs), de santé publique (construction d'un bâtiment de bains-douches, près de la piscine), de travaux et d'urbanisme (aménagement du nouveau quartier du Bourgneuf et de la promenade de Guinette; élévation des réservoirs d'eau de Saint-Martin et de Saint-Pierre ; raccordement au réseau d'eau des habitants du Chesnay et de Bois-Mercier ; installation d'une chambre froide à l'abattoir), de sécurité publique (renouvellement du matériel de lutte contre l'incendie et amélioration de l'éclairage des rues) et de loisirs (transformation en salle des fêtes de l'hôtel de la Sous-Préfecture, loué par la Ville; fabrication d'un gymnase ; construction de la piscine du Pont-Saint-Jean et du parc des sports (stade et vélodrome).

## **5 mai**

Au premier tour des élections municipales, 2430 électeurs s'expriment sur un total de 2935 inscrits, soit un taux de participation de 82,79 %. Les huit candidats ayant obtenu la majorité absolue dès le premier tour appartiennent tous à la liste

du Dr Camus, lui-même bénéficiant du meilleur score (1388 voix). Le second, Eusèbe-Emile Dufayet, ancien maire de Marolles-en-Beauce, est une figure connue de l'agriculture étampoise, de même que le troisième, Ulysse Pillas, ancien maire de Bois-Herpin. Le second tour du scrutin est fixé au 12 mai.

## **12 mai**

Second tour des élections municipales. Les Étampois sont moins nombreux à se présenter devant l'isoloir : 1602 bulletins sont glissés dans l'urne, ce qui représente un taux de participation de 54,58 %. Une fois encore, les candidats de la liste Camus arrivent en tête. Maire sortant, Lucien Camus est facilement réélu. Né le 8 juillet 1876 à Gurgy-le-Château, en Côte-d'Or, Camus est docteur en médecine et officier de l'Instruction publique. Tout d'abord établi à Gerbéviller, comme médecin généraliste, il devient maire et conseiller général de cette ville de Lorraine — elle est située à quatorze kilomètres de Lunéville — en 1912. Il conserve ses mandats jusqu'en 1919, puis vient s'installer à Étampes, au 17 de la rue Saint-Antoine. Il en est le maire de 1929 à 1940, et y décède le 12 avril 1947.

## **22 juin**

Premier numéro du nouvel hebdomadaire *L'Étampois*, dirigé par Marcel Puyfourcat, proche du Dr Camus. D'esprit libre-penseur et favorable à la constitution d'un front populaire entre radicaux-socialistes, socialistes S.F.I.O. et communistes, *L'Étampois* se pose en rival résolu de *L'Abeille*, accusée d'être déclinante et dépendante des « puissances d'argent ». Le petit dernier de la presse locale décide d'insérer gratuitement dans ses colonnes les demandes d'emploi des chômeurs, « afin de

diminuer le nombre des sans-travail, ce qui ne pourra que favoriser la collectivité entière ».

### **13 juillet**

Alors que l'hebdomadaire *L'Étampois*, politiquement très proche du maire, présente régulièrement des encarts publicitaires sur les séances de radiothérapie dont le Dr Camus s'est fait une spécialité, le même journal publie dans ses colonnes la lettre ouverte d'une certaine madame X, d'Étampes, dont la teneur peut prêter à sourire d'un point de vue déontologique : « Deux guérisons valent mieux qu'une : mon mari était depuis trois ans alité, en proie aux plus vives douleurs. Aucun traitement ne l'avait soulagé, quand il entreprit à Étampes un traitement de radiothérapie. À la quatrième séance, il pouvait marcher et depuis tantôt cinq ans [?] il travaille sans relâche et sans douleur. J'avais moi-même, des pertes considérables dues à un fibrome et aux époques du retour d'âge. J'ai essayé un traitement semblable et je suis guérie après quinze séances d'une demi-heure. En résumé, traitement facile, sûr et sans douleur et que tout le monde devrait connaître [!]. C'est par reconnaissance et pour renseigner le public que j'ai fait vœu de publier de tels résultats. »

### **14 juillet**

M. Perrot, délégué des Syndicats ouvriers de la localité, incite tous les habitants à soutenir l'équipe du Dr Camus, « première municipalité qui, à Étampes, s'est occupée du sort de l'ouvrier et des petits commerçants ».

## **20 juillet**

Marcel Puyfourcat, directeur de *L'Étampeois*, prend résolument parti pour un gouvernement d'alternance et de front populaire : « radicaux, socialistes, communistes doivent immédiatement élaborer un plan de réalisations communes et faire l'impossible pour le faire aboutir ».

## **25 août**

Une fête populaire dite « de la Moisson » a lieu au Marché-Franc, à l'initiative de l'Union des syndicats unitaires de la Région parisienne, et des partis politiques de la gauche étampeoise. Des gymnastes venus de Vitry, Gentilly et Villejuif — localités dont les maires sont communistes — assurent l'essentiel du spectacle, tandis qu'une pièce est donnée par la Fédération du théâtre ouvrier de France. Un bal est animé par le jazz-band Les Amis du Kremlin (!), et le ravitaillement du dîner champêtre est organisé, notamment, par une coopérative ouvrière. Des allocutions sont prononcées par Lucien Camus, maire d'Étampes, et par deux intervenants extérieurs, connus pour leur engagement au PCF: Frot, conseiller municipal de Paris, et Rouffianges, représentant du Comité antifasciste Amsterdam-Pleyel, association créée en 1932, dirigée par Henri Barbusse et Romain Rolland, et sa voulant pacifiste, mais en réalité inféodée à Moscou par le biais de l'Internationale communiste.

## **30 août**

Lors d'une séance du conseil municipal, le maire Lucien Camus dénonce les conditions de vie des chômeurs locaux, qu'il oppose aux bénéfices selon lui réalisés par les banques et les épargnants. Il rejette la politique déflationniste du

gouvernement et préconise la relance de l'activité économique par une augmentation du pouvoir d'achat : « [...] Des chômeurs, 5 à 600 000 pour toute la France, 300 pour Étampes, citoyens auxquels on laisse prendre l'habitude d'une aumône légale; citoyens qui vivent aux dépens de la collectivité, sans lui apporter sa part contributive. Et ces gagne-petit qui trouvent dans les secours du chômage juste de quoi vivre péniblement, mènent une vie au ralenti, pratiquent fatalement une sous-consommation. En face de cela, une thésaurisation: 85 milliards qui se cachent dans les fonds des coffres-forts ou dans les banques; ils y dorment, improductifs d'intérêt bien compris et improductifs également d'activité. » Que propose le Dr Camus au titre de l'action municipale ? De lancer une grande campagne de travaux publics pour lesquels les chômeurs seront mis à contribution sous forme de main-d'œuvre : aménagement d'une école maternelle et de logements pour les enseignants au Bourgneuf, travaux de voirie dans le même quartier, électrification des hameaux de Lhumery, de Villesauvage et de Bois-Regnault, installation de fosses septiques dans les bâtiments communaux, agrandissement de la piscine et des bains-douches, réfection des canalisations du Petit-Saint-Mars, construction d'une maison de gardien et de douches-vestiaires au stade, réfection de la voirie du boulevard Pasteur, et implantation du chauffage central au collège et à l'Hôtel de Ville... Comment financer ce programme d'investissements évalué à deux millions de francs ? Par un recours à l'emprunt (un million de francs) et par des économies dans le budget communal de fonctionnement. Sont ainsi prévus l'instauration d'une taxe d'égout, la réduction des dépenses d'assistance médicale, l'allègement de l'inspection sanitaire des abattoirs, la forte baisse des crédits alloués aux tournées théâtrales et la chasse aux dépenses injustifiées de fournitures scolaires. Le Dr Camus n'exclut pas le recours à un second emprunt d'un million et demi de francs, pour financer une tranche de travaux

supplémentaires, en l'occurrence la création d'une école de plein air et de prévention, la reconstruction de ponts sur la Chalouette et le Juineteau, le remplacement du réservoir des eaux de Pierrefitte, la construction d'habitation à bon marché (pour 450 000 francs) et... l'implantation d'un kiosque à musique. Pour le maire, cette politique doit permettre de « supprimer le chômage : il ne restera à chômer que quelques ouvriers spécialisés ou intellectuels, pour l'occupation desquels nous ne sommes du reste pas complètement désarmés ». Le discours du Dr Camus fait manifestement mouche, puisqu'il est approuvé à l'unanimité des membres du conseil municipal, lesquels acceptent du reste et sans la moindre opposition ou abstention, d'autoriser le maire à contracter un emprunt d'un million de francs.

### **31 août**

Le journal *L'Étampois*, vecteur de communication du Front Populaire d'Étampes, majoritaire au conseil municipal, consacre une place toujours plus grande dans ses colonnes, au débat politique national et local. Sont notamment pris pour cibles les militants de l'Action Française, connus pour vendre leur presse dans la rue : « Les Camelots du Roi feraient mieux de rester dans les jupons de leur mère que d'abîmer les rues de la ville avec leurs inscriptions surannées, car le Roi, pour nous, est l'expression d'un retour à l'esclavage, qui ne se reproduira plus. »

### **31 août**

Le conflit opposant la majorité de gauche du conseil municipal à la société de gymnastique Les Enfants de Guinette, réputée conservatrice, éclate au grand jour. Les adhérents de

cette association sont accusés par les élus de « méchanceté » à l'encontre de la société sportive rivale, L'Espérance étampoise, classée « à gauche », comme en témoigne sa participation à la Fête de la Moisson, organisée le 25 août par le Front Populaire local. Les Enfants de Guinette sont, en outre, mis en cause pour avoir, semble-t-il revendu à des particuliers certains billets d'entrée à tarif réduit pour la piscine municipale.

## **14 septembre**

Les tensions émaillant la vie politique étampoise connaissent une nouvelle escalade: le Dr Camus et sa majorité du conseil municipal interdisent dès à présent aux journalistes de *L'Abeille*, et plus particulièrement à René Collard, l'accès aux locaux de l'Hôtel de Ville, au motif que l'hebdomadaire se serait rendu coupable d'un compte-rendu « inexact » de la dernière séance du conseil. Cette politique de la porte fermée est saluée par le journal rival *L'Étampois*, lequel accuse René Collard d'« impudence ».

## **28 septembre**

Pierre Jacquemard, membre étampoise du Front Populaire Antifasciste, publie, dans les colonnes de *L'Étampois*, une mise au point dirigée contre le curé de Saint-Gilles, au motif que ce dernier aurait, lors d'une homélie dominicale, « lancé un appel en faveur des écoles libres », tout en attaquant « avec vigueur et mauvaise foi les écoles laïques et leurs maîtres. [...] Mais, arrêtez-vous là. Ne portez pas atteinte malhonnêtement à cette école génératrice de citoyens à l'esprit absolument libre et conscient. Vous nous trouveriez sur votre chemin ».

## 26 octobre

Dans les colonnes de *L'Étampeois*, lettre ouverte de Serge Lefranc, conseiller municipal de Saclas, et de M. Perrot, représentant du « Rayon » communiste d'Étampes, contre René Collard, comme suite à l'éditorial que ce dernier fait paraître dans *L'Abeille d'Étampes* du 19 octobre. Dans son article, intitulé « Veillons au grain », Collard oppose nationalisme et internationalisme ; tradition française et « ordre » germano-italien d'une part, « désordre » et « paradis soviétique » d'autre part. Il met en cause le Parti Communiste et « l'organisation du désordre en France, [qui] fait de réels progrès grâce aux subsides de l'étranger. Il y a pour la propagande révolutionnaire chez nous, un véritable ministère des finances occulte. [...] Je sais des secrétaires de cellules communistes installés dans des communes moins importantes qu'Étampes, qui touchent des appointements fixes de 1500 francs par mois. Ne vous est-il pas arrivé, quand un journal qui insulte la France et son armée vous est tombé sous les yeux, ou quand vous lisez une affiche favorable à la haine politique et à la guerre civile, de songer que tout ce papier imprimé doit coûter bien cher ? Or, non seulement il ne coûte rien à ceux qui le signent, mais il leur donne les moyens de vivre. L'été dernier, dans une petite localité voisine, je m'étais arrêté devant une affichette annonçant la conférence d'un commis voyageur soviétique. Cet orateur, une heure plus tard, débarqua d'une auto confortable, descendit dans une auberge chic [...] et raconta dans une grange où quarante paysans étaient rassemblés ce qu'il avait vu en Russie. Ce paradis moscovite et communard était promis à tous ceux qui détruiraient en France la ferme et le fermier, la terre et le capital. [...] Il y a des centaines de ces attrape-nigauds qui vont ainsi, toute l'année, chanter la récolte et le meurtre dans nos campagnes françaises. Il en reste toujours quelque chose dans les oreilles de la jeunesse. Toutes ces conférences, ces

écrits contre les soi-disant fascistes et hitléristes se réfugient chez nous parce que l'Allemagne et l'Italie ont rejeté de leur sein tout ce qui n'est pas national et dévoué au pays. Les nomades de la pensée, les anarchistes de l'idée, tous ceux qui sont citoyens de n'importe où, pourvu qu'on les paye à cet effet, se sont installés chez nous en démolisseurs de métiers et en destructeurs de morale. Ne laissons pas cette lèpre s'étendre et faire de plus profonds ravages. Veillons au grain. Le jour où un danger extérieur nous menacerait, nous mesurerions, trop tard hélas, les désastreuses conséquences de notre coupable tolérance. » Dans leur réplique à Collard, Lefranc et Perrot soulignent leur bonne foi de militants communistes et patriotes, et les raisons de leur combat en faveur des « travailleurs » : « Nous [...] n'avons d'autre souci que d'apporter la vérité et la lumière au Peuple français trompé, bafoué par une presse servile et des politiciens sans scrupules ; nous [...] voulons montrer à notre jeunesse française sans espoir et sans avenir le chemin par lequel il faut s'engager pour qu'elle se libère de l'esclavage moderne que nous subissons ; nous [...] voulons donner aux travailleurs de la terre les moyens de vivre en travaillant, catégorie particulièrement touchée dans notre région, aux commerçants, aux artisans, aux petits fonctionnaires, aux ouvriers et à tous ceux qui travaillent ou aux pauvres victimes du chômage ; nous qui n'avons d'autres ressources que le produit de notre travail ; nous qui sommes Français et qui aimons notre Pays, qui sommes les partisans convaincus de la réconciliation française, sous le signe du travail, de la paix et de la liberté, jugez un peu de l'émotion que vous avez pu nous causer par vos accusations. [...] *Abeille d'Étampes*, entre quelles mains es-tu tombée ? »

## Les jours suivants

Les jours suivants, les militants communistes d'Étampes couvrent les murs de la ville d'affiches reprenant le texte de la « Lettre ouverte » de Serge Lefranc et M. Perrot. Ils s'attirent la réponse suivante de René Collard, dans *L'Abeille* du 2 novembre : « Nous y trouvons la nouvelle méthode de propagande imposée par le Bureau Central du parti communiste, enjoignant à tous les rayons et cellules du pays de substituer aux injures et à la menace, la bienséance et le sourire. Allons, encore un petit effort et le salut du poing tendu sera remplacé par un geste des doigts allant du cœur aux lèvres, à la mode de nos pacifiques musulmans. Mais revenons à nos ex-loups... devenus moutons. Si j'ai bien compris le sens de cette affiche, on me demande, à travers tout un pastis dithyrambique de la doctrine bolcheviste, de bien vouloir donner les noms des camarades secrétaires de cellules qui touchent des appointements de 1500 F par mois. Et pour quoi faire ? [...] Encore que je tiens la nouvelle d'un militant communiste bien placé, je ne saurais oublier que nous avons vécu, lui et moi, durant quarante-deux jours, côte à côte, sur un lit d'hôpital, en pleine guerre, et que si des idées politiques diamétralement opposées nous séparent aujourd'hui, un souvenir autrement plus profond nous unit. [...] Nous menons chacun une politique différente; il nous arrive d'en discuter, lui me traite de fasciste (naturellement) et moi, de révolutionnaire, mais la discussion close, nous nous serrons la main et nous n'en restons pas moins deux vieux copains pour cela. Que voulez-vous, je ne vends jamais mes amis, Messieurs les colleurs d'affiches, même lorsque ces amis sont des ennemis politiques. [...] Et puis, enfin, à qui ferez-vous croire [...] que vous ignorez tout du secret professionnel des journalistes. [...] Je le regrette pour vous, Messieurs, mais ces centaines d'affiches représentent une grosse somme d'argent dépensée en pure perte et qui aurait pu

servir à soulager bien des misères dans les rangs des pauvres chômeurs. »

## **9 novembre**

Refusant d'en rester là, Lefranc et Perrot publient une deuxième lettre ouverte à René Collard, dans *L'Étampois* du 9 novembre : « Monsieur le directeur général, citez-nous des Noms ! [...] Et permettez-nous de vous faire remarquer que *L'Abeille d'Étampes*, modérée autrefois dans son langage, a aujourd'hui, sous votre haute direction, changé quelque peu de ton. L'on y trouve presque chaque samedi les très élégantes et très correctes phrases suivantes : la Radicaille, la Clique rouge, les Vendus à Moscou, détrousseurs de l'épargne, etc., etc. Examinons encore votre petit article et félicitons son auteur pour cette petite trouvaille, l'histoire de l'ami de guerre devenu rouge. [...] Vous nous traitez d'incendiaires d'églises russes et d'Espagne ? Que vous êtes spirituel, Monsieur Collard ! Vous allez bien faire rire Monsieur le curé de Chamarande et Monsieur le curé de Saclas, à la lecture de votre article, eux qui entretiennent respectivement les plus correctes relations avec Mangean [militant communiste de Chamarande et cosignataire des deux lettres ouvertes] et Lefranc. »

## **11 novembre**

Les cérémonies du Souvenir rassemblent une foule particulièrement dense. Les deux organes rivaux de la presse locale, *L'Étampois* et *L'Abeille d'Étampes*, en donnent des explications divergentes qui traduisent parfaitement le contentieux politique qui divise alors la population étampoise et, plus largement les « deux France ».

Pour *L'Étampeois*, la foule observée en cette année 1935 est celle qui, « les autres années, se retirait, refusant de participer à l'apparat que cette cérémonie prenait de plus en plus (celle de l'exaltation des esprits vers une prochaine dernière), et conservait en elle-même la pensée douloureuse du souvenir de ses morts. Celle-là a eu à cœur, cette année, de réagir devant le danger de plus en plus menaçant d'un nouveau cataclysme. Elle a tenu à reprendre la Journée du 11 Novembre à ceux qui l'avaient accaparé, pour des fins qui n'avaient plus rien à voir avec celle du Souvenir. Elle a réussi, comme ont réussi ceux qui à Paris, avaient repris le 14 juillet dernier, le drapeau tricolore, le rendant enfin semblable à ce qu'il devait être. Frère aîné du drapeau rouge, tous deux nés du sang des humbles, dans leur effort pour se libérer du joug des castes privilégiées. »

Pour *L'Abeille d'Étampes*, le succès de la cérémonie s'explique, au contraire, par le respect du programme traditionnel, notamment de la messe de Requiem à Notre-Dame. Une incongruité agaçante est toutefois relevée : la présence ostensible du « Front antifasciste », fort heureusement contrebalancée par l'hommage des Croix de Feu : « En tête [du cortège] se place une jeune dame portant sur ses bras un caisson de fleurs, avec l'inscription : "Front commun antifasciste d'Étampes". (On aura tout vu). [...] Dans la matinée, la Société de gymnastique Les Enfants de Guinette, avait envoyé une délégation déposer des fleurs au Monument du Souvenir, au pied duquel se trouvait déjà une très belle couronne déposée par la Section locale des Croix de Feu. [...] Dans l'imposante et belle église de Notre-Dame eut lieu de neuf heures et demie à dix heures et demie, la messe annuelle de Requiem organisée par les sociétés locales de la Croix Rouge. [...] En matière de célébration, rien ne peut se comparer à une manifestation religieuse, avec l'ambiance solennelle du saint lieu, les rites de

la cérémonie, la sélection des participants et la pieuse gravité des cœurs. »

## **22 décembre**

L'élection au Sénat de Maurice Dormann, conseiller général de Seine-et-Oise, donne lieu à un grand banquet au Casino, en présence de Pierre Cathala, ministre de l'Agriculture. La réservation des places peut être faite aux bureaux du journal *L'Abeille*. Né à Étréchy le 20 avril 1878, fils d'ouvrier, Dormann quitte de bonne heure l'école communale, pour se consacrer à une formation d'imprimeur typographe. Appelé sous les drapeaux comme zouave de 2e classe, il se révèle un combattant héroïque de la Première Guerre mondiale : il quitte le champ de bataille grand mutilé et réformé avec le grade de lieutenant, ayant perdu ses deux jambes à Douaumont, en novembre 1916. Au lendemain de la guerre, Dormann fonde la maison de retraite pour mutilés de Ville-Lebrun. Élu président d'honneur de la fédération départementale des sociétés de Secours mutuels de Seine-et-Oise, et président du Syndicat des journalistes professionnels du même département, en 1927, il commence l'année suivante sa carrière d'élus nationaux, comme député radical indépendant d'Étampes, de 1928 à 1936. Membre de la Commission d'agriculture de la Chambre — on lui doit la loi sur la révision des baux ruraux —, il est également ministre des Pensions dans le très bref gouvernement Théodore Steeg (23 décembre 1930 au 27 janvier 1931). Élu sénateur le 25 octobre 1935, il conserve ce mandat jusqu'à l'effondrement de la III<sup>e</sup> République, en 1940. Il décède à Paris le 27 novembre 1947, six mois après Lucien Camus, son rival en politique.

## 2. AGRICULTURE, COMMERCE ET INDUSTRIE



### 1<sup>er</sup> janvier

Le magasin Étampes-Radio, tenu par A. Jamet et sis au 129 de la rue Saint-Jacques, commercialise les célèbres postes de T. S. F. « La Voix du Monde », fabriqués par Durcretet. Deux sous-agents diffusent les postes radiophoniques à Milly-la-Forêt et à Pussay.

### 5 janvier

Dépôt, au Tribunal civil, des actes de déclaration de la Société Anonyme « Le Paticycle », sise 35 Avenue de Paris, et propriété de Maurice Dalin. Cette entreprise a pour but, « tant en France qu'aux Colonies [...] la fabrication, la vente et le commerce de tous jouets quelconques ». Les locaux qu'elle

occupe présentent une surface de 1120 mètres carrés, dédiés tant à la production qu'à l'activité administrative. Maurice Dalin s'est fait connaître, en 1926, pour son brevet de la « Patinette » à pédales.

## **12 janvier**

Les grands magasins d'habillement *A la Grande Fabrique*, situés 4 rue Saint-Jacques, seront désormais ouverts les dimanches et jours de fêtes. Ils proposent un grand choix de vêtements pour hommes et jeunes gens.

## **12 janvier**

Réunion de 600 cultivateurs de la région, salle de l'Alhambra. Présidée par Maurice Dormann, député de la circonscription, cette rencontre porte essentiellement sur la production de céréales et sur la commercialisation des stocks. Pour l'année 1934, la Coopérative Agricole de la région d'Étampes annonce la vente de 87 373 quintaux de céréales en 1934. Les statistiques d'achats par les meuniers permettent d'établir la liste suivante, réduite ici aux cinq premiers acquéreurs : Lecœur, à Bouray (20 225 quintaux) ; Poisson, à Morigny (18 287 quintaux) ; Fouché, à La Ferté-Alais (13 082 quintaux) ; les moulins de Corbeil (12 230 quintaux) et les Grands Moulins de Paris (6 596 quintaux). Du point de vue des achats, le premier meunier d'Étampes est Millérioux (2 495 quintaux). La vente du blé par la Coopérative a dégagé une recette de 10 600 000 francs, ce qui équivaut à un prix moyen d'environ 123 francs par quintal, alors que les frais généraux (transport, commission, location du silo, entretien, sacherie et frais de réception) s'élèvent à 2 francs environ par quintal. Outre le blé, la Coopérative a étendu ses activités à la vente de céréales jugées secondaires : l'avoine (5 205 quintaux), l'orge (6 250 quintaux),

et le seigle (107 quintaux). La situation financière de la structure apparaissant très saine, aucun recours à l'emprunt ne devra être envisagé.

## **14 janvier**

L'entreprise Poirier et Haury, installée place du Théâtre et agréée par Sud-Lumière, propose aux Étampois de « moderniser leur intérieur » en utilisant l'électricité pour le chauffage, la cuisine et la salle de bains. Les travaux à réaliser pourront être financés par un crédit de 12, 24 ou 48 mensualités.

## **10 février**

Lors de l'assemblée générale de la Société de Secours Mutuels des Ouvriers de la Ville d'Étampes, son président, Joseph Hubert, émet le vœu que les caisses primaires des assurances sociales « augmentent les prestations médicales, chirurgicales ou dentaires, et aménagent l'assurance chômage », et dénonce le texte de loi sur les assurances sociales qui « fixe à six mois le délai des prestations, délai au-delà duquel l'assuré ou ses ayants droits ne peuvent plus prétendre aux prestations pour la même affection ». En revanche, la Caisse d'Épargne d'Étampes est félicitée pour sa subvention de 5 000 francs à l'Union (des Sociétés de secours) de l'arrondissement.

## **16 février**

René Collard, directeur général de *L'Abeille*, exige l'organisation d'une foire-exposition à Étampes, attendu que « c'est avec des manifestations de ce genre qu'on arrive à délier les bourses et à forcer les porte-monnaie ».

## **5 mars**

M. Renard, président du Groupement des Commerçants et Industriels d'Étampes, dénonce l'entrée en application du décret-loi du 20 juillet 1934, lequel institue le régime du forfait obligatoire en matière d'impôts sur les bénéfices des petits commerces.

## **9 mars**

Le garage Auclert, sis 23 rue du Haut-Pavé, étend son parc d'automobiles d'occasion, vendues avec garantie.

## **9 mars**

La Coopérative agricole s'alarme des conséquences de la nouvelle législation sur la vente des blés. Aux termes de celle-ci, les coopératives de stockage n'auront d'autre choix que de poursuivre la vente de leur blé par quarantième — ce qui les autorisera à participer à la constitution du stock de sécurité ou à l'exportation des blés —, ou alors d'accepter la vente des mêmes blés par tranche de  $1/8^e$  — mais, dans ce cas, les coopératives concernées devront définitivement renoncer à participer aux stocks de sécurité et à l'exportation —. Comme le fait observer M. Guillot, président de la Coopérative de la région d'Étampes, « c'est presque là un jeu de loterie, de pile ou face; savoir si oui ou non on tombera sur le bon lot. Dans le premier cas, les blés achetés par l'Intendance pour constituer le stock de sécurité seront-ils payés intégralement au prix légal, et ce, le jour de la livraison? Pour les blés destinés à l'exportation, quelles primes sont prévues et quels seront les délais pour les paiements de ces primes? [...] Dans le deuxième cas, le pourcentage de blé de stockage mis en œuvre par la meunerie sera-t-il suffisant pour absorber la totalité du  $8^e$

mis à leur disposition ? [...] Une fois de plus nous ne sommes sûrs de rien, si ce n'est que rester avec notre blé sur les bras s'il plaît à Messieurs les meuniers de ne pas vouloir l'acheter. [...] Le marché du blé dénaturé est complètement embouteillé, ce blé est invendable. On trouve difficilement preneur à 25 francs [...]. Qu'allons-nous faire ? On avait parlé d'exportation de blés fourragers : nous attendons toujours. »

## **18 mars**

En tant que président de l'Union Nationale des Combattants de Seine-et-Oise, réunie à Étampes, M. Rossignol propose, comme remèdes à la crise économique, « le reclassement social de la femme, qui, pendant la guerre et après celle-ci, a été amenée à remplacer les hommes dans les usines, les bureaux et les magasins, sa fonction primordiale n'est-elle pas de créer un foyer, d'avoir des enfants et de les élever ? La limitation du machinisme qui, jusqu'à un certain point, est cause de surproduction et de suppression de la main-d'œuvre ; la limitation de la main-d'œuvre étrangère jusqu'au moment où elle ne portera pas atteinte à certaines de nos industries qui ont besoin de faire appel à des spécialistes venus d'au-delà de nos frontières, le retour à la terre, mais dans la mesure où les pouvoirs publics permettront aux cultivateurs de vivre du produit de la terre, notamment par l'emploi de semences à moyen rendement, mais donnant des produits de bonne qualité ; la mise à exécution d'un plan d'outillage, non pas au compte-gouttes, mais de vaste envergure avec la possibilité pour les entrepreneurs d'un gain suffisamment rémunérateur qui leur permette de maintenir et développer leurs entreprises ; la réorganisation de l'instruction dans les campagnes ; l'organisation coopérative de la culture pour obvier aux différences condamnables de prix de la production à la consommation. »

## **7 avril**

Cinq stagiaires en sténographie et sept en dactylographie, toutes élèves étampaises du cours spécial de Mlle Caquet, obtiennent leur brevet de l'Association sténographique unitaire.

## **15 juin**

Inauguration de l'Exposition commerciale d'Étampes, sur les allées du Port et dans le Casino, où les habitants peuvent découvrir les cycles et motos Champy, les appareils Butagaz de la quincaillerie Flizot, les postes de T.S.F. Ducretet et les derniers modèles de machines à coudre Singer. Au milieu de la salle du Casino, le stand des motos Théret est voisin de celui de la Maison Delcourt, spécialiste en mobilier moderne « de bon goût ».

## **17 août**

Inquiétude dans le monde agricole, à en croire *L'Étampeois*, sous la plume de A. Pointier, président de l'Association générale des producteurs de blés : « Le blé est tombé à cinquante francs ! Chute brutale, à la moisson, avant la même période des grosses offres. Rien ne justifie techniquement cette catastrophe. La récolte est déficitaire, le report est inférieur à celui de l'an dernier. Sur un marché allégé, les prix devraient monter et non pas s'effondrer. La baisse est le résultat de la politique de déflation des prix voulue par le gouvernement. Il en porte l'entière responsabilité. [...] Le commerce et la meunerie devraient, nous a-t-on dit en décembre, soutenir le marché en achetant. Ils attendent, sans doute, que les cours effondrés soient encore plus bas. Alors, ils rafleront, à des prix de misère, les blés des cultivateurs acculés à la ruine. [...] Les

associations professionnelles, les chambres d'agriculture ont tout fait pour éviter la catastrophe. Elles n'ont pas été écoutées. »

Pour sa part, J.-E. Lucas, président de la Chambre d'agriculture, écrit : « La Chambre d'agriculture invite tous les agriculteurs à se grouper autour de leurs Coopératives, car cette méthode est seule efficace pour permettre le rétablissement des cours, qui doit se faire en présence d'une récolte déficitaire. »

Interrogé par *L'Étampeois*, Charles Reibel, ancien ministre des Régions libérées (gouvernement Poincaré de 1922 à 1924), et député de Seine-et-Oise (Gauche républicaine et démocratique, élu de 1919 à 1936 ; il sera sénateur de 1936 à 1940), livre son explication du malaise qui frappe le monde paysan : « Les gouvernements successifs ont commis en cette matière les plus grossières erreurs. Sous prétexte de faire baisser le coût de la vie, ils ont essayé, par des moyens artificiels et hautement critiquables, de faire baisser le prix des denrées agricoles à la production. Or, la crise économique sans précédent dont souffre le pays provient avant tout de ce que les agriculteurs ont vu peu à peu leur pouvoir d'achat se réduire, si bien que, non seulement leur situation est devenue vraiment digne de pitié, mais encore le commerce et l'industrie ont perdu la plus forte partie de leur clientèle qui se compose précisément des classes rurales. Il en est résulté un véritable désastre pour le pays tout entier. Pour ma part, j'estime qu'il n'est pas de plus urgent devoir que de revaloriser les produits agricoles. Sans doute, il est nécessaire que le prix de la vie baisse, mais c'est entre les prix à la production et les prix à la consommation qu'il existe un écart tout à fait exagéré. C'est là que l'effort doit être porté par l'allègement massif que je réclame depuis de longs mois de toutes les charges de la production et des échanges. »

### 3. VIE CULTURELLE, PÉDAGOGIQUE ET SOCIALE



#### 5 janvier

Alice Allen fait don au musée d'Étampes d'une claviharpe confectionnée dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle est l'œuvre de l'Allemand Jean-Christien Dietz (1778-1845).

#### 9 janvier

Mme Pavlovska, directrice du théâtre, inaugure un cours de diction.

#### 18 janvier

Le Vélo-Club d'Étampes (dirigé par le Dr Ausset) tient son banquet annuel à la salle des fêtes, sous la présidence d'Albert Chichery, député radical de l'Indre et constructeur des cycles Dilecta.

## **27 janvier**

Fête annuelle de la société de Gymnastique Les Enfants de Guinette, présidée par Marcel Duclos. Dans le bilan de la saison sportive écoulée, on peut retenir la victoire de la section de tir d'Étampes, à la journée des challenges qui l'a opposée aux équipes de Boissy-le-Cuté, Boutervilliers, Ormoy et Morigny, et les deux prix d'excellence remportés par les gymnastes au concours fédéral de Dijon.

## **27 janvier**

La première équipe de football du Club Athlétique d'Étampes figure à la deuxième place du championnat de Paris, après sa victoire contre le F. C. Corbeil (deux buts à un).

## **2 février**

Représentation, au Théâtre municipal, de la Tosca, opéra de Puccini, d'après Victorien Sardou. Malm' v, chroniqueur de *L'Abeille*, salue la belle prestation des musiciens dirigés par André Balbis, de l'Opéra, et les « éblouissantes prestations » d'Adrienne Bréhant, de la Monnaie de Bruxelles, et de Nicolas Agroffi, de la Scala de Milan. Seul regret : « il n'y avait pas beaucoup de monde ».

## **9 février**

L'excursionniste Mulard, dont les bureaux sont situés 142 rue Saint-Jacques, propose trois circuits en autocar, le nombre de places étant limité à dix-neuf personnes par véhicule. À la faveur des circuits (qui dureront chacun douze jours), les « amateurs de beau tourisme » pourront découvrir Nice (Carnaval ou Mi-Carême) et Lourdes (prières de la Paix).

## **10 février**

Séance artistique annuelle de l'Union Musicale d'Étampes. Fondée en 1933, cette société d'éducation musicale populaire donne des cours gratuits pour instruments à vent à près de quarante élèves.

## **22 février**

À l'affiche de L'Alhambra-Cinéma, *Angèle*, de Marcel Pagnol, avec Fernandel et Orane Demazis.

## **28 février**

À l'invitation de l'Aéro-Club de Beauce, Victor Laurent-Eynac, ancien (et premier) ministre de l'Air, donne une conférence au cours de laquelle il rend hommage à la patrouille d'Étampes, et pourfend l'idée d'une infériorité de l'aviation française à celle des autres puissances.

## **5 mars**

La Coopérative scolaire Le Bonheur des Enfants fait le bilan de ses achats de l'an passé : « nos petits ont de jolis costumes qu'ils sont heureux d'exhiber au moment des fêtes. Dans l'aquarium, des poissons les intéressent beaucoup et les jouets ont toujours du succès. Les fenêtres des classes bien fleuries font leur admiration et ils sont fiers de leur théâtre Guignol transformé ».

## **6 mars**

Court séjour à Étampes de l'aviatrice Maryse Bastié, détentrice du record de distance féminin en 1930 (vol de Paris à

Uring, en URSS), amie de Mermoz et habituée du camp de Mondésir. L'année suivante, le 30 décembre 1936, elle traversera seule l'Atlantique de Dakar à Natal, à bord d'un Caudron-Simoun.

## **16 mars**

L'architecte Paul Jousset, membre de la Commission des Antiquités et des Arts de Seine-et-Oise, proteste énergiquement contre les travaux de terrassement du bois de Guinette, préalables à l'installation de la sculpture monumentale « Pergola de la Douce France » : « la municipalité d'Étampes s'est crue obligée de saccager [...] le gracieux site assis à l'ombre de notre vieille Tour de Guinette ».

## **28 mars**

La pénétration des documentaires et du cinéma allemand, ce dernier principalement représenté par la firme Ufa, se poursuit à Étampes et dans la région. Le Casino propose ainsi, comme « attraction filmée de premier ordre », l'ouverture d'Obéron, de Carl Maria von Weber, exécutée par l'orchestre philharmonique de Berlin, sous la baguette de Bruno Walter ; l'Alhambra met à l'affiche la Symphonie inachevée, « épisode émouvant de la vie de Franz Schubert », avec Martha Eggerth ; et le Cinéma de la Renaissance, de Milly, projette Calais Douvres, une comédie musicale de la Ufa, tournée par Anatole Litvak, avec Lilian Harvey. Son thème est le suivant : « Peut-on vivre cinq ans sans femmes ? » Que les autorités et le public se rassurent : « du film se dégage une moralité excellente », nous assure le rédacteur de *L'Abeille*.

## **14 avril**

Étampes est la ville d'arrivée du grand rallye régional organisé par la Chambre syndicale nationale du Cycle et par l'Union Vélocipédique de France, à la faveur de la Journée nationale de la bicyclette. Comme le précise Lucien Renard, chef du rallye et délégué local de l'U. V. F., la seule obligation demandée aux participants est d'utiliser un vélo de marque française. On dénombre 400 participants, dont 8 dames et jeunes filles. La banderole de fin est déployée entre l'hôtel du Duc d'Orléans et l'entrée de l'hospice.

## **18 avril**

Décès du général Paul Bezançon, dans sa quatre-vingt-huitième année. Glorieux combattant de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, Bezançon fut commandant d'armes de la place de Blois entre 1914 et 1916.

## **20 avril**

Décès de Marie-Augustine Chevalier, née Argand, doyenne d'Étampes (98 ans), ancienne commerçante à Paris.

## **27 avril**

*L'Abeille d'Étampes* publie les résultats de son grand concours des plus beaux prénoms : Monique a obtenu 666 voix de lecteurs, devant Michel, 445 voix. La gagnante, Marguerite Canivet, se voit remettre un fusil de chasse Darne, d'une valeur de mille francs.

## **11 mai**

Création de l'Amicale des anciens élèves de l'école Notre-Dame.

## **19 juin**

Le conseil municipal dénonce avec fermeté les « pires abus » qui se commettent à l'Hôpital : « des médecins qui y sont employés, des beaux-frères de médecins, des étrangers, administrent [l'établissement] pour leur seul profit personnel ou celui des leurs. Les malades sont trop souvent mal soignés et mal nourris ». Par conséquent, le conseil municipal ne pourra plus « collaborer avec les membres de la commission de l'Hospice ».

## **30 juin**

Fête de plein air, au Bois de Guinette, organisée par la Société de gymnastique L'Espérance étampoise. Au concours de tir à la carabine succède le défilé en musique, le concours et défilé d'enfants costumés et la grande fête gymnique et sportive. Grand succès public, la fête l'est aussi pour le trésorier de l'association organisatrice : plus de 5000 billets payants ont été écoulés.

## **30 juin**

Marthe Monnet, de l'Union musicale d'Étampes, remporte le premier prix de solfège, avec accompagnement de piano, au concours de la fédération musicale de Seine et Seine-et-Oise. Le morceau imposé était le Concerto en la mineur, de J. S. Bach. Un autre Étampois, Jean Clipet, obtient en division

supérieure un premier prix comparable, pour le Premier solo de concert, de F. Combelle.

## **7 juillet**

Fête Saint-Martin. Favorisées par le beau temps, les festivités drainent une foule considérable. Les points forts de la journée sont la messe solennelle célébrée par l'abbé Duchesne, curé de la paroisse, les démonstrations d'éducation physique, par les pupilles et les adultes de l'Espérance étampoise, le théâtre de verdure, auquel participent notamment Willaert (fantaisiste de Bobino) et Régiane (comique de la Gaité-Lyrique), et le grand bal de la place de l'Ouche. Des jouets sont distribués aux enfants du quartier, tandis que les orphelines de la Sainte-Enfance bénéficient d'un tour de manège gratuit.

## **13 juillet**

Inauguration de la Pergola dans le Bois de Guinette. Le monument « celtique » a obtenu le Grand prix d'architecture et le Grand prix de sculpture lors de l'Exposition des Arts Décoratifs de 1925. Inauguré en présence de deux des artistes ayant œuvré à cette sculpture (Raoul Lamourdedieu — auteur du bas-relief Joseph d'Armathie tenant le Saint Graal — et Louis Nicot — auteur d'un cerf et du bas-relief Taniesin et Ganieda —), et de M. Séguin, professeur à l'École nationale des Beaux-Arts (dont l'atelier a réalisé des serpents pour la Pergola), le monument est « expliqué » par Emmanuel de Thubert, président de la « Douce France » : [...] Nous refusons le modelage, ce maniement de la terre qui ne rend jamais qu'un accent pauvre et éphémère. Nous pensons que notre esprit, notre main et la matière deviennent, dès qu'ils se rencontrent, parents et contemporains, et que, de l'image qui nous hante, au ciseau que nous manions, la statue naît directement. Telle est, à

notre sentiment, la vérité de la sculpture, et tout autre langage que certains prétendraient lui faire accepter, nous paraît faux. [...] Les sculpteurs de la Douce France qui convenaient entre eux de la vérité de l'art, se rencontraient encore sur une même idée : l'idée celtique. Vous savez que l'école, l'Institut, l'État n'enseignent que la mythologie gréco-romaine — de sorte que si une femme est belle, nous en faisons une Vénus, et si un homme est fort un Hercule. Voilà des centaines d'années que cette imbécillité dure, et que les Beaux-Arts se confinent à représenter les dieux d'Homère et de Virgile. Nous avons voulu tailler d'autres figures à la Douce France: celles dont rêvaient nos ancêtres les Celtes, [...] [et imaginer ainsi] les traits de ces héros et de ces entités que créait notre libre moyen-âge. J'ai commencé par leur rappeler comment nous pouvons entendre la mythologie celtique : ces trois « cycles » parmi lesquels la vie humaine occupe successivement les mondes habitables : l'abîme des germes, le cercle des transmigrations, celui de la félicité. Leur sculpture, dès lors, s'ordonnait autour de trois thèmes : l'inspiration, l'amour, l'accomplissement ; Merlin et Tabésin, Lancelot et Tristan, le Saint-Graal et l'île d'Avalon, — les saints, les nains, les fées et les animaux mêmes qui, dans notre œuvre sont symboliques, venant accuser le sens que les Celtes donnaient à la vie et qui est celui-ci : Preuve de l'homme par le moyen de l'épreuve ; preuve par l'épreuve. [...] Et je sais aujourd'hui, à n'en pas douter, que sont encore avec nous les morts et les vivants de ce pays d'Étampes : ceux de la colline et de la forêt dont rappelle le souvenir la vieille tour que hantent les corneilles, ceux de la plaine et de la vallée dans les blés de qui chantent, ce soir, les grillons d'été. [...] Voilà ce que je voulais vous dire, Messieurs d'Étampes, de la pergola de la Douce France. Les actions dans lesquelles vous verrez jetés ses personnages — s'inspirent des deux grands mobiles de l'âme celtique : l'amour, qui nous conduit au don, et jusqu'au sacrifice de nous-mêmes ; — la liberté, par quoi nous devons

entendre la délivrance de nos servitudes naturelles, l'acquisition de notre loi propre ; autrement dit : la liberté de l'âme. »

## **14 juillet**

La Fête de l'eau, organisée par Etampes-Natation, réunit quatre clubs à travers des épreuves de trois nages, compétition sportive suivie d'un sketch aquatique d'ambiance « 1900 », joué notamment par Jacques Auclert (président des nageurs locaux) et d'un match de water-polo entre Étampes et les Primevères.

## **21 juillet**

Distribution solennelle des prix de l'école Notre-Dame, salle du patronage, boulevard Berchère, sous la présidence du chanoine Deboissy, curé-doyen de Notre-Dame d'Étampes.

## **28 juillet**

Le Vélo-Club organise, au vélodrome, une épreuve de vitesse à laquelle il donne le nom de Grand Prix du Docteur Camus — premier magistrat municipal en exercice, déjà honoré un mois plus tôt à travers la dénomination d'une voie —, « pour prouver sa reconnaissance à Monsieur le Maire d'Étampes, pour les réalisations faites pour le sport ». Après l'entracte a lieu le Grand prix du conseil municipal, sous forme d'une course américaine de cinquante kilomètres et réunissant douze équipes.

## **28 juillet**

La distribution solennelle des prix aux élèves des écoles communales de la Ville, sous l'autorité de M. Milon, président du Tribunal d'Étampes, a lieu dans le parc de Guinette, face à la

Pergola inaugurée quinze jours plus tôt. L'accompagnement musical de la cérémonie est assuré par la Philharmonie d'Étampes (conduite par M. Schwarz) et par l'Union musicale d'Étampes (dirigée par M. Boulanger). Dans son discours aux élèves, le maire, Lucien Camus, insiste sur le nécessaire goût de la lecture, tempéré par « le contact avec les choses, avec les œuvres d'art, avec les paysages, avec les métiers », et complété par la culture physique : « Enfin, donnez libre cours à votre joie. Exercez vos muscles ; que l'harmonie du corps s'allie à celle de l'esprit ; livrez-vous à vos jeux favoris et vous aurez ainsi rempli le programme que je voulais vous proposer ».

## **8 août**

Sur le circuit de la Coupe Deutsch de la Meurthe, à Etampes-Mondésir, l'aviateur Maurice Arnoux bat le record aérien international de vitesse sur cent kilomètres, pour appareil léger avec passager. Cet exploit est accompli aux commandes d'un Caudron-Renault 450-R-2, de moins de 560 kilos.

## **11 août**

Réservée aux amateurs et aux indépendants, l'épreuve cycliste Paris-Angerville, par Rambouillet, Ablis, Étampes et Pussay voit la participation de 106 coureurs et la victoire par équipe des Italiens de l'A.S. Roma. Au classement individuel, le premier Étammois, Henri Rodier, du Vélo-Club d'Étampes, arrive en 8<sup>e</sup> position.

## **26 septembre**

La section locale de la Ligue Maritime et Coloniale Française, présidée par M. Rameau, organise au Casino une grande soirée en faveur de l'Empire. Une conférence du capitaine de vaisseau

Choupaut est suivie de la projection de documentaires sur la marine nationale.

### **1<sup>er</sup> octobre**

Rentrée des classes de sixième, après examen, au collège de la rue Saint-Antoine. Dans sa section élémentaire, l'établissement accueille les enfants dès l'âge de quatre ans, mais la scolarité gratuite n'est pas assurée pour tous : elle n'est accordée que sur dossier. En revanche, les études secondaires sont gratuites. Également ouvertes aux filles — cependant en nombre limité et uniquement comme externes —, elles s'adressent plus particulièrement « aux enfants bien doués et studieux, auxquels elles ouvrent les plus belles possibilités ».

### **5 au 13 octobre**

Nouvelle édition de la fête et foire Saint-Michel, sur les allées de la place du Port. En point d'orgue: les grands bals de nuit, le samedi 5, au Casino et au Dancing de Guinette.

### **13 octobre**

Clôture du 11e Salon de la Société artistique de la région d'Étampes.

### **19 octobre**

Annonce publique de l'ouverture d'une section féminine au sein de la société de gymnastique et d'éducation physique L'Espérance étampoise. On dénombre d'ores et déjà une trentaine de nouveaux membres.

## **19 octobre**

Diffusion, par L'Alhambra-Cinéma, d'une grande fresque documentaire sur les combattants de la Première Guerre mondiale : *Les Hommes oubliés*. Pour le rédacteur de *L'Étampois*, « il faut que les enfants d'aujourd'hui sachent ce qu'a été la guerre, pour qu'ils n'apprennent jamais par leur propre sacrifice, ce qu'elle traîne avec elle d'horreurs, de souffrances et de ruines. »

## **9 novembre**

Grand gala au Théâtre municipal, au profit des artistes chômeurs. Mme Pavlovska, directrice de l'établissement, propose la « Comédienne », spectacle d'Armont et Bouquet, avec Mme Mad-Mareuil, vedette du Théâtre de Paris.

## 4. URBANISME, TRAVAUX ET TRANSPORTS



### 12 janvier

La Société Générale des Chemins de Fer économiques précise les horaires de son service de trains pour le réseau sud de grande banlieue. Le temps de parcours est de 75 min entre Arpajon et Étampes (place du Jeu de Paume), de 41 min entre Étampes et La Ferté-Alais, de 63 min entre Étampes et Milly, et de 5 min entre la gare du Jeu-de-Paume et la station de Morigny-Saint-Michel.

### 7 mars

Le conseil municipal décide le déclassement (et souhaite l'enlèvement, à la charge de l'État) des rails de l'ancienne ligne du C G. B. (chemin de fer de grande banlieue) entre la gare du Jeu de Paume et la place de l'Ouche.

## **7 mars**

Le conseil municipal donne le nom de rue de la République, à l'enfilade des rues de la Cordonnerie, Darnatal, de l'Ile-Maubelle, du Perray et de la Boucherie.

## **23 mars**

*L'Abeille* s'inquiète des quiproquos qui pourraient naître de la nouvelle numérotation des maisons, en cours dans certaines rues : « Nous connaissons même un certain commerce de la rue d'Enfer, pour lequel un changement de numéro peut prendre la forme d'une catastrophe ». Le lecteur reconnaîtra aisément l'accueillante maison close d'Étampes.

## **22 avril**

Le vélodrome municipal est inauguré le lundi de Pâques, en présence de 5000 personnes, et de grandes vedettes françaises du cycle : François Bonduel (vainqueur de Paris-Bruxelles, en 1934), Ferdinand Le Drogo (champion de France en 1926-1927 et 1927-1928 ; vice-champion du monde en 1931), André Godinat (champion de France en 1932) et René Le Grevès (vainqueur de Paris-Caen en 1934, et du Critérium national de la route en 1935).

## **4 juin**

Le Comité de la fête et des commerçants du quartier Saint-Pierre demande à la municipalité de donner le nom du maire, Lucien Camus, à l'avenue du Bourgneuf, voie nouvellement créée dans le quartier Saint-Pierre. Le 15 juin suivant, le conseil municipal se prononce favorablement — et à l'unanimité — sur cette proposition. Pour la première fois dans l'histoire de la

ville, une rue reçoit ainsi le nom d'un magistrat local en exercice. L'avenue du Dr Camus est inaugurée le 22 juin. Touché par l'hommage qui lui est rendu, le principal intéressé répond non sans humour : « Des esprits malins ne manqueront pas de dire que par ces gestes vous avez voulu voir mes capacités médicales et surtout celles d'un médecin accoucheur. Ils diront peut-être aussi qu'en donnant à une rue le nom du premier médecin maire d'Étampes, vous avez voulu éloigner à jamais la maladie de ce quartier et préserver ses habitants des contagions. »

### **23 novembre**

Relancé par Maurice Dormann et Marcel Duclos, quant à la promesse départementale d'enlèvement des rails de l'ancien chemin de fer de grande banlieue, entre le Jeu de Paume et « l'embranchement Saint-Martin », le Conseil Général de Seine-et-Oise reconnaît la dangerosité de ces rails — lesquels n'ont pas suivi l'usure des pavés de la route nationale dont ils empruntent le trajet —, mais refuse de se prononcer sur la date précise de leur dépose, en raison du coût prévisionnel de l'opération : 270 000 francs, alors que la valeur de récupération des rails ne dépasse pas 25 000 francs.

### **31 décembre**

Chroniquement déficitaire, l'exploitation du tramway de Milly à Étampes cesse d'être assurée, sauf le samedi.

## 5. FAITS DIVERS



### 4 janvier

Tentative d'incendie criminel de la maison du Dr. Camus, maire d'Étampes ; maison sise rue Saint-Antoine.

### 5 janvier

Tentative d'incendie criminel du Grand Moulin de la rue Darnatal, exploité par la Société Meunière de l'Ile-de-France. Le 14 mai suivant, les enquêteurs arrêteront le garde-moulin, Victor Dubois, 24 ans, déjà suspecté dans une affaire semblable en 1933.

### 6 janvier

Incendie criminel de la bonneterie Morin, rue Saint-Antoine. L'engin incendiaire est identique à celui découvert, deux jours plus tôt, au domicile du Dr Camus.

### **15 février**

Arrestation d'une bande de quatre jeunes Étampois (âgés de 15 à 20 ans), coupables d'une tentative planifiée et nocturne de vol avec violence contre le laitier Henri Laure, revenant de tournée. Les jeunes délinquants « n'en voulaient d'ailleurs nullement à la vie du laitier [...], il leur fallait de l'argent, a avoué l'un deux, pour être à même de faire bonne figure dans certaine maison hospitalière [la maison close de la rue d'Enfer ?] où devait s'opérer le partage du butin et son placement immédiat ».

### **18 novembre**

Un incendie nocturne au hameau du Chesnay endommage gravement un hangar agricole, mais l'intervention rapide des sapeurs-pompiers empêche la propagation du sinistre aux habitations voisines. Selon le journaliste de *L'Abeille*, les causes du sinistre pourraient être attribuées à l'imprudence des « clochards » qui, fréquemment, viennent chercher un abri sous ce hangar.

Clément WINGLER  
Archives municipales d'Etampes  
20 mars 2010



*Soldat allemand entre deux membres d'une famille étampoise qui fut forcée de l'héberger (cliché de 1942)*

# ÉTAMPES, DE LA DRÔLE DE GUERRE À L'HEURE ALLEMANDE

1940-1944 <sup>2</sup>

## Introduction

De par sa situation géographique à la croisée de deux voies très importantes de circulation (nord-sud — de Paris à Orléans et Toulouse — ; est-ouest — de Sens et Fontainebleau à Chartres —), Étampes occupe une position stratégique dont la prospérité en temps de paix se transforme en handicap en période de guerre. L'histoire de la ville en fournit la preuve à maintes reprises (invasion normande au Xe siècle, guerre franco-anglaise au Moyen Age, combats et sièges des guerres de Religion et de la Fronde aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, bombardements de 1940 et 1944).

Étampes apparaît comme une étape incontournable pour toutes armées en mouvement vers la capitale ou vers le sud-ouest du pays. Et ce, d'autant plus qu'Étampes est la principale ville de la moitié sud du département de Seine-et-Oise: elle compte environ 9000 habitants en 1940, et apparaît comme la

---

<sup>2</sup> Conférence prononcée à l'occasion d'une visite organisée pour les Journées du Patrimoine le samedi 19 septembre 2009. Étude publiée en ligne la même année sur le site du *Corpus Étampois*.

localité la plus peuplée. Pour ce qui est de ses équipements militaires, elle dispose d'une base aérienne à Mondésir, laquelle suscite évidemment les convoitises en cas de guerre.

## **1. Le début de la guerre**

La vie politique étampoise est difficile à la fin des années 1930. À la dissolution du parti communiste — décidée par le gouvernement en raison de la bonne entente existant entre l'Allemagne et l'URSS —, s'ajoute en octobre 1939 la suspension du maire pour la durée des hostilités, selon une procédure qui touche également trente-trois autres villes. Le D<sup>r</sup> Camus, maire d'Étampes, est très décrié pour sa gestion. Sa suspension est d'ailleurs approuvée par le conseil municipal, dans sa séance du 27 janvier 1940.

Pendant la « drôle de guerre », les pouvoirs publics ne restent pas inactifs. Ils procèdent à la construction de tranchées-abris pouvant accueillir 2828 personnes (place de l'Ouche, à la porcelainerie Saint-Martin, au Marché Franc, place du Port, à Guinette, au Bourgneuf, au Petit-Saint-Mars, à l'Abattoir, à la Piscine et à Saint-Pierre). Ces efforts sont toutefois insuffisants pour espérer pouvoir protéger l'ensemble de la population (ils couvrent environ un tiers des besoins), et se révéleront presque totalement inefficaces pendant les bombardements, lesquels interviennent par surprise et de nuit, sans laisser aux Étampois le temps de gagner les abris.

Les efforts en matière de défense passive — on achète une grande quantité de masques par crainte de gaz toxiques — s'accompagnent de réquisitions en vue de constituer des stocks. Ainsi chez les commerçants Gaillard (rue Paul Doumer) et Beauvallet (rue Sainte-Croix), sans oublier l'achat de bicyclettes chez Champy...

Bien qu'Étampes ne figure pas dans la zone des combats, les effets négatifs de la guerre se font sentir très nettement à la mi-juin 1940. La conscription a vidé les usines et enlevé des champs nombre de bras nécessaires, des réfugiés fuyant devant l'avancée du front (mais aussi des habitants de la région) pillent des magasins, des soldats jettent leurs fusils et s'habillent en civils dans l'espoir de ne pas être capturés par l'ennemi... De manière générale, l'attitude des pouvoirs publics est défaitiste ou tournée uniquement vers la défense : on ne cherche pas vraiment à résister aux Allemands, ou alors, on le fait avec une désorganisation qui en dit long sur l'impréparation aux événements.

Les Étampois sont également inquiets à titre administratif. Leur sous-préfecture a été supprimée et ils relèvent désormais de Rambouillet... alors qu'il n'existe pas de transports en commun directs entre les deux villes ! Cet état de fait compliquera la tâche de l'administration locale pendant l'Occupation.

Les loisirs eux-mêmes — tant prisés en période de crise ! — deviennent difficilement praticables, les dancings et établissements de jeux étant fermés par le gouvernement.

Le déclenchement de la guerre, la levée de troupes, la réquisition d'une bonne partie des moyens de transport pour l'outre-mer, le danger que la marine italienne (alliée de l'Allemagne) représente en Méditerranée, compliquent sérieusement la vie des entreprises et des familles. La fonderie Lory, par exemple, qui emploie 125 personnes, doit en partie sa prospérité aux clients d'Indochine et d'Afrique Équatoriale. Elle doit cesser ses fabrications à partir de l'Armistice, et ne dispose plus que de deux mois de commandes et donc de travail... Les laboratoires de produits pharmaceutiques Dausse

(rue de la République) sont en butte à des difficultés assez voisines, étant tributaires de l'exportation. Les 124 personnes qu'ils emploient se retrouvent au chômage technique, faute d'approvisionnement en glycérine et en huile d'olive, nécessaires à la production. Quant à la Porcelainerie, elle manque de charbon, de même que les industries métalliques Monin-Harlé (à Etréchy et à Étampes).

L'inquiétante situation sociale qui en découle est encore compliquée par l'afflux de réfugiés venus de Belgique et du Nord de la France. Les malheureux sont temporairement hébergés au Centre d'accueil aménagé dans les locaux de l'ancienne Malterie, et à hôpital militaire installé à l'Institution Jeanne d'Arc, sous la conduite des Dames françaises.

## **2. Arrivée des Allemands**

Les nouvelles militaires sont mauvaises. Étampes est meurtrie une première fois le 3 juin 1940: son aérodrome de Mondésir est bombardé et une dizaine de personnes trouvent la mort. Dans la nuit du 7 au 8 juin, c'est la ville elle-même qui est attaquée (cinq familles sont touchées ; nous renvoyons au livre de Collard, *Étampes au cours des Journées tragiques de 1940 et 1944*). Le 13 juin, un afflux subit de Parisiens fait comprendre que les Allemands se rapprochent dangereusement.

Le bombardement redouté intervient dans la nuit du 14 au 15 juin 1940. Il est suivi de mitraillages. Les quartiers de Saint-Pierre et du Port sont particulièrement atteints ; des immeubles sont touchés et au moins partiellement détruits rue Saint-Jacques, place Notre-Dame, rue de la République et rue de la Tannerie. On dénombre au moins 400 morts et 117 maisons

endommagées (dont 29 pour la seule rue de la République). Des inhumations ont lieu à la hâte dans des fosses communes...

Notons que selon une légende tenace, des avions italiens auraient participé à l'attaque. Ce qui relève soit de l'absurdité soit d'une erreur de bonne foi. L'aviation italienne n'est pas entrée en action au nord de la Loire et, par ailleurs, la Luftwaffe allemande se suffisait à elle-même et n'a demandé aucune assistance transalpine. De plus, le rayon d'action des appareils italiens n'aurait pas permis d'effectuer l'aller-retour depuis une base de la péninsule. Du reste, pourquoi les forces de Mussolini auraient-elles choisi Étampes comme objectif ? On peut, en outre, observer que les autres populations de notre région ne livrent aucun témoignage sur la prétendue aviation italienne. Est-ce à dire que certains Étampois ont pu confondre cocardes italiennes et cocardes françaises ? C'est l'hypothèse la plus vraisemblable.

Conséquence immédiate des événements du 15 juin, les services départementaux encore présents dans la ville partent pour le sud, bientôt suivis du maire Liger et des services municipaux. Ils n'arriveront pas très loin : leur périple s'achève à Crottes-en-Pithiverais, dans le Loiret.

Le même 15 juin, les Allemands font leur entrée à Étampes, ville presque désertée par ses habitants. On estime leur nombre à un millier, les autres ayant pris la route de l'exode ou d'un toit temporaire aux environs, hors les murs de la cité. Après le départ précipité des forces de l'ordre françaises et avant l'arrivée de la Wehrmacht, les pillards s'en donnent à cœur joie. On déplore des viols et des meurtres. Une fusillade a lieu à la gare, quand des soldats de la 7<sup>e</sup> section des Chemins de fer de campagne tirent sur l'avant-garde allemande (on déplore une dizaine de morts).



*Le quartier Saint-Pierre mitraillé en juin 1940 (cliché Jolivet)*

### 3. Installation et Occupation

Les Allemands inspectent la ville le 16 juin. Pour la population, la priorité se nomme eau, gaz et électricité. Dans l'immédiat, l'eau est puisée dans les rivières, puis bouillie. Les évacués commencent à revenir. Une boulangerie ouvre à nouveau, celle de M. Plé, sise rue de la République. Les services de la Kommandantur occupent le rez-de-chaussée de la mairie; des coupons d'alimentation sont distribués.

Les Allemands sont environ 10 000 ; les Étampois presque 5000 en septembre 1940 (les autres n'étant pas encore rentrés), selon les statistiques de Pierre-Ulysse Lejeune, président de la Délégation municipale spéciale installée le 28 août par le Préfet. La vie reprend tant bien que mal.

Deux exemples de cohabitation difficile sont rapportés par le journal *l'Abeille d'Étampes*. Dans la rubrique d'intérêt local, le rédacteur écrit le 24 août 1940 :

*« On nous fait connaître que certain percepteur de la région aurait refusé de l'argent allemand en paiement des impôts. Puisque les commerçants sont tenus d'accepter eux-mêmes cet argent, n'est-il pas logique qu'ils règlent de la même manière leurs contributions ?*

*« On nous prie de demander s'il ne serait pas possible de mettre, en dessous des textes et indications allemands, des textes français pour indiquer les sens interdits dans certaines rues de notre ville. Bien des personnes de la campagne qui viennent à Étampes éviteraient ainsi de se faire interpellier ».*

Deux autres exemples sont sujets à discussion... Le couvre-feu est fixé à 21h. Pourquoi ? Après enquête, *l'Abeille d'Étampes* affirme que *« le principal motif en est qu'au jour tombant, maintes jeunes filles de la commune – toujours les*

*mêmes — font un peu trop commerce de leurs charmes avec les soldats allemands* ». Pour ce qui est des cafés et autres auberges, la vente au détail (par les débitants) de boissons alcoolisées est interdite les mardis, jeudis et samedis... mais est autorisée pour les militaires et civils allemands !

Ces derniers profitent de « lieux de convivialité » aménagés à leur intention. Ainsi le restaurant « Le Grand Monarque », qui devient *Kameradschaftsheim Westfrankreich* de la *Deutsche Arbeitsfront* (Foyer du Front allemand du Travail, pour l'Ouest de la France). Le *Cabaret*, sis 28 place Saint-Gilles, est destiné aux officiers allemands et propose des soirées musicales dans un *eleganter Rahmen* (un « cadre élégant »), *erstklassige tanz- und klassische Musik, unter Mitwirkung prominenter pariser Künstler; die besten Getränke* (« de la musique classique et de la danse de premiers choix, avec la participation de célèbres artistes parisiens, et les meilleures boissons »), tous les soirs de 20 h à 23 h 45 (ouverture dès 17 h le samedi et 15 h le dimanche).

Une promiscuité gênante est imposée par la réquisition d'immeubles. Ainsi, une maison de la rue Saint-Jacques (au numéro 105), comprenant dix pièces et deux chambres de bonnes, est occupée par 35 Allemands ; la propriétaire — revenue d'exode — est obligée de loger ailleurs, ce qui lui coûte un loyer mensuel de 475 F !

La vie scolaire est perturbée. Le collège a été transformé en hôpital complémentaire en 1939 ; les épreuves du Bac sont reportées à octobre 1940 (dans la salle des patronages de la rue Léon Grenier) ; les élèves des petites classes auront cours dans les anciens locaux de l'Abeille ; les autres au Port, à côté de l'hôtel-café du Casino (également occupé par les Allemands).



*Soldats allemands, face au 37 rue Louis-Moreau (entre 1940 et 1944)*

En matière économique s'accroissent les restrictions de matière première et donc de production, par exemple dans la branche textile, où la production tombe à 30 % du chiffre de 1938. Or, Étampes produit moins, mais doit fournir plus ! Les réquisitions auprès des commerçants et artisans locaux sont au plus haut, surtout pour l'alimentation et la quincaillerie, dont les denrées et objets sont désormais payables... en reichsmark (lequel a cours forcé de 1 reichsmark pour 20 francs, ce qui est évidemment très avantageux pour l'Occupant !). La pénurie de légumes verts s'aggrave d'autant plus que les gelées ont été fortes pendant l'hiver de 1940-1941. L'approvisionnement en viande, pomme de terre, beurre, fromage et sel devient également très faible...

#### **4. L'attitude des Français**

En janvier 1941, le maire, Pierre-Ulysse Lejeune, proteste officiellement auprès des Allemands. Il se plaint également, en septembre 1941, des quotas imposés aux agriculteurs d'Étampes. Ces derniers sont bien incapables de fournir ce qu'on leur demande. Les semences sont insuffisantes, certaines terres sont traditionnellement de peu de rendement, beaucoup d'ouvriers agricoles ont été mobilisés et sont prisonniers en Allemagne; enfin, le temps a été froid et pluvieux.

La Résistance naît très tôt à Étampes, malgré la très forte présence allemande qui rend les actions clandestines très dangereuses. Pierre Pecquet, cafetier à Saint-Martin, rassemble un petit groupe, en liaison avec un gendarme, François Faudet. Au début de 1943, Pecquet est recruté par Louis Moreau (chargé d'organiser le secteur d'Étampes). De leur côté, les Allemands font insérer des articles de propagande dans l'*Abeille*. Les informations internationales (traditionnellement en première page du journal) font la part belle aux victoires des

armées du Reich ; d'autres articles incitent à la relève des prisonniers français en Allemagne : les volontaires toucheront une prime d'équipement de 1000 F, se verront remboursées leurs factures d'achats de chaussures... (le tout devant permettre le retour de prisonniers libérés)... Cette propagande demeure largement inefficace, obligeant les Allemands à mettre en place le Service du Travail Obligatoire, lequel doit permettre de suppléer au manque de volontaires.

Que la résistance s'organise transparait à travers certains « avis » publiés par l'*Abeille*, ainsi le 26 septembre 1942 : « *Il est défendu de cacher, d'héberger ou de prêter assistance de quelque façon que ce soit à des membres d'un équipage ou d'un avion, ou à des parachutistes ennemis. Toutes les infractions seront punies de mort.* »

Le S.T.O. est créé le 2 février 1943. Il touche Étampes à raison de 4 habitants de la classe 39, 18 de la classe 40, 15 de la classe 41, 13 de la classe 42 ; d'autres habitants sont requis pour des travaux de fortification sur la côte, ainsi à Saint-Nazaire (57 pendant l'hiver 1942-1943) ; d'autres le sont moins loin : à Mondésir, en 1944 (près de 500).

On observe une intensification des enquêtes et des réquisitions. Sont recensés les radios, vélos, bidons de lait, arbres fruitiers, poules, lapins, chevaux (ce qui pénalise l'agriculture). Ces ponctions accroissent le désir de résistance... et la vigilance des autorités (Étampes jouant un rôle majeur pour le haut commandement militaire aérien allemand). Louis Moreau et ses amis se spécialisent dans les tâches de renseignement, la réception d'armes parachutées, la diffusion de tracts... mais la prétendue exécution du général allemand Weissmann — qui aurait laissé échapper le code secret des transmissions de la Luftwaffe, et qui aurait été de ce fait puni

de mort par sa hiérarchie — relève d'une autre légende tenace. Les Alliés connaissaient dès 1940 le code des transmissions allemandes et Weissmann est mort paisiblement dans son lit, après la guerre.

Henri Poirier est un autre grand personnage de la résistance étampoise en 1942. Chef local du réseau Libération Nord, il vient de Nantes où il est fonctionnaire des contributions, ce qui lui permet de circuler assez facilement. Résister expose à un danger évident. Ainsi le 18 mai 1943, quand un parachutage au hameau de la Montagne se passe mal. Dénoncés, les Résistants sont arrêtés par la Wehrmacht, qui les attendait. Six d'entre eux sont déportés, dont Gabriel Gautron, qui échappera à l'univers des camps de concentration et qui reviendra à Étampes via la Suède.

Pour les habitants de la ville, le danger des bombardements alliés « ciblés » se précise. Pendant la première quinzaine de septembre 1943 : plus de 2000 morts sont à déplorer, pour ce motif, dans la population civile française.

Face à l'autorité d'occupation, le conseil municipal d'Étampes mène un *double jeu* visant à ménager les intérêts de la ville et des habitants. On peut citer deux exemples. Au cours de sa séance du 28 mai 1943, il vote une subvention spéciale de 2000 F en faveur de Louis Moreau, inspecteur primaire — et surtout Résistant presque notoire —, officiellement pour aider à la réédition de son livre *Ma Petite Patrie*; dans sa séance du 11 juin 1943, le même conseil municipal adresse publiquement ses sentiments de sympathie à la famille de Pierre Audemard, maire adjoint, récemment arrêté par les autorités allemandes, en raison de son appartenance à la Résistance. Il mourra en déportation.



Les membres de la délégation spéciale municipale d'Étampes nommés après l'invasion.  
De gauche à droite : MM. Lejeune, Chavigny, Fontant, Lerebour et Audemard.

## 5. Les bombardements alliés

L'annonce du débarquement allié sur les plages de Normandie provoque l'enthousiasme des Étampois, mais bon nombre d'entre eux, à l'image d'Henri Collard, cheville ouvrière du journal *L'Abeille d'Étampes*, s'inquiètent pour leur ville, menacée d'un bombardement aérien « *qu'appelaient les nécessités de la stratégie* ».

Les prédictions les plus pessimistes se vérifient malheureusement dans la nuit du 9 au 10 juin 1944. À minuit cinq, les bombes alliées pleuvent sur la cité « *...éclairée comme en plein midi. Des fusées blanches et rouges descendent de toute part, pareilles à un gigantesque feu d'artifice... Les*

*chasseurs et bombardiers s'accumulent... En trente minutes, plus de deux mille bombes s'abattent sur la ville... La défense aérienne allemande est aussi inexistante que la nôtre en 1940. L'alerte n'a même pas été donnée à l'aide des sirènes... »*

Ce bombardement, suivi d'un second, le 14 juin, est terriblement meurtrier: plus de 150 Étampois trouvent la mort, 50 d'entre — eux sont gravement blessés, près de 150 maisons sont complètement détruites, 356 partiellement, 203 sont légèrement atteintes. Une salle de classe est hâtivement transformée en chapelle ardente, où a lieu la levée des corps, en présence de Mgr Roland Gosselin, évêque de Versailles, et de M. Marquet, le sous-préfet de Rambouillet. Des cercueils de fortune sont confectionnés à la hâte, à partir de tables, de commodes, d'armoires... Qui plus est, tous les corps n'ont pas encore été extraits des décombres, malgré le dévouement sans faille des membres du Secours National et des Équipes Nationales d'André Lorry, du C.O.S.I. (Comité Ouvrier de Secours Immédiat), des sapeurs-pompiers de Robert Piqueret, de la Croix Rouge de Robert Leflon, des équipes de la Défense Passive, dirigées par Robert Couvé, et de beaucoup d'autres organismes et associations de bénévoles.

Dès les jours qui suivent, les avions alliés opèrent des mitraillages dans la région, provoquant de nouvelles victimes. À 50 mètres de la gare de Puiset-le-Marais, le *tacot* est pris pour cible par des chasseurs anglais. Le libraire Brière et cinq autres personnes sont blessés. Le vendredi 23 juin, vers 14 heures 30, après un rapide combat aérien au-dessus du hameau de Pierrefitte, un Lightning américain prend feu et s'écrase près du mur ouest de la ferme de Guinette. Le 15 juin, ce sont une vingtaine de maisons de Guillerval qui subissent une attaque aérienne.



*L'aérodrome d'Étampes-Mondésir bombardé  
(© Lt Russell S. Knapp & 486th Bomb Group 2003)*

## 6. Retraite allemande et Libération

Alors que les services de l'État-Major de la Luftwaffe ont déjà quitté Étampes pour Nancy, de même que les services de la Kommandantur dirigés par le major Braun, une compagnie allemande d'arrière-garde comprenant quelques soldats des trois armes, dont plusieurs serveurs de DCA et même un soldat de la Kriegsmarine, occupe encore Saint-Martin et réquisitionne des habitants pour transporter des pavés et ériger une barricade en travers de la grande rue, au débouché de la rue du Paradis.

L'essentiel du dispositif destiné à freiner l'avance des Alliés est concentré entre la route de Saint-Hilaire et la route de Dourdan, particulièrement sur les hauteurs qui dominent le cimetière Saint-Martin. Six pièces antichar et de DCA ont été camouflées à proximité immédiate des ruines du Temple, tandis que deux pièces de 88 sont positionnées route de Dourdan, et deux autres respectivement à 100 mètres du carrefour de la route de Dourdan et de l'actuelle rue des Lys. Deux autres pièces de 88 et quatre pièces-antichar sont placées temporairement à Villesauvage, et le carrefour des routes de Malesherbes et de Pithiviers est couvert par six autres canons antichar et deux de 88. Enfin, une dernière pièce de gros calibre surveille à la sortie d'Étampes, la côte de la route d'Orléans, et quatre canons antichars occupent l'Humery.

L'arrière garde allemande doit battre en retraite et quitter la ville le lundi 21 août, en fin de matinée, non sans avoir accroché les troupes américaines et mis quatre de leurs chars hors de combat, deux sur la route de Dourdan et deux sur les hauteurs de Chalo-Saint-Mars, et d'avoir incendié plusieurs maisons du quartier Saint-Martin, ainsi que les deux principales écoles du faubourg.

Dans son avancée, l'infanterie américaine bénéficie du soutien d'avions de reconnaissance de l'Air Force, et des renseignements communiqués par la Résistance, en particulier par Gaston Beau, sous-chef de la gare d'Étampes, qui communique par téléphone à Monnerville déjà libérée, les renseignements qui permettront aux alliés de localiser et réduire au silence les pièces d'artillerie du dispositif allemand de défense d'Étampes.

Le 22 août enfin, « après une lourde nuit traversée par des pluies chaudes », les troupes américaines font leur entrée dans la ville.

Clément Wingler  
Archives municipales d'Étampes



# Étampes de 1944 à 1946 <sup>3</sup>

## 1. LA VOIE DE LA LIBERTÉ

### 01.01 Étampes, ville bombardée

L'annonce du débarquement allié sur les plages de Normandie, provoque l'enthousiasme des Étampois, mais bon nombre d'entre — eux, à l'image d'Henri Collard, cheville ouvrière du journal *L'Abeille d'Étampes*, s'inquiètent pour leur ville, menacée d'un bombardement aérien « qu'appelaient les nécessités de la stratégie ».

Les prédictions les plus pessimistes se vérifient malheureusement dans la nuit du 9 au 10 juin 1944. A minuit cinq, les bombes alliées pleuvent sur la cité « ...éclairée comme en plein midi. Des fusées blanches et rouges descendent de toute part, pareilles à un gigantesque feu d'artifice... Les chasseurs et bombardiers s'accumulent...En trente minutes, plus de deux mille bombes s'abattent sur la ville...La défense

---

<sup>3</sup> Etude publiée en ligne en 2004 sur le site du *Corpus Étampois*.

aérienne allemande est aussi inexistante que la nôtre en 1940. L'alerte n'a même pas été donnée à l'aide des sirènes... »<sup>4</sup>.

Ce bombardement, suivi d'un second, le 14 juin, est terriblement meurtrier: plus de 150 Étampois trouvent la mort, 50 d'entre - eux sont gravement blessés, près de 150 maisons sont complètement détruites, 356 partiellement, 203 sont légèrement atteintes. Une salle de classe est hâtivement transformée en chapelle ardente, où a lieu la levée des corps, en présence de Mgr Roland Gosselin, évêque de Versailles, et de M. Marquet, le sous-préfet de Rambouillet. Des cercueils de fortune sont confectionnés à la hâte, à partir de tables, de commodes, d'armoires...<sup>5</sup> Qui plus est, tous les corps n'ont pas encore été extraits des décombres, malgré le dévouement sans faille des membres du Secours National et des Equipes Nationales d'André Lorry, du C.O.S.I. (Comité Ouvrier de Secours Immédiat), des sapeurs pompiers de Robert Piqueret, de la Croix Rouge de Robert Leflon, des équipes de la Défense Passive, dirigées par Robert Couvé, et de beaucoup d'autres organismes et associations de bénévoles<sup>6</sup>.

Dès les jours qui suivent, les avions alliés opèrent des mitraillages dans la région, provoquant de nouvelles victimes. A 50 mètres de la gare de Puiset-le-Marais, le «tacot» est pris pour cible par des chasseurs anglais. Le libraire Brière et cinq autres personnes, sont blessés<sup>7</sup>. Le vendredi 23 juin, vers 14 heures 30, après un rapide combat aérien au-dessus du hameau de Pierrefitte, un Lightning américain prend feu et s'écrase près

---

<sup>4</sup> René Collard, *Étampes pendant les journées tragiques de 1940 et 1944*, Étampes, 1944, pp. 27-28.

<sup>5</sup> *Abeille d'Étampes*, 1<sup>er</sup> juillet 1944.

<sup>6</sup> *Abeille d'Étampes*, 17 juin 1944 et 1er juillet 1944.

<sup>7</sup> *Abeille d'Étampes*, 24 juin 1944.

du mur ouest de la ferme de Guinette<sup>8</sup>. Le 15 juin, ce sont une vingtaine de maisons de Guillerval qui subissent une attaque aérienne.

## **01.02. Du départ des Allemands à l'arrivée des Américains**

Alors que les services de l'État-Major de la Luftwaffe ont déjà quitté Étampes pour Nancy, de même que les services de la Kommandantur dirigés par le major Braun, une compagnie allemande d'arrière-garde comprenant quelques soldats des trois armes, dont plusieurs serveurs de DCA et même un soldat de la Kriegsmarine, occupe encore Saint-Martin et réquisitionne des habitants pour transporter des pavés et ériger une barricade en travers de la grande rue, au débouché de la rue du Paradis.

L'essentiel du dispositif destiné à freiner l'avance des Alliés, est concentré entre la route de Saint-Hilaire et la route de Dourdan, particulièrement sur les hauteurs qui dominent le cimetière Saint-Martin. Six pièces antichar et de DCA ont été camouflées à proximité immédiate des ruines du Temple, tandis que deux pièces de 88 sont positionnées route de Dourdan, et deux autres respectivement à 100 mètres du carrefour de la route de Dourdan et de l'actuelle rue des Lys. Deux autres pièces de 88 et quatre pièces-antichar sont placées temporairement à Villesauvage, et le carrefour des routes de Malesherbes et de Pithiviers est couvert par six autres canons antichar et deux de 88. Enfin, une dernière pièce de gros calibre surveille à la sortie d'Étampes, la côte de la route d'Orléans, et quatre canons antichars occupent l'Humery.

L'arrière garde allemande doit battre en retraite et quitter la ville le lundi 21 août, en fin de matinée, non sans avoir

---

<sup>8</sup> Abeille d'Étampes, 1<sup>er</sup> juillet 1944.

accroché les troupes américaines et mis quatre de leurs chars hors de combat, deux sur la route de Dourdan et deux sur les hauteurs de Chalo-Saint-Mars, et d'avoir incendié plusieurs maisons du quartier Saint-Martin, ainsi que les deux principales écoles du faubourg<sup>9</sup>.

Dans son avancée, l'infanterie américaine bénéficie du soutien d'avions de reconnaissance de l'Air Force, et des renseignements communiqués par la Résistance, en particulier par Gaston Beau, sous-chef de la gare d'Étampes, qui communique par téléphone à Monnerville déjà libérée, les renseignements qui permettront aux alliés de localiser et réduire au silence les pièces d'artillerie du dispositif allemand de défense d'Étampes.

Le 22 août enfin, « après une lourde nuit traversée par des pluies chaudes », les troupes américaines font leur entrée dans la ville<sup>10</sup>.

### **01.03. Étampes devient une ville américaine**

Du 22 août 1944 à la fin janvier 1946, Étampes devient une ville américaine. Le camp de Mondésir, propriété du ministère français de l'Air, est réquisitionné par l'Air Force jusqu'au 25 juin 1945. Le Captain G.S. Manent est le « Commanding Officer » de la base précédemment occupée par la Luftwaffe, qui comprend sept bâtiments et cent soixante-deux chambres.

Toutes les maisons d'Étampes qui n'ont pas été détruites par les bombardements, ainsi que les entrepôts, accueillent des services et des soldats américains. Ainsi en est-il par exemple

---

<sup>9</sup> *Marseillaise de Seine-et-Oise*, 21 octobre 1944, 25 novembre 1944 et 2 juin 1945.

<sup>10</sup> *Journal d'Étampes*, 22 août 1944.

du Castel Matho, de l'hôtel du Chariot d'or, transformé en dépôt, de la Malterie du carrefour des Religieuses, qui abrite le Headquarter Office des « 39<sup>th</sup> RB and 18th RC », de l'aile gauche de l'Hôtel de Ville (du 15 janvier 1945 au 16 janvier 1946), des garages construits par les Allemands en bordure de la route de La Ferté-Alais et entre la rue de la République et l'avenue du Bourgneuf (garage et dépôt de matériaux du « 39<sup>th</sup> Motor Pool »), d'une aile du collège (de février à septembre 1945), du Marché Franc, où les Allemands avaient construits des baraques (occupées cette fois par le « 327<sup>th</sup> Stationary Hospital »), ou encore des terrains de la scierie Berthelot, à l'angle du boulevard Berchère et de la rue de La Roche Plate (« Air Force Hospital 831 »).

Au total, cent immeubles sont mis à la disposition au moins partielle des autorités militaires américaines, ainsi que seize châteaux des environs, sept magasins, deux garages et dix hôtels<sup>11</sup>.

Assez curieusement, le ministère français de la Guerre fixe pour les propriétaires des immeubles réquisitionnés, des indemnités de logement variables en fonction de la taille de la ville. Étampes se situe dans la seconde catégorie, celle des villes de 500 à 500 000 habitants, ce qui ouvre droit à une indemnité de 18 francs par jour pour un officier et de 10 francs pour un sous-officier ou un soldat. Des majorations sont prévues pour le chauffage, l'occupation d'un bureau ou d'une cuisine, la présence d'un mulet dans l'écurie ou encore d'une automobile dans un garage clos. Les prestations exigibles auprès de l'habitant, sont un lit avec literie complète, pour les

---

<sup>11</sup> Archives municipales d'Étampes, 2W2.

simples soldats et les sous-officiers, assortis d'une salle de bains ou d'un cabinet de toilette, pour les officiers<sup>12</sup>.

## 2. ENTRE GUERRE ET PAIX

De plus, dans les régions françaises où la souveraineté républicaine a été rétablie, la vie ne reprend que difficilement. A l'été 1944, plusieurs dizaines d'Étampois sont toujours retenus contre leur gré en Allemagne, déportés du travail ou pour fait de résistance, ou prisonniers de guerre, sans compter ceux qui ont rejoint les forces combattantes sitôt leur ville libérée, et qui poursuivent la lutte aux côtés des Alliés, sur les frontières de l'est. Le chroniqueur André Demain, qui entreprend dans la *Marseillaise de Seine-et-Oise*, à partir de novembre 1944, de conter « la Libération d'Étampes, page glorieuse d'histoire locale », croit d'ailleurs nécessaire de taire certains renseignements, dans la mesure où « un certain nombre de ceux qui se sont dévoués dans la lutte clandestine, sont encore internés en Allemagne... »<sup>13</sup>.

### 02.01 La guerre continue...

La Seconde Guerre mondiale ne s'achève pas avec la libération d'Étampes et de Paris, elle se poursuit encore pendant de longs mois. En mars 1945, le général de Gaulle ne déclare-t-il pas, dans une allocution radiodiffusée, que « les Américains ont quelques conceptions aventurées quant à la capacité de résistance de l'Allemagne », mais aussi du Japon (10)?  
(10)

### 02.02. Les soldats du front

---

<sup>12</sup> *Journal d'Étampes*, 17 mars 1945.

<sup>13</sup> *Marseillaise...*, 17 novembre 1944

Des jeunes gens de la région qui combattent sous les drapeaux, plusieurs trouveront la mort, parfois quelques jours à peine avant la capitulation de l'ennemi et la fin du conflit. René Chantalou en fait partie. Engagé d'abord dans la Résistance, il rejoint à la Libération le corps d'armée du général Koenig, et décède au combat à Liesheim, dans la région allemande de l'Eifel, le 2 avril 1945, à l'âge de 18 ans. Le 15 avril, c'est André Nicolas, de Guignonville, qui meurt pour la France, et le 21 avril, Jacques Monceau.

Au début du mois de février 1945, se constitue un «Comité pour nos soldats du front», présidé par le maire, Barthélémy Durand. Il aide grâce à des dons, ceux qui reviennent dans leurs foyers, et les familles de ceux qui ne reviendront plus<sup>14</sup>.

### **02.03. Les prisonniers de guerre**

À la date du 1er août 1944, le nombre d'Étampois prisonniers de guerre en Allemagne, s'élève à 144<sup>15</sup>. Chaque semaine, le *Journal d'Étampes* publie le «calendrier des rapatriés», en adressant «aux camarades rentrés vœux et souhaits les meilleurs» et en «pensant aux mères, femmes de prisonniers et déportés, en espérant que demain peut-être ce bonheur sera pour elles.»<sup>16</sup>

Pourtant, les nouvelles ne sont pas toujours bonnes. Le 5 février 1945, par exemple, les avions alliés qui opèrent au-dessus de l'Allemagne, bombardent par erreur l'Oflag xB. Une bombe détruit quatre baraques du camp, occasionnant la mort

---

<sup>14</sup> Archives..., 2W9.

<sup>15</sup> Archives..., 2W5.1.

<sup>16</sup> *Journal d'Étampes*, 17 mars 1945.

d'une centaine de prisonniers, dont le lieutenant Jean Blondeau<sup>17</sup>.

À partir de la fin du mois d'avril 1945, le rapatriement de prisonniers s'accélère. A ce titre également, Étampes est un nœud ferroviaire important. Chaque jour, deux mille prisonniers et rapatriés transitent en moyenne par la gare de la ville.<sup>18</sup>

Le Comité d'assistance des prisonniers de guerre d'Étampes, est particulièrement actif. Au lendemain de la guerre, il peut fièrement tirer le bilan de ses actions. Depuis le 5 décembre 1940, il a diffusé 16200 colis, sans aucune contrepartie financière à partir de mars 1942, pour un coût total de 2 140 000 francs, dépense entièrement couverte par des dons, parrainages et opérations de collecte. Des livrets de caisse d'épargne, pour un montant total de 1 160 000 francs, ont été ouverts, ce qui permet à chaque prisonnier rapatrié, de disposer d'un capital de 3000 à 6000 francs, en fonction de sa situation familiale. Les familles des absents ne sont pas oubliées : elles bénéficient de secours et se voient remettre le traditionnel arbre de Noël<sup>19</sup>. Dès mars 1943, des familles étampaises prennent l'habitude de recevoir tous les jeudis à table, les enfants de prisonniers. La mairie d'Étampes participe également à l'effort: les trois ouvriers communaux prisonniers en Allemagne, bénéficient d'une indemnité mensuelle portée à 1500 francs en janvier 1945<sup>20</sup>.

Au premier septembre 1945, la presque totalité des prisonniers de guerre et déportés ont regagné leurs foyers. Afin de dégager des ressources budgétaires permettant de leur venir

---

<sup>17</sup> *Marseillaise...*, 24 mars 1945.

<sup>18</sup> *Journal d'Étampes*, 28 avril 1945.

<sup>19</sup> *Journal d'Étampes*, 23 juin et 30 juin 1945.

<sup>20</sup> Archives..., Registre du conseil municipal, 30 janvier 1945 (2W5.1).

financièrement en aide, les établissements qui organisent des bals ont pour obligation de réserver 10% de leur recette nette au bénéficiaire soit de la Commission des manifestations pour les prisonniers (si les bals sont organisés au profit des prisonniers de guerre ou déportés), soit de l'Entraide française, pour les bals tout publics<sup>21</sup>.

Notons également que lors du marché du samedi, les prisonniers et déportés ont droit à un tour de priorité à l'étalage des maraîchers et des marchands de primeurs, à l'image des femmes enceintes et des familles nombreuses, et qu'à plusieurs reprises, des majorations de prix sont pratiquées dans certains bistrot, restaurants et hôtels, sur les boissons consommées, le différentiel étant reversé au Centre d'entraide des prisonniers et déportés. Du 29 avril au 13 mai 1945, 5131 F sont ainsi récoltés<sup>22</sup> chez les cinq débitants qui participent à l'opération.

#### **02.04. Travail obligatoire et résistants déportés**

Si Gaspard Lafouasse et son fils André, déportés à Buchenwald en 1943 suite à un parachutage d'armes alliées au hameau de La Montagne, rentrent en mai 1945 à Boissy-la-Rivière, de même qu'André Picot, réfractaire au STO, arrêté le 17 juillet 1944 et libéré du même camp le 23 avril 1945, certains de leurs compagnons d'infortune n'ont pas la chance de revoir la terre de France.

Le 19 mai 1945, le faire-part de décès de Louis Moreau, arrêté le 29 juin 1944, déporté et mort dans le même camp de Buchenwald le 28 septembre 1944, est publié dans le *Journal d'Étampes*. La veille, une émouvante cérémonie d'adieu au

---

<sup>21</sup> *Journal d'Étampes*, 29 décembre 1945.

<sup>22</sup> Archives..., Registre du conseil municipal, 14 juin 1945 (2W5.1).

principal chef local de la résistance, a eu lieu à la collégiale Notre-Dame. Lui-même ancien résistant, l'abbé Grossetête, curé de Saint-Martin, a prononcé l'éloge funèbre, saluant « la communion du prêtre et du laïque en un même amour pour la France. »<sup>23</sup> Une plaque à la mémoire de Louis Moreau, offerte par la Fonderie Lory, est inaugurée sur la façade de sa maison, 27 rue Saint-Jacques, le 28 octobre 1945. Dès le 14 juin de ladite année, le conseil municipal avait décidé de donner son nom à la partie de la rue Saint-Jacques comprise entre la place du Port et la place du Théâtre, et au premier groupe scolaire qui serait construit.

Autre déporté politique, arrêté par dénonciation suite à ses tentatives de gagner l'Angleterre et à son refus d'aller travailler en Allemagne, Jacques Rohaut est libéré de captivité le 5 mai 1945, mais succombe en raison de son état d'extrême faiblesse, le 23 mai, à Schwerin, à l'âge de 22 ans<sup>24</sup>. Quant à Pierre Audemard, résistant du mouvement «Ceux de la Libération – Vengeance», dirigé par Louis Moreau, puis par Henri Poirier, il est arrêté le 8 juin 1943 et déporté à Mathausen où il décède le jour même de la libération du camp.

## **02.05. Règlements de comptes et revanchisme...**

Dans la ville libérée, le temps est parfois au règlement de comptes, sans toutefois donner lieu à des exactions comparables à celles rencontrées dans d'autres régions. Dans son édition du 10 mars 1945, le *Journal d'Étampes* relate l'internement administratif pour une durée de deux mois, d'une femme domiciliée rue de l'E..., convaincue d'avoir écrit une lettre à la Kommandantur, « dans laquelle elle se proposait de faire

---

<sup>23</sup> *Journal d'Étampes*, 26 mai 1945; Archives..., 1D50: 30 novembre 1945.

<sup>24</sup> *Journal d'Étampes*, 8 septembre 1945.

connaître aux autorités allemandes, les noms des communistes de la ville. » Le 2 juin, le même journal dénonce le « retour de silhouettes connues aux temps bénis, pour eux, de l'Occupation... alors que d'autres attendent encore dans des camps, que des moyens de transport permettent leur rapatriement. Appel est fait aux camarades de la Résistance, de les surveiller, car ils sont l'embryon de la prochaine cinquième colonne. »

## 02.06. Prisonniers allemands

En novembre 1945, la région d'Étampes compte encore un certain nombre de prisonniers allemands, gardés par l'armée américaine et mis à la disposition des autorités civiles françaises ainsi que des agriculteurs, en temps que force d'appoint. A ce titre, le toujours vindicatif *Journal d'Étampes* dénonce le refus des Américains, de répondre favorablement à la demande des services municipaux, de pouvoir employer lesdits prisonniers au curage des rivières, attendu que ce travail pénible serait incompatible avec la Convention de Genève. Et les rédacteurs du *Journal*, d'accuser «les généreux vainqueurs américains de gaver les Allemands d'oranges, de cigarettes et autres *delikatessen* ! »<sup>25</sup> En fait, les prisonniers cantonnés avenue de Bonnevaux, sont simplement autorisés par les Américains et la Ville, à utiliser le stade, tôt le dimanche matin.

## 02.07. Victimes du déminage

Les opérations officielles de déminage se poursuivent jusqu'à la fin de l'année 1945, non sans faire régulièrement des victimes. Le 14 août, par exemple, une bombe de 300 kg explose dans la cour d'un immeuble sis au numéro 158 de la rue

---

<sup>25</sup> *Journal d'Étampes*, 19 mai 1945.

de la République, tuant les deux artificiers venus de Versailles pour la désamorcer, et le 21 septembre, un obus de 155 que l'on croyait sans danger, explose à Villesauvage, coûtant la vie à un artificier et blessant sept personnes. La presse locale s'émeut, exigeant « que des travaux aussi dangereux soient confiés à des criminels de guerre allemands »<sup>26</sup>. Aux accidents provoqués par les tentatives de désamorçage, s'ajoutent ceux produits par l'inconscience. Le 27 juin 1944, route d'Orléans, un jeune de 16 ans est tué, et deux autres de 17 ans blessés, « en s'amusant à déterrer une fusée ».

### 3. REPRISE DE LA VIE POLITIQUE

#### 03.01. La presse locale

À la Libération, disparaissent nombre de journaux qui ont continué à paraître pendant les années sombres, et qui sont désormais mis sous séquestre, interdits de publication pour cause de collaboration ou de militantisme en faveur de la Révolution Nationale, ou encore, qui sont autorisées à reparaître sous un nouveau nom et avec de nouveaux gérants.

Après plus de cent ans d'existence, l'*Abeille d'Étampes* s'efface ainsi au profit de nouveaux organes de presse. Le principal d'entre eux est le *Journal d'Étampes*, dont la maquette est calquée sur celle de la défunte *Abeille*. Ayant ses bureaux au 10 de la rue de la République, il se veut l'« organe régional du mouvement national de Résistance Libération-Nord », et dit « soutenir le gouvernement actuel et son chef, le général de

---

<sup>26</sup> *Journal d'Étampes*, 18 août, 29 septembre et 22 décembre 1945; *Marseillaise...*, 18 août 1945.

Gaule, tout en étant une tribune libre »<sup>27</sup>. Sa maquette est modernisée en mars 1946 : des photographies illustrent à présent les textes principaux.

Dès octobre 1944, le *Journal d'Étampes* est concurrencé par un second organe de presse locale : la *Marseillaise de Seine-et-Oise*, « hebdomadaire du Front National de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France », dont les bureaux sont situés 1 rue du Petit Panier.

### **03.02. Les FFI, vus par la *Marseillaise***

Très proche des Forces Françaises de l'Intérieur, le journal *La Marseillaise*, entreprend dans son numéro du 7 octobre 1944, d'en décrire la 5<sup>e</sup> compagnie de Seine-et-Oise, celle d'Étampes, installée dans un baraquement aménagé au 59 bis de la rue Saint-Martin. Commandée par le capitaine Malterre, elle constitue un des éléments du bataillon de marche Barra, placé sous l'autorité du commandant Georges. La compagnie regroupe environ 120 jeunes âgés de 18 à 27 ans, originaires de la région et surtout de la campagne, alors que ses cadres sont des officiers ou sous-officiers volontaires dont certains sont des anciens de l'Armée de l'Air. Ne disposant pas d'une dotation d'armes officielle, la compagnie ne peut faire étalage que de quelques fusils mitrailleurs et d'une mitrailleuse lourde ayant appartenu à l'armée allemande. Son infirmerie, à laquelle sont affectés deux internes, se trouve au numéro 42 de la rue Saint-Martin.

---

<sup>27</sup> *Journal d'Étampes*, 10 mars 1945.

### 03.03. Élections et municipalités

Dès le 23 août 1944, le comité des FFI désigne une nouvelle municipalité provisoire composée d'un maire, de deux adjoints, et d'un conseil municipal de 14 membres. Barthélémy Durand, ancien officier de marine, propriétaire du domaine de Valnay et éleveur de porcs, se voit confier les fonctions de maire, secondé par Léon Liger et Jean Coureau. Les conseillers sont Henri Poirier du Comité de Libération, l'abbé Grossetête, qui représente la démocratie chrétienne, François Quilici, des FFI, René Chasseloup, syndicaliste, Olivier Lefebvre, du Parti communiste, Mme Isambert, de l'Union des femmes, Noé Bulcours, des «jeunesses», Charles Gaumat, cheminot, Paul Meyé, des PTT, ainsi que Emile Hugon et Henri Baillargeon, anciens conseillers.



*Barthélémy Durand*

La première séance du nouveau conseil municipal a lieu le même jour. Elle débute par une minute de silence en hommage aux résistants morts ou toujours emprisonnés. En matière de répartition des rôles et des délégations, Charles Gaumat aura en charge la question du charbon et du gaz, la surveillance des stocks et leur répartition. François Quilici et Olivier Lefebvre s'occuperont du mobilier abandonné par les Allemands, de sa répartition entre les sinistrés, et de la question cruciale du logement. Léon Liger s'intéressera au service agricole, René Chasseloup à la garde des dépôts et stocks allemands, et MM.

Coureau et Baillargeon, aux travaux et aux eaux. Emile Hugon, enfin, se voit confier le ravitaillement.

En septembre, l'abbé Grossetête démissionne du conseil tandis que trois nouveaux membres font leur apparition : le docteur Pelletier, M. Riom, directeur d'école, et Gaston Beau. Le 10 octobre, le conseil élargit encore de trois places sa composition, laissées provisoirement vacantes, en attendant le retour des prisonniers et travailleurs en Allemagne, à qui elles sont destinées. Le même jour sont cooptés quatre nouveaux membres: le tourneur Garin, le boulanger Duchêne, ainsi que le président de la Croix Rouge, Charles Leflon, et le directeur de la défense passive, Robert Couvé\*.

Il faut attendre le 22 novembre 1944, pour qu'un arrêté ministériel confirme la composition du conseil provisoire chargé d'élire en son sein, au scrutin secret et à la majorité absolue, le maire et les deux adjoints. B. Durand est reconduit dans ses fonctions, par 20 voix sur 21, de même que Jean Coureau, mais Léon Liger est remplacé par Henri Baillargeon, en tant qu'adjoint<sup>28</sup>.

La municipalité provisoire demeure en place jusqu'aux élections municipales prévues pour le printemps 1945. En vue du scrutin du 29 avril, apparaît une liste dite d' «Union démocratique», conduite par Barthélémy Durand, qui entend regrouper «républicains, démocrates-chrétiens, radicaux, socialistes et communistes, dans un refus de la classification des Français en partis »<sup>29</sup>.

---

<sup>28</sup> *Marseillaise...*, 16 décembre 1944; Archives..., 1D50: 19 septembre, 10 octobre et 12 décembre 1944.

<sup>29</sup> *Journal d'Étampes*, 21 et 28 avril 1945.

Chaudement soutenue par le *Journal d'Étampes*, la liste a pour programme, «l'accueil des exilés et le reclassement professionnel de chacun, l'aide aux sinistrés, notamment par la construction de logements à Guinette, l'achèvement de la réfection des canalisations, la mise en place d'un plan d'urbanisation avec création de cités-jardins, de groupes scolaires, d'un marché couvert, d'une bourse du travail, d'un stade-jardin, sans oublier l'adduction d'eau dans les hameaux non encore desservis, l'aide à la famille, la création d'une foire commerciale et agricole, et enfin, d'une maison de retraite municipale. »<sup>30</sup>

Aux côtés de Barthélémy Durand, sont candidats Gaston Beau, sous-chef de gare d'Étampes, connu pour son engagement au sein de la Résistance, et François Quilici, président du mouvement de Libération-Nord, ancien bras droit de Louis Moreau dans la clandestinité. L'épouse de ce dernier, dont le décès ne sera connu qu'à la mi-mai, a également accepté de figurer sur la liste.

Face à la liste conduite par B. Durand, la liste concurrente dite « des intérêts communaux antifascistes et de concorde républicaine », mise sur pied par l'ancien maire et député Lucien Camus, fait figure d'outsider<sup>31</sup>.

Le résultat du scrutin est sans surprises. Lors de sa séance d'installation, le 18 mai 1945, le nouveau conseil municipal réélit B. Durand comme maire, par 26 voix sur 27, tandis que Léon Liger, Fernand Fortin et Robert Couvé deviennent adjoints<sup>32</sup>. Le 6 juin suivant, sont composées les commissions municipales, aux attributions dictées par les besoins immédiats

---

<sup>30</sup> *Journal d'Étampes*, 21 et 28 avril 1945.

<sup>31</sup> *Journal d'Étampes*, 28 avril 1945.

<sup>32</sup> Archives..., 1D50: 18 mai 1945.

de l'après-guerre : sinistrés et prisonniers, ravitaillement, textiles et chaussures, bois et charbons...<sup>33</sup>

Quatre mois après les élections municipales, ont lieu les élections cantonales, dans un climat très tendu où les invectives partisans et les plaintes pour diffamation rappellent les mauvais souvenirs de la troisième République. L'UDSR (Union démocratique et sociale de la Résistance) propose à B. Durand d'être son candidat, mais celui-ci refuse après avoir constaté que l'union des partis de gauche est impossible. En conséquence, c'est Gaston Beau qui représentera l'UDSR, tandis que Lucien Sergent sera le porte-parole de la SFIO, et que Joseph Guillot défendra les couleurs de «Ceux de la Libération-Vengeance». Gaspard Lafouasse, maire de Boissy-la-Rivière, sera le candidat de Rénovation républicaine, et Jean Coureau, celui du Front national, soutenu par le Parti communiste. Celui-ci l'emporte au second tour par 4129 voix contre 4070 à Gaston Beau, malgré la très active campagne de presse menée ouvertement en faveur de ce dernier par le *Journal d'Étampes*<sup>34</sup>.

## **4. ENTRE RUINES ET RATIONNEMENT, UNE SOCIÉTÉ ÉTAMPOISE EN QUÊTE DE REPÈRES**

### **04.01. La question cruciale de la reconstruction et du logement**

En avril 1946, soit plus d'un an et demi après la libération de la ville, est dressée une nouvelle liste des déclarations de sinistres consécutives aux bombardements.

---

<sup>33</sup> Archives..., 1D50: 14 juin 1945.

<sup>34</sup> *Journal d'Étampes*, 22 septembre, 29 septembre et 6 octobre 1945.

Sa longueur effrayante permet d'entrevoir le toujours complexe et primordial enjeu que constitue la question de la reconstruction et du logement des sinistrés. Au triste palmarès des rues les plus touchées en nombre d'immeubles totalement ou partiellement détruits, figurent les rues Saint-Jacques et Paul Doumer (respectivement 56 et 51 immeubles), la place Saint-Gilles et la rue des Cordeliers (respectivement 35 et 34), la promenade de Guinette et le boulevard Saint-Michel (27 pour chaque voie), les rues Brunard et Auguste-Petit (respectivement 28 et 26 immeubles), les avenues Bouilloux-Lafont et Frédéric Louis et la rue du Haut Pavé (17 destructions pour chacune d'elles)...<sup>35</sup>

Dans les jours qui suivent les bombardements de 1944, la vie ne peut reprendre que lentement. Des fosses communes sont provisoirement creusées dans un terrain voisin du cimetière Saint-Pierre, qui est habituellement destiné à la culture des haricots. Avec l'autorisation du sous-préfet, un crédit exceptionnel de 200000F est ouvert au budget supplémentaire de la commune, pour financer les travaux de déblaiement, l'aide aux réfugiés l'achat de denrées...

L'approvisionnement en eau, gaz et électricité, est rendu impossible par les canalisations éventrées et les lignes arrachées. Malgré une garde vigilante, des pillards parcourent les ruines, cherchant à voler ce qui n'a pas été détruit. L'un d'eux, ouvrier d'une entreprise de déblaiement des gravats, est condamné le 21 juin, en comparution immédiate devant le tribunal d'Étampes, à trois ans de prison ferme.

---

<sup>35</sup> Archives..., 2W23.

L'*Abeille d'Étampes*, dont les locaux sont inutilisables, est désormais imprimée à Paris et ne paraît plus qu'épisodiquement, avec une pagination et un format réduits<sup>36</sup>.

Au premier juillet, grâce au travail remarquable de la société Sud-Lumière et des services publics, l'électricité est à nouveau distribuée dans l'étendue des deux tiers de la commune, de même que le gaz et l'eau, mais au printemps 1945, une large section de la rue Saint-Jacques demeure toujours sans gaz, semble-t-il faute d'approvisionnement en joints en caoutchouc.

Le 3 mars 1945, Étampes est enfin déclarée commune sinistrée, par arrêté ministériel, ce qui ouvre droit à des possibilités d'indemnisation, mais empêche également toute réparation et construction nouvelle, même d'abris provisoires, sans l'aval du ministère de la Reconstruction<sup>37</sup>. Par ailleurs, 504 maisons doivent être rasées, car jugées dangereuses et non réparables. Plus que jamais, la municipalité doit faire face au « grand problème des sinistrés qui veulent tous revenir à Étampes où sont leurs intérêts et travail, ...et donner aux sans-abri des locaux restés libres et en même temps des meubles »<sup>38</sup>.

En juin 1945, la parution dans la *Marseillaise*, d'une annonce de mise en location d'une chambre meublée, attire dans la journée, 200 amateurs aux bureaux du journal !

Le 18 octobre 1945, les sinistrés de la ville se réunissent en association, forte de 171 membres. Sont dénoncés avec force

---

<sup>36</sup> *Abeille...*, 17 juin et 15 juillet 1944; Archives..., 1D50: 7 et 25 juillet 1944.

<sup>37</sup> *Journal d'Étampes*, 17 mars 1945.

<sup>38</sup> *Journal d'Étampes*, 21 avril 1945.

les retards du plan d'urbanisme qui conditionne la reconstruction et donc le relogement<sup>39</sup>.

La municipalité fait pourtant de son mieux et répond régulièrement à ses détracteurs par voie de presse. Ainsi le 3 février 1945, faisant suite à des critiques sur le manque de combustible et les soucis de voirie, les élus précisent dans la *Marseillaise*, que «la moitié des cantonniers sont employés à abattre les arbres et à les transporter dans les écoles pour le chauffage», et que «le service des Ponts et chaussées n'ayant ni camion, ni carburant, il ne peut sabler les rues en temps de neige et de verglas.» Notons qu'en ces temps difficiles, la petite commune de Saint-Escobille n'hésite pas à venir en aide aux Étampois, par le don d'une subvention de 1000 F.<sup>40</sup>

Par ailleurs, la réparation du réseau ferroviaire permet à nouveau aux Étampois de gagner Paris, en deux heures et avec changement à Brétigny, à raison de six trains par jour dans chacun des sens, dans le meilleur des cas<sup>41</sup>, mais de fréquentes coupures perdurent jusqu'en janvier 1945. A cette dernière date, la France ne dispose encore que de 7000 locomotives (contre 16000 en 1939), de 7000 voitures (contre 27000) et de 100000 wagons (contre 435000), attendu que 50 % du matériel est par ailleurs à l'usage réservé des alliés<sup>42</sup>.

#### **04.02. Le devoir de mémoire**

Si après les bombardements de 1944, Étampes compte ses morts, la mémoire reste vive. En avril 1945, madame Dallier, qui a perdu son fils unique, sa belle-fille, et ses deux petits-

---

<sup>39</sup> *Journal d'Étampes*, 27 octobre 1945.

<sup>40</sup> Archives..., 1D50: 9 mars 1945.

<sup>41</sup> *Abeille...*, 1er juillet 1944; *Journal d'Étampes*, 10 mars et 17 mars 1945.

<sup>42</sup> *Journal d'Étampes*, 17 mars 1945.

enfants, dans le bombardement du 10 juin, donne à la ville, le terrain sinistré du numéro 46 de la promenade supérieure de Guinette, pour qu'il y soit élevé une crèche, une école ou une pouponnière pour les enfants de la région. À l'emplacement de la tranchée où la famille a trouvé la mort, est dressée une stèle dédiée à toutes les victimes étampoises.

#### **04.03. Dur rationnement...**

La population étampoise vit au rythme des tickets de rationnement, non seulement pour les denrées, mais aussi pour tous les objets de la vie quotidienne, à l'exemple des articles de ménage en aluminium et en fer. Une aide d'urgence est bien évidemment versée aux victimes des bombardements. Dans les deux jours qui suivent le sinistre, le Comité ouvrier de secours immédiat et le Secours national distribuent, malgré la pénurie, 750 rations aux sauveteurs et aux victimes<sup>43</sup>.

En avril 1945, chaque personne n'a encore officiellement droit qu'à 10 gr de cuir, au grand désespoir du Syndicat des artisans cordonniers qui doit « constater qu'il est matériellement impossible de satisfaire aux exigences de la clientèle... alors que le cuir se trouve avec la plus grande facilité au marché noir ! »<sup>44</sup>

De manière à accélérer la disponibilité du lait qui, lui aussi, s'échange au marché noir, le préfet de Seine-et-Oise, Roger Léonard, impose le 1<sup>er</sup> août 1945, à tout détenteur de vache laitière, de fournir chaque année, à un ramasseur agréé ou aux consommateurs titulaires de cartes, un minimum de 1400 litres de lait. Il est vrai que la récolte de fourrage a été presque nulle

---

<sup>43</sup> *Abeille...*, 17 juin 1944.

<sup>44</sup> *Journal d'Étampes*, 21 avril 1945.

dans le sud de la Seine-et-Oise, en raison tout d'abord de la sécheresse et des campagnols, puis d'une humidité trop forte, qui ont aussi gravement nui à la récolte de légumes secs.

Pour leur part, afin de réduire la taille des queues devant les magasins et de rendre le service plus rapide, le maire et le président du Groupement commercial, demandent en septembre 1945, aux commerçants de l'alimentation, d'étendre leurs horaires d'ouverture et de préparer par avance sacs et paquets de marchandises. Ce mois-ci, à titre d'exemple, chaque habitant a droit à une quantité de matières grasses (beurre — souvent rance —, huile et margarine) comprise entre 300 et 600 gr, avec un supplément pour les femmes enceintes et les travailleurs de force<sup>45</sup>.

D'autres bons, sont distribués pour les chaussures, les textiles, le bois de chauffage..., sans oublier les transports. Bien entendu, farines, biscuits, pain d'épice, riz, fromage, sucre, café, chocolat et autres confiseries, demeurent rationnés, avec pour corollaire, une forte hausse des prix.

Le responsable de la commission de ravitaillement de la Ville, Paul Renault, dénonce le comportement de certains bouchers qui affichent le prix de la viande à 250-350 F le kg. Une simple pelote de fil coûte désormais 80 F, et le 18 novembre 1944, un commerçant qui avait vendu des poireaux à 12 F la botte de 1 kg (au lieu des 7 F 50 réglementaires), se voit dresser un procès-verbal pour hausse de prix illicite<sup>46</sup>.

---

<sup>45</sup> *Journal d'Étampes*, 1er et 8 septembre 1945; *Marseillaise...*, 25 novembre et 2 décembre 1945.

<sup>46</sup> *Journal d'Étampes*, 27 octobre et 17 novembre 1945; *Marseillaise...*, 18 novembre 1944.

À la fin de l'année 1945, la disponibilité de matériaux de construction est toujours fortement déficiente. Il est impossible d'obtenir légalement du ciment, du plâtre ou de la céramique, sans autorisation spéciale du service départemental de la Reconstruction. Le charbon est toujours rationné, de même que la tuyauterie et les cuisinières, les ustensiles de ménage, la vaisselle, les matériaux nécessaires aux installations électriques, le savon, le caoutchouc, les bicyclettes...<sup>47</sup>

À la veille de Noël, de bonnes nouvelles touchent cependant les fumeuses : le préfet autorise l'attribution d'une ration de 40 gr de tabac aux consommateurs féminins âgés de 21 ans ou plus<sup>48</sup>.

Les restrictions ne se limitent pas aux objets et aux denrées. Jusqu'à la fin de l'année 1944 et pendant une grande partie de l'année suivante, l'utilisation de l'énergie électrique n'est permise que pour les transports ferroviaires, les services publics de l'eau et du gaz, les PTT, les hôpitaux et pharmacies, les boulangeries et boucheries, les laiteries et minoteries, les installations de battage et les ateliers de réparation de machines agricoles.

Dans son édition du 5 décembre 1945, le *Journal d'Étampes* annonce un nouveau régime de limitation de l'énergie électrique, décidé par le ministère de la Production industrielle. Les patrons d'entreprises ne pourront pas utiliser l'énergie électrique pendant plus de trois jours consécutifs en semaine, des coupures systématiques étant prévues les autres jours. La nuit, des délestages frappent les abonnés, par rotation. Du fait des coupures d'électricité, qui touche les pompes hydrauliques,

---

<sup>47</sup> *Journal d'Étampes*, 10 novembre 1945.

<sup>48</sup> *Journal d'Étampes*, 30 novembre 1945.

la distribution d'eau potable est considérablement diminuée les lundis, mardis et mercredis, les usagers étant invités à se constituer une réserve d'eau<sup>49</sup>.

En janvier 1946, la situation s'aggrave en matière d'électricité. Les salons de coiffure ne pourront se servir de leurs appareils qu'avant dix heures du matin et après 17 heures. Les cafés et restaurants ne seront plus éclairés après 22 heures et trois jours par semaine. L'éclairage des vitrines et enseignes est prohibé. De plus, la carte d'alimentation pour le pain, qui avait été supprimée en novembre, est rétablie sans limitation de durée. Le *Journal d'Étampes* du 12 janvier, explique les restrictions nouvelles « par la volonté du gouvernement de réorienter ses achats à l'étranger, [non vers des denrées et produits de consommation], mais vers l'outillage nécessaire à la remise en état de l'industrie. »<sup>50</sup>

Du fait de la non-disponibilité de bois de boulange, la municipalité se voit dans l'obligation d'abattre les arbres en bordure de la Louette, entre le pont de Chauffour et le moulin à Tan, pour ravitailler les boulangeries du canton<sup>51</sup>.

Pour ce qui est des transports individuels, la possession d'une automobile demeure un luxe. Aucune vente de véhicule neuf ne peut être consentie sans que l'acheteur soit titulaire d'une licence d'achat, distribuée dans la limite des contingents affectés au département par le service des transports routiers. De plus, la vente de véhicules d'occasion est elle - aussi soumise à autorisation préalable.

#### **04.04. L'aide aux sinistrés**

---

<sup>49</sup> *Journal d'Étampes*, 15 décembre 1945; *Marseillaise...*, 7 octobre 1944.

<sup>50</sup> *Journal d'Étampes*, 12 janvier 1946.

<sup>51</sup> Archives..., 1D50: 30 janvier 1945.

Dans les mois qui suivent les bombardements de l'été 44, s'organise la solidarité en faveur des sinistrés. Elle prend souvent la forme de manifestations culturelles ayant pour thème l'histoire immédiate, dont la recette leur est destinée. C'est notamment le cas le 13 mai 1945: élèves et anciens élèves de l'école Saint-Pierre, donnent au théâtre la représentation d'une « grande œuvre patriotique intitulée En feuilletant l'histoire de France, évocation de notre armée à travers les âges, depuis Charlemagne jusqu'à ceux du maquis ». En mai 1946, toujours au théâtre, a lieu un gala au profit « des victimes civiles éprouvées par la guerre », avec en particulier une représentation de Fantasio, d'Alfred de Musset. Les décors inédits sont l'œuvre de Philippe Lejeune, peintre, mais également acteur<sup>52</sup>.

L'aide d'urgence n'est pas oubliée: au cœur de l'hiver 1946, ce sont la Croix-Rouge américaine et l'Entraide française, qui distribuent des vêtements chauds aux sinistrés de la ville<sup>53</sup> tandis que du pain est fourni par l'U.S. Army, à ceux qui ont trouvé refuge à l'hospice; pain confectionné à partir de farines de maïs et de riz, et dont le goût jugé «américain et particulier» ravit néanmoins les Étampois démunis<sup>54</sup>.

#### **04.05. Marché noir, crimes et délits**

Avec la pénurie des aliments et des matériaux, fleurit le marché noir, malgré les tournées d'inspection des agents du contrôle du ravitaillement. Le 10 mars 1945, est interpellé un individu qui se livrait à l'abattage clandestin ; plus de 400 kg de viande sont découverts à son domicile. Déjà deux mois plus tôt, trois personnes originaires d'Angerville avaient été jugées par le tribunal d'Étampes, pour le même délit et pour vente sans

---

<sup>52</sup> *Journal d'Étampes*, 12 mai 1945 et 2 mars 1946.

<sup>53</sup> *Journal d'Étampes*, 26 janvier 1946.

<sup>54</sup> *Journal d'Étampes*, 9 février 1946.

tickets. Plus de 20 tonnes de viande, par ailleurs démunie de tout certificat sanitaire, avaient été saisies à cette occasion, et le chef du réseau, condamné à trois mois de prison et à une copieuse amende<sup>55</sup>. En septembre 1945, c'est un receleur de boîtes de conserve américaines, qui est surpris par les gendarmes en gare d'Étampes, et deux bandes d'enfants qui sont arrêtées pour cause de marché noir, de vol et de détention d'armes<sup>56</sup>.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1945, le *Journal d'Étampes* se croit obligé de rappeler à ses lecteurs, que le trafic d'uniformes et d'équipements militaires américains est formellement interdit, et que les coupables risquent non seulement la confiscation des objets, mais aussi une peine d'emprisonnement. Le mois précédent, un ancien capitaine des FFI, âgé de 24 ans et rayé des cadres de l'armée, a ainsi été arrêté alors que toujours revêtu de son uniforme, il se livrait au trafic d'essence, obtenue frauduleusement grâce à des complices travaillant à l'aérodrome de Mondésir<sup>57</sup>.

La répression du marché noir est certes admise par la population dans la mesure où elle vise « les gros profiteurs », mais supportée seulement avec agacement quand elle vise la ménagère démunie. Un incident éclate ainsi sur le marché, le 10 novembre 1945. Le *Journal d'Étampes* explique que deux agents de la police économique ont vérifié le maximum des prix chez les marchands, l'un déguisé en marin et l'autre en « soldat d'opérette », avec pantalon U.S., chaussures françaises et blouson anglais. Et le journaliste d'estimer que tels les Dupond-Dupont des aventures de Tintin, ces policiers « jettent le discrédit sur leurs services, car lorsque la police n'ose plus dire

---

<sup>55</sup> *Journal d'Étampes*, 10 mars 1945.

<sup>56</sup> *Journal d'Étampes*, 15 septembre 1945; *Marseillaise...*, 1er septembre 1945.

<sup>57</sup> *Journal d'Étampes*, 11 août 1945.

son nom, c'est qu'elle a honte ou qu'elle reconnaît son impuissance, et qu'elle a vite fait d'être la risée de tous ! »

Outre les questions de marché noir, la ville d'Étampes connaît dans les mois qui suivent la Libération, une recrudescence des crimes et des délits. Si le cambriolage de l'orphelinat de la Sainte-Enfance, avec vol de lingerie et d'argent, en février 1945, est à ranger à la rubrique des faits divers regrettables, mais classiques, les autorités françaises et américaines s'inquiètent du nombre d'affaires impliquant des soldats de l'U.S. Army.

En avril 1945, à hauteur du théâtre, un Étampois est pris à partie et roué de coups par des militaires alliés ivres, et en novembre, un berger de Saint-Escobille est détrossé par deux soldats américains alors qu'il circulait à bicyclette sur la route de Chalo. En décembre, on découvre dans une maison sinistrée de la promenade de Guinette, le cadavre d'un autre soldat, victime d'un règlement de comptes<sup>58</sup>, et un soldat du « 524<sup>th</sup> Quarter Engineering », est condamné à six mois de travaux forcés assortis d'une forte amende, par la cour martiale, pour avoir illégalement pénétré au domicile d'une habitante<sup>59</sup>.

Surtout, les cas de prostitution se multiplient. En juillet 1945, la municipalité demande au commissaire de police, une surveillance plus efficace de ce commerce. Un service des mœurs est créé au commissariat. De l'été 1944 à l'été 1945, plus de 700 vérifications d'identité sont effectuées, et plus de 230 femmes sont arrêtées. Chaque jour, les inspecteurs appréhendent entre 8 et 13 prostituées, avec la coopération de la police militaire américaine. Compte tenu de l'absence d'un lieu

---

<sup>58</sup> *Marseillaise...*, 10 février, 7 avril et 1er décembre 1945; *Journal d'Étampes*, 17 novembre 1945.

<sup>59</sup> *Marseillaise...*, 21 octobre 1944; *Archives...*, 1D50: 11 juillet 1945.

de détention adéquat, les contrevenantes, dont de nombreuses mineures âgées de 14 à 16 ans, sont transférées à Versailles. Le *Journal d'Étampes* s'en réjouit, constatant que sans la création d'un service spécialisé de lutte contre le proxénétisme, « Étampes serait devenue un lieu prédestiné pour l'évolution des femmes de mœurs légères »<sup>60</sup>. A ce titre, les riverains de la rue Saint-Jacques se plaignent régulièrement d'une certaine animation nocturne<sup>61</sup>. Dès janvier 1945, des renforts de police américaine sont acheminés à Étampes; celle-ci dispose désormais d'un poste permanent dans l'aile droite de l'hôtel de ville<sup>62</sup>.

#### **04.06. Une cohabitation parfois difficile**

La présence de plusieurs milliers de soldats américains dans la ville, ne se traduit pas toujours par une cohabitation facile avec la population, même si les Étampoïses sont conscients de la dette qu'ils doivent à leurs libérateurs.

La poursuite de la guerre et le rôle joué par Étampes en tant que ville étape entre les ports de débarquement de Normandie d'une part, et les fronts des Ardennes et de Rhénanie d'autre part, sont malheureusement sources de nervosité et d'accidents, au point qu'en août 1945, suite à une lettre anonyme envoyée au *Journal d'Étampes* pour dénoncer le manque de tenue et de discipline de l'armée américaine, le rédacteur en chef répond avec colère que certains Étampoïses « ont la mémoire courte, et que cinq années d'occupation nazie auraient pu se transformer

---

<sup>60</sup> *Journal d'Étampes*, 11 août 1945.

<sup>61</sup> *Journal d'Étampes*, 22 août 1945.

<sup>62</sup> *Journal d'Étampes*, 13 janvier 1945.

en une occupation indéterminée, sans l'arrivée sur notre sol de ces "indésirables" troupes américaines !! »<sup>63</sup>

Il est vrai qu'Étampes est située sur un itinéraire « Red Ball », à disque rouge, absolument vital pour les convois militaires qui traversent la ville à toute vitesse... sans toujours avoir le temps de freiner en cas d'imprévu. Le 3 octobre 1944, par exemple, un camion de ravitaillement qui cherche à éviter une voiture à bras, dérape sur la chaussée et finit sa course dans le hall d'entrée d'un immeuble sis au numéro 189 de la rue de la République, voisin de la boulangerie Coutellier, sans faire toutefois de victimes<sup>64</sup>.

Un accident beaucoup plus dramatique survient le 30 décembre 1945. Un habitant de Chalo qui rentre chez lui en voiture, en compagnie de ses deux fils, et qui a été contrôlé à un premier barrage américain, omet de s'arrêter à un second barrage. Les soldats ouvrent alors le feu, tuant l'un des fils, âgé de 15 ans. À la suite de ce drame, le maire Barthélémy Durand obtient des autorités de l'U.S. Army, que dorénavant, seule la Military Police, reconnaissable à ses casque et guêtres blancs, aura le droit d'arrêter les véhicules civils en circulation<sup>65</sup>.

---

<sup>63</sup> *Journal d'Étampes*, 11 août 1945.

<sup>64</sup> *Marseillaise...*, 7 octobre 1944.

<sup>65</sup> *Marseillaise...*, 6 janvier 1945.

## 5. VERS L'AVANT

### 05.01. L'hommage rendu aux libérateurs

À l'égard des troupes américaines, prédomine largement un sentiment de reconnaissance pour la libération du pays et de la ville, ainsi que pour l'aide matérielle apportée au quotidien.

Dès août 1944, se crée ainsi spontanément une section étampoise du Comité d'accueil franco-allié, qui, avec le concours de la *Marseillaise de Seine-et-Oise*, lance un appel «au renouvellement et à la vivification des liens d'amitié séculaires», tout en demandant aux personnes parlant anglais, de se faire connaître<sup>66</sup>. Les relations entre la municipalité et le colonel Orville W. Harris, qui commande les troupes stationnées à Étampes, depuis le château de Brunehaut, sont bonnes. Des invitations à des soirées d'amitié sont régulièrement échangées entre l'état-major et les autorités locales, ainsi en octobre 1944, pour une soirée de danse organisée à Brunehaut, à laquelle assistent de nombreuses Étampoises, ou encore à l'occasion du 11 novembre, au théâtre municipal\*.

Le 11 avril 1945, c'est la section locale de la SFIO, qui organise une soirée cinéma au théâtre, avec diffusion de documentaires mis à disposition par le service d'information des USA. Les Étampoises peuvent ainsi découvrir «une petite ville américaine où il paraît faire si bien vivre, dans une atmosphère de tolérance mutuelle», un second documentaire intitulé «Pipe-line», sur l'effort de guerre américain, et un reportage présenté par Claude Dauphin, «sur la compréhension

---

<sup>66</sup> Le texte de cette note et des suivantes (marquées par de simples astérisques) a été détruit par suite d'un accident informatique.

du danger nazi par la population américaine, et la solidarité entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis »\*.

L'annonce de la fin de la guerre à l'ouest, le 8 mai 1945, voit naître spontanément un immense bal populaire franco-américain, sur la place de l'hôtel de ville, qui se prolonge jusque tard dans la nuit, tandis qu'un défilé, unissant pompiers de la ville, musique municipale, mouvements de Résistance et armée américaine, parcourt les différents quartiers et faubourgs. L'Hôtel de Ville est illuminé et la tour de Guinette embrasée, tandis qu'une messe solennelle a lieu au monument aux morts, en présence du colonel Wing, qui a remplacé le colonel Harris comme commandant du « 19<sup>th</sup> Replacement Depot », basé à Étampes.

Le 2 juin, enfin, à l'occasion du Memorial Day, une grande cérémonie a lieu au cimetière américain de Villeneuve-sur-Auvers, où reposent les GIs morts pour la libération de la région\*

Une nouvelle cérémonie a lieu au cimetière de Villeneuve le 22 août 1945, pour le premier anniversaire de la libération d'Étampes. Dans un profond recueillement, Barthélémy Durand exprime son « vœu de voir les deux peuples, la main dans la main, marcher ensemble vers un avenir de paix, de liberté et de fraternité ». Plus tôt dans la journée, devant le monument aux morts, le sous-préfet de Rambouillet avait exalté le rôle de la Résistance étampoise, tandis que le bataillon de l'air de la Base aérienne 110, rendait les honneurs.

Le 16 août 1945, pour célébrer la fin tant attendue de la Seconde Guerre mondiale sur le théâtre d'opérations du Pacifique, effective après la capitulation du Japon, le colonel Wing invite les maires d'Étampes et d'Étréchy, ainsi que les

autorités militaires françaises, à une garden-party sur les pelouses de Brunehaut, avec défilé de soldats américains revenant du front\*.

### **05.02. En mémoire de la Résistance**

Aux côtés des GIs, les membres des mouvements de Résistance bénéficient bien entendu de la reconnaissance publique. Lors d'une grande fête à Rambouillet, le 9 septembre 1944, Gaston Palewki, qui représente le général de Gaulle, remet solennellement la Médaille de la Résistance à plusieurs personnalités de la région d'Étampes: Louis Moreau, à titre posthume, Madame Moreau, l'abbé Grossetête, Serge Lefranc, Henri Poirier, François Quilici, Pierre Pecquet, Eugène Morin et Gaston Beau\*.

Le 11 novembre 1945, a lieu une émouvante cérémonie en hommage à Louis Lusson, André-Roger Mary, Eugène Lemaître et M. Delandhuy, suspectés de résistance, arrêtés par la Wehrmacht près d'Angerville, dans leur camionnette, et fusillés au Rougemont\*. Selon la *Marseillaise de Seine-et-Oise*, qui rapporte les propos d'un soldat autrichien fait prisonnier en août 1944, plusieurs soldats allemands du peloton d'exécution auraient à cette occasion refusé d'obtempérer à l'ordre de tirer...\*

### **05.03. La renaissance de la vie sociale**

Avec le départ des Allemands, la vie sociale renaît, entre bals, fêtes, manifestations de quartiers et cinéma.

Les soirées organisées au théâtre sont particulièrement courues. En mars 1945, la revue « New-York-Paris », fait salle comble, bien qu'étant une production strictement locale et non

pas importée d'outre-Atlantique. Les chansons « On ne manque de rien en France », « Ça, c'est nouveau » et « Le vin de la liberté », alternent avec les imitations de Charlot, dues à l'accordéoniste J. Danielsen, et les évolutions des « Flory's girls », aux sons de l'orchestre de jazz symphonique de Pol Roger. Les déportés et prisonniers ne sont pas oubliés : à l'entracte, Pierre Auclert se fait commissaire-priseur, le produit de la vente leur étant destiné\*.

Avec le retour de la belle saison, les manifestations se succèdent: le dimanche 24 juin, la promenade de Guinette accueille une fête de nuit et de plein air, tandis que le collège organise sa fête de fin d'année, dont l'apothéose est un défilé sur le stade où garçons et filles forment une croix de Lorraine monumentale. Le 14 juillet, après cinq ans d'interruption, les habitants du quartier Saint-Pierre retrouvent leur fête traditionnelle, avec le concours des gymnastes de l'Espérance Étampoise et des Enfants de Guinette, et le 8 août, l'Aéro-Club de Beauce tient son premier meeting depuis 1939, dont le but est « d'orienter les jeunes vers l'armée de l'air de demain, garante d'une paix durable. » Au même moment, le Club olympique municipal propose une fête nautique à laquelle assiste Georges André, champion de France de plongeon\*.

En septembre, enfin, a lieu la fête paroissiale de Saint-Gilles, qui revêt un caractère particulier puisque l'église a été fortement sinistrée lors du bombardement de l'année précédente, et que beaucoup de paroissiens figurent parmi les victimes. Un pèlerinage dédié à saint Leu et à saint Gilles, protecteurs des enfants, est néanmoins organisé.

La manifestation la plus spectaculaire, au moins pour le nombre de spectateurs et d'officiels français et Alliés qu'elle rassemble, est la grande réunion hippique de Saint-Phalier,

hippodrome situé entre les châteaux de Brunehaut et de Jeurre. Le dimanche 9 septembre, six belles courses de chevaux amateurs voient s'affronter cinquante participants, malgré un temps peu engageant. La quatrième course, du « Prix des Américains » est bien entendu celle dont le résultat est le plus attendu. Le produit de la journée est destiné à la Caisse des écoles et à l'orphelinat\*.

Si les cérémonies du centenaire de la mort d'Etienne Geoffroy-Saint-Hilaire, qui étaient prévues pour le mois de juillet 1944, sont annulées, en raison des événements dramatiques du mois précédent, l'attribution du prix Goncourt 1945 au jeune Jean-Louis Bory, pour son ouvrage « Mon village à l'heure allemande », ne passe pas inaperçue, même si cet enfant de Méréville, ancien élève du collège d'Étampes, est désormais professeur en Alsace\*.

L'année 1944 voit également la création de l'Ecole municipale de Musique, dirigée par M. Boulanger, forte de sept classes\*.

Pour le personnel communal, le souvenir le plus marquant de l'année est peut-être moins culturel que social, puisque le conseil municipal du 25 juillet 1944, adopte le règlement de la Caisse de retraites des employés communaux, créée par la loi du 8 septembre 1943, qui permet enfin un régime de retraites identiques.

#### **05.04. La vie scolaire**

Plusieurs établissements scolaires de la ville ont été durement touchés par les bombardements et la retraite allemande, particulièrement l'école Saint-Martin dont deux des trois groupes ont été entièrement détruits, de même que l'école du

Centre. La reconstruction de ce dernier établissement n'est pas jugée prioritaire par l'État, dans la mesure où les élèves ont trouvé refuge dans des constructions certes provisoires, mais « en dur. »

Quant aux élèves de Saint-Martin, les filles et les maternelles sont abritées dans des bâtiments privés, mais ne remplissant pas les normes de sécurité, et les garçons doivent se contenter de baraquements en bois dans lesquels ils auront toujours cours en... 1948 ! Promise par le ministère de la Reconstruction depuis plusieurs années, approuvée sur plans depuis janvier 1948, la nouvelle école Saint-Martin n'est pas encore terminée, malgré les efforts de l'architecte Guy Barbé et de l'entrepreneur Clipet, dans la mesure où les subventions de l'État n'arrivent pas ; subventions promises, mais non encore versées en 1959 !

Pour ce qui est du collège, si son gros œuvre n'a pas souffert, il n'en va pas de même du mobilier, ce qui oblige les élèves à transporter d'une classe à l'autre tables et bureaux, ce dont se lamente le principal, Louis Léon Butel, qui voit là, « perte de temps, cause d'indiscipline et danger permanent d'accidents »\*. De plus, la municipalité doit négocier avec l'armée américaine qui aimerait réquisitionner les locaux.

Tandis que des garderies de vacances ont lieu dans le parc de Bierville, gracieusement mis à disposition par son propriétaire, Marc Sangnier, la rentrée scolaire de septembre 1945 s'organise. L'Institution Jeanne d'Arc accueille des élèves de la 6<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup> mais non des pensionnaires, faute de locaux suffisants. Les abris et sacs de terre qui obstruaient l'entrée de l'école des filles de Saint-Pierre, sont enfin retirés, et le principal du collège est fier d'annoncer que son établissement sera un des premiers de France à bénéficier de la « nouvelle 6<sup>ème</sup> » dont les élèves pourront par un judicieux système

d'options, étudier à la fois le français, les mathématiques, l'histoire, la géographie, les sciences d'observation, une langue vivante, le latin, et s'initier aux travaux manuels (fer ou bois ou travaux ménagers), à la musique, et aux arts plastiques\*.

### **05.05. La vie sportive**

Dans l'euphorie de la victoire et de la Libération, nombreux sont les Étampois qui espèrent la fin des divisions qui ont tant nuï à la France en 1939, non seulement dans le domaine politique, mais aussi, parfois, dans la vie quotidienne. C'est ainsi que des démarches sont entreprises par des gens de bonne volonté, pour parvenir à une union des sociétés sportives locales, notamment dans le domaine de la gymnastique, dont certaines rivalités idéologiques nées à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, n'avaient jamais cessé. Ces démarches conciliatoires se traduisent par un échec, chaque association préférant conserver son autonomie et nourrissant l'espoir de retrouver son niveau d'activités de l'avant-guerre.

La proximité de Paris favorise au demeurant la venue d'athlètes de haut niveau, dont la présence enrichit les manifestations locales. En janvier 1946, par exemple, l'Espérance Étampoise s'enorgueillit d'accueillir les gymnastes Maurice Rousseau et Maurice Weingand, champions de France 1934 et 1945. Quant au football, sport populaire entre tous, la saison reprend au printemps 1945, avec la belle victoire des cadets d'Étampes sur ceux de Morsang, par 5 buts à 0\*.

Pour comprendre l'enjeu que représente le sport pour l'avenir d'une France encore traumatisée par sa rapide défaite de 1940, retenons cette déclaration adoptée par le conseil municipal le 23 janvier 1946 : « il faut encourager les sports : plus une nation est civilisée, plus il est nécessaire de développer ses facultés par

une éducation rationnelle. En particulier à la suite des guerres de 1914 et de 1939, l'ensemble du peuple français présente une baisse certaine de sa vitalité... il nous faut une jeunesse virile... il n'est pas besoin d'insister sur la valeur éducative du sport et sur l'aide qu'il donne dans la lutte contre l'alcoolisme et les maladies contagieuses... »

### **05.06. Produits américains, culturels et autres**

Les produits culturels qui garnissent les paquetages des GIs, excitent bien naturellement la convoitise des Étampois, jeunes et moins jeunes, à l'image du chewing-gum, du whisky et d'une certaine boisson gazeuse de couleur obscure. L'auberge de l'Ecu d'or, à Ormoy-la-Rivière, fait d'ailleurs paraître des encarts publicitaires dans la presse locale, qui insistent sur ses spécialités bretonnes, mais également sur son bar américain\*. Un fait est symptomatique de la nouvelle vague venue d'outre-Atlantique: dans la *Marseillaise de Seine-et-Oise*, le traditionnel feuilleton de bas de page, qui rencontrait encore le succès avant-guerre, est remplacé par un «comics trip», une bande dessinée dont le héros est Donald le canard\*.

La pénétration américaine du marché étampois n'est pas que culturelle. Dès avril 1945, le garage Gougenheim devient pour les départements de Seine-et-Oise, d'Eure-et-Loir et du Loiret, agent général pour les camions GMC et Chevrolet, et pour les tracteurs Allis Charmer.

## **6. LES GRANDS PROJETS D'URBANISME**

### **06.01. Pour un nouveau tissu urbain.**

Les terribles destructions subies par la ville, stimulent paradoxalement les autorités municipales dans leurs souhaits de

repenser le tissu urbain, tout en étant consciences des débats à mener autour des questions de modernité et de tradition, et des très fortes contraintes budgétaires qui obligent souvent à remiser les projets dans la catégorie des rêves.

Un grand débat sur l'urbanisme agite le conseil municipal en décembre 1944. Tous reconnaissent que le bombardement de juin 1944 permet de repenser le plan d'urbanisme avec, du moins en théorie, une marge d'imagination plus grande. Ainsi envisage-t-on de dévier les nationales qui traversent la ville, de réaliser une rivière unique qui permettrait d'assainir le marais, de créer une ville haute à Guinette, entre la Promenade et la route de Dourdan, ainsi qu'un quartier sur les pentes du Petit-Saint-Mars et du Rougemont\*.

Quelques mois plus tard, est envisagé le transfert des services municipaux depuis l'Hôtel de Ville, certes monument attrayant, mais terriblement exigü, vers un nouveau bâtiment administratif à construire sur les terrains sinistrés compris entre la rue Saint-Jacques et le boulevard Henri IV. L'ancien édifice serait alors mis à la disposition du musée et de la bibliothèque, qui pourraient y étendre leurs fonds et collections. Ce projet partage les élus, même s'il est soutenu par le directeur de l'urbanisme de Seine-et-Oise\*.

De manière plus immédiate et surtout moins coûteuse, le programme d'électrification rurale décidé par le conseil municipal de Pierre-Ulysse Lejeune, en 1941, est relancé en décembre 1944. Grâce à une subvention de l'État, qui couvre 60 % de la dépense, d'un montant total de 210000F, la ferme de Guinette et le faubourg Saint-Pierre, sont enfin électrifiés. Au même moment, l'administration des ponts et chaussées est chargée d'étudier l'établissement d'égouts à travers la ville\*.

Paul Danger est l'architecte urbaniste chargé de l'établissement du plan de reconstruction. Il imagine de décongestionner le centre ville, d'une part en créant une déviation de la RN20, soit par la prairie soit par le haut du quartier Saint-Pierre, et d'autre part, en perçant deux perpendiculaires, l'une en prolongement de l'allée de Bonneveau, jusqu'au boulevard Henri IV, l'autre en prolongeant l'avenue de Dourdan jusqu'à la route de la Ferté-Alais. Concernant les quartiers Notre-Dame et Saint-Basile, Paul Danger souhaite qu'ils conservent leur aspect traditionnel, mais l'élargissement de la rue des Marionnettes permettrait un accès direct de la gare à la place de l'Hôtel de Ville. Cette option exigerait cependant la suppression du bâtiment de l'ancienne sous-préfecture [actuelle Ecole de Musique]. Sont également envisagés un marché couvert entre le carrefour du Moulin Sablon et le boulevard Berchère, et un marché aux camelots places Notre-Dame et de l'Ancienne comédie. On ne peut s'empêcher de constater la pertinence de beaucoup de propositions formulées par l'architecte, dont les principales trouveront leur concrétisation dans les décennies suivantes.

Pour sa part, la municipalité envisage également, et de manière prioritaire, la réfection de l'église Saint-Gilles, dégagée des maisons qui l'entourent, à l'exception de celle située à l'angle de la rue du Vicariat, le « toilettage » de la rue Paul-Doumer, pour créer une artère principale entre les places Saint-Gilles et de l'Hôtel-de-Ville, la construction d'un stade entre la Malterie et les Portereaux, le prolongement de la rue des Cordeliers jusqu'au pont Saint-Jean, une nouvelle gare routière au Port, le déménagement du bureau de Poste pour la rue Saint-Jacques, une salle des fêtes au Marché-Franc, mais les élus rejettent avec force l'idée des Ponts et Chaussées, de dévier la RN20 en coupant la rue de la République qui serait ainsi « défigurée et enlaidie par un remblai... » L'idée de prolonger

la rue Brunard jusqu'à la promenade du Port, est abandonnée, de même que le projet d'élargissement de la rue des Marionnettes\*.

En matière d'équipements sportifs, Étampes possède déjà une des plus belles piscines du sud de la Seine-et-Oise. L'idée du conseil municipal est de « créer un parc des sports près des écoles et des lieux de travail : ainsi sera-t-il fréquenté par les scolaires, les ouvriers et les employés. Il disposera d'une pelouse propre à tous les jeux sportifs, de pistes de course à pied, d'installations d'athlétisme, de terrains annexes pour basket et Wollet (sic !), des tennis, plateaux scolaires, jardins publics, voire une piscine couverte et un gymnase... le tout sur 7 ha »\*.

Dès janvier 1946, beaucoup de projets doivent être ajournés, l'État prenant uniquement à sa charge, les travaux situés dans le périmètre sinistré\*, et les finances communales étant dans une situation délicate. Déjà en janvier 1945, le conseil municipal doit constater « des recettes déficitaires. Il faut comprimer les dépenses, augmenter la taxe additionnelle sur les transactions, relever les tarifs de la piscine et des bains-douches, ainsi que la taxe sur les ordures ménagères... »

## **06.02. L'épineuse question de la sous-préfecture et du tribunal**

Les Étampois ont très mal vécu la suppression de leur sous-préfecture en 1926, et le rattachement de leur ville à la circonscription administrative de Rambouillet. Amour-propre et esprit d'à-propos commandent au conseil municipal, dès septembre 1944, d'émettre un vœu de rétablissement de la sous-préfecture à Étampes, « pour faire face aux suites du bombardement et à l'absence de moyens ferroviaires directs

jusqu'à Corbeil et Rambouillet. » Il est vrai que les sinistrés, qui se livrent à de pénibles démarches pour faire enregistrer leurs dossiers d'indemnisation, doivent parcourir une cinquantaine de kilomètres jusqu'à la sous-préfecture ou préfecture la plus proche\*.

De plus, une nouvelle menace de délocalisation d'un service important de l'État, pèse sur la ville. À la Libération, le Garde des sceaux Teitgen, envisage une simplification de la carte administrative des tribunaux. Chaque département n'en conserverait qu'un, à l'exception de la Seine-et-Oise, où trois tribunaux seraient maintenus : ceux de Corbeil, Versailles et Pontoise. Celui d'Étampes perdrait toute autonomie et serait rattaché à Corbeil. Bien entendu, les élus de notre ville protestent énergiquement contre le projet qui « léserait gravement la population sans aucun profit pour la justice. » Déjà, les détenus de la maison d'arrêt d'Étampes doivent être transférés à Corbeil, pour les audiences. Et les élus de s'interroger, non sans une certaine malice, sur les raisons profondes du projet : peut-être la commodité des magistrats de Corbeil qui se déplaçaient jusqu'alors à Étampes, pour desservir son tribunal ?\*

À dire vrai, une première expérience de suppression des tribunaux d'arrondissement, entre 1926 et 1930, avait eu des conséquences très regrettables : manque de proximité de la justice, engorgement des dossiers... Le cas de figure pourrait se reproduire. Qui plus est, le tribunal d'Étampes est loin d'être inactif: pour la seule année 1944, il a notamment rendu 371 jugements correctionnels et 111 jugements sur requête, pour un total de 830 jugements de toute nature, tant affaires civiles que commerciales\*.



# **Inventaire-sommaire de la sous-série 2W aux Archives communales d'Étampes <sup>67</sup> (1939-1945)**

## **1. Introduction**

Cet inventaire recense les archives de la sous-série 2W, « Période de guerre 1939-1945 », conservées aux Archives communales d'Étampes, 4 rue Sainte-Croix.

Le traitement de ce fonds de 3,9 mètres linéaires précédemment entreposé dans les greniers de l'hôtel de ville, a été effectué en novembre-décembre 1993.

---

<sup>67</sup> Clément WINGLER, *Archives communales d'Étampes. Période de Guerre, 1939-1945. Inventaire-Sommaire de la sous-série 2W* [cahier dactylographié; format A4; 50 p.; 229 cotes; index; complément à l'usage du service], Étampes, Archives municipales, 1994. Dont une réédition numérique mise en ligne par Bernard Métivier et Bernard Gineste sur le *Corpus Étampois* en 2012 ([ici](#)).

On constate que les dossiers concernent pour l'essentiel quatre domaines: défense passive ; bombardements et sinistres ; réquisitions et rationnement ; prisonniers de guerre.

Un index donné en annexe à l'inventaire permet de retrouver rapidement les dossiers recherchés.

Seule une partie de ces documents sont consultables par le public. Rappelons que les dossiers contenant des renseignements individuels ayant trait à la vie personnelle et familiale et, d'une manière générale, aux faits et comportements d'ordre privé, collectés dans le cadre des enquêtes statistiques des services publics, ne sont communicables que 100 ans après la date de l'acte ou la clôture du dossier, et que certains documents contenant des informations mettant en cause la vie privée, ne peuvent être consultés que 60 ans après la date de l'acte<sup>68</sup>. Seul le ministre de la Culture peut accorder des dérogations à cette règle, après accord du service producteur des documents, et en fonction de critères concernant l'identité du demandeur et l'intérêt de la recherche.

Rappelons brièvement l'histoire d'Étampes pendant la période 1940-1944. Alors que Paris, déclarée ville ouverte, occupée le 16 juin 1940, s'est vidée de ses habitants qui tentent de fuir vers le sud, la rue principale d'Étampes n'est qu'un long et triste embouteillage de piétons et véhicules de toute nature.

La progression des troupes allemandes vers la capitale dans les derniers jours de la campagne de France, s'accompagnent de violents bombardements de l'aviation sur des objectifs civils et militaires. Leur but est de hâter la reddition des troupes françaises et de briser le moral des populations.

---

<sup>68</sup> Loi N° 79-18 du 3 janvier 1979, parue au J.O. du 5 janvier 1979, p. 43.

Étampes est frappée de plein fouet le 14 juin 1940 par l'attaque d'une soixantaine de chasseurs et bombardiers. Le nombre des victimes est évalué à 400.

Le 15 juin, les troupes allemandes font leur entrée dans la ville, meurtrie, désertée par la plupart de ses habitants.

Le 17 juin, les services de la Kommandantur occupent tout le rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville, alors que le général faisant office de commandant de place loge à l'hôtel du Nord, face à la gare. Presque toutes les maisons intactes sont réquisitionnées pour loger l'occupant.

Les premières cartes de rationnement apparaissent fin octobre 1940. Dès novembre, le journal local l'*Abeille* s'en prend aux Parisiens, « ces écumeurs qui viennent une fois par semaine – le samedi ou le dimanche – rafler lapins, poulets et le reste à n'importe quel prix sur le marché d'Étampes »<sup>69</sup>. Les denrées de première nécessité viennent bientôt à manquer; marché noir et vols se multiplient, les files d'attente s'allongent devant les rares magasins approvisionnés.

La multiplication des réquisitions de main d'œuvre pour l'Organisation Todt, la mise en place du S.T.O. (Service du Travail Obligatoire), rencontrent l'hostilité d'une grande partie de la jeunesse locale. À l'occasion du 11 novembre 1943 des inconnus hissent au cours de la nuit un drapeau français au sommet de la tour de Guinette.

L'annonce du débarquement anglo-américain du 6 juin 1944 provoque l'enthousiasme des étampois, mais aussi la crainte de bombardements aériens des forces alliées. La ville est en effet

---

<sup>69</sup> *L'Abeille d'Étampes* du 24.08.1940. Archives communales d'Étampes, cote Per 1.39.

une cible de choix: siège du commandement militaire aérien allemand pour l'ouest de la France, ses différents quartiers et l'aérodrome voisin de Mondésir abritent près de 10 000 soldats de la Luftwaffe.

Le bombardement redouté survient dans la nuit du 10 juin 1944, suivi d'un second le 14 juin. 156 personnes sont tuées, 150 maisons détruites, notamment dans le quartier Saint-Gilles où l'église et l'école du centre, siège des Jeunesses hitlériennes, sont éventrées.

À l'annonce de la prise du Mans par les alliés le 9 août, les services allemands installés à Étampes commencent à plier bagages. Les dernières troupes quittent la ville dans la nuit du 21 août et, le mardi 22 à 6 h du matin, les américains font leur entrée par la rue des Belles-Croix.

Le Conseil de la Résistance choisit à l'unanimité Barthélémy Durand, ancien officier de marine âgé de 75 ans, propriétaire du domaine de Valnay, comme maire d'Étampes.

À Étampes, janvier 1994,  
Clément Wingler.

## **2. Bibliographie**

### **I. Monographies**

Dreyfus, François-Georges, *Histoire de Vichy*, Paris, Perrin, 1990.

Paxton, Robert O., *La France de Vichy: 1940-1944*, Paris, Seuil, 1974. 378 p.

Collard, René, *De l'invasion à la Libération: Étampes au cours des journées tragiques de 1940 et 1994* [sic], Corbeil, Drevet, [1944]. 61 p.

Archives communales d'Étampes, fonds de monographies locales, cote F.L.M.51.

## II. Périodiques

Le journal local *L'Abeille d'Étampes*, années 1940 à 1944 constitue une source incontournable. Archives communales d'Étampes, fonds des périodiques, cotes 1.39 et 1.40.

*La Marseillaise de Seine-et-Oise*, années 1944 et 1945. Archives communales d'Étampes, cote 12.1.

*L'Illustration*, années 1940 à 1944. Archives communales d'Étampes, fonds des périodiques, cotes 27.54 à 27.58.

## 3. Inventaire

2W1 — Ordres de réquisition d'artisans et de petit matériel pour la réfection des locaux occupés par les troupes allemandes. Octobre 1940 – septembre 1942. — Accès soumis à dérogation.

2W2 — Réquisition d'immeubles par l'armée américaine. — août 1944 – janvier 1946.

2W3 — Avis du préfet sur les actes de pillage après les bombardements. — Affiche, 43x60 cm. — 30 mai 1944.

2W4 — Ordre à la population d'Étampes sur l'attitude à observer pendant les bombardements, édicté par le Commandement militaire allemand. Bilingue français – allemand. — Sans date.

2W5 — Prisonniers de guerre. Listes nominatives ; correspondance entre les prisonniers et les familles ; correspondance entre la commune, le comité départemental d'assistance aux prisonniers de guerre et le commissariat au reclassement des prisonniers de guerre rapatriés ; récépissés d'envois de colis ; listes nominatives des prisonniers libérés ou en congé de captivité ; listes nominatives des femmes de prisonniers bénéficiaires de l'allocation militaire ; enquêtes sur la situation des familles ; collectes pour le colis du prisonnier. — Décembre 1940 – décembre 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W6 — Quinzaine du prisonnier de guerre : programme. 20 février-5 mars 1944.

2W7 — Avis sur ce qui a été fait par le gouvernement du Maréchal pour les prisonniers de guerre. Affiche, 82x62 cm. [1942].

2W8 — Fédération nationale des syndicats patronaux de la bonneterie, mercerie, des tissus et des chaussures : tract : contre le marché noir. [1942].

2W9 — Comité pour les soldats du front, présidé par Barthélémy Durand. — Constitution et liste des soldats du front morts pour la France. — Février-avril 1945.

2W10 — Liste des cantonnements allemands. Sans date.

2W11 — Ordres de réquisition d'artisans et de petit matériel pour la réfection et l'équipement des locaux occupés par les troupes allemandes. — Août-fin septembre 1940. — Accès soumis à dérogation.

2W12 — Réquisitions allemandes. Reçus ; correspondance entre la mairie et la recette municipale ; réquisition de gardes des voies ferrées et des récoltes. — Août 1940-novembre 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W13 — Ouvriers requis pour le service de garde ou employés par les autorités d'occupation : listes nominatives. — Sans dates.

2W14 — Procès-verbaux d'exhumation de cadavres de victimes du bombardement du 10 juin 1940 enterrés Promenade du Port, Clos du Bourgneuf et cimetière St-Pierre. Avril – mai 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W15 — Service du Travail Obligatoire (S.T.O.). Liste nominative de la classe 1942 et contrôle de la situation des jeunes gens des classes 1939 à 1942 ; état nominatif des sapeurs-pompier ; recensement par âge et profession des hommes de 18 à 50 ans. — Mars 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W16 — Emploi de prisonniers de guerre pour les travaux agricoles. — Été 1940. — Liste des prisonniers de guerre cantonnés sur la base de Mondésir. — Août 1940. Accès soumis à dérogation.

2W17 — Disparition d'un prisonnier de guerre. — Août 1940. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Disparition du prisonnier de guerre Paul Chabert. — Août 1940. — Accès soumis à dérogation.]

2W18 — Prisonniers de guerre en congé de captivité. Décembre 1940 – juillet 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W19 — Bombardement du 14 juin 1940. Dossiers de demandes de subvention pour dommages de guerre. Classement par ordre alphabétique de demandeur, lettres A à DA. — Juin 1940. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Photographie de l'immeuble de la veuve Bonnin, 47 Bld Henri IV. — Accès soumis à dérogation.]

2W20 — Idem, lettres DE à L. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Photographie de l'immeuble de la veuve Lacheney, 216 rue de la République, et de l'Hospice civil, 5 rue de la Tannerie. — Accès soumis à dérogation.]

2W21 — Consignes pour la rédaction des déclarations de sinistres et des demandes d'allocation pour dommages de guerre subis lors du bombardement du 14 juin 1940, données par le Commissariat à la Reconstruction Immobilière. — Juin 1940-mai 1942.

2W22 — Diverses demandes d'allocations mobilières. — Mars 1943-janvier 1946. — Accès soumis à dérogation.

2W23 — Demande d'allocations diverses soumises à la Commission cantonale et communale des dommages de guerre. 1948-1953. — Accès soumis à dérogation.

2W24 — Ecole St Martin et école du centre : avant-projet de reconstruction. — 1947-1949.

2W25 — Défense passive. Consignes à la population ; avis sur la nécessité d'évacuer la ville en cas d'alerte ; liste des pompiers auxiliaires. — 1939-1940].

2W26 — Attribution et vente aux sinistrés de guerre de mobilier, d'objets ménagers et de vêtements. Comporte la liste des sinistrés du bombardement du 10 juin 1944. — 1945-1948. — Accès soumis à dérogation.

2W27 — Tickets de rationnement pour articles en fer et en aluminium. — 1947.

2W28 — État des sommes payées par la ville pour la garde des anciens dépôts, magasins et chantiers allemands. Octobre 1944 – janvier 1945.

2W29 — Défense passive. Postes de lavage des gazés de l'hôpital, tranchées du Bourgneuf, cave de l'hôtel de ville, poste de lavage des gazés de la piscine de la rue St Jean : aménagement. — Janvier – avril 1940.

2W30 — Défense passive. Consignes sur la protection des récoltes et des forêts contre les dangers d'incendie par engins incendiaires. Juin 1939 – octobre 1943.

2W32 — Défense passive. Aménagement de tranchées et abris au Collège, à la Porcelainerie, aux écoles St Pierre et St Martin, à la piscine et à l'hôpital. — 1939 – 1940.

2W33 — Défense passive. Aménagement de tranchées et abris à la salle des fêtes et place St Gilles. — 1939 – 1940.

2W34 — Défense passive. État numérique des véhicules et inventaire du matériel incendie du poste principal. 1940 – 1944.

2W35 — Défense passive. Equipes d'urgence : instruction, effectifs, états de vacation. [Ajout manuscrit : plan défense passive (secteurs)]. Avril – août 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W36 — Défense passive. Organisation générale. — 1940. Accès soumis à dérogation.

2W37 — Hôpitaux complémentaires du collège. — Novembre 1939 – octobre 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W38 — Défense passive. Organisation générale. — 1942.

2W39 — Ministère de l'Intérieur, *Tableaux d'effectifs de la défense passive des villes de 10 000 habitants*, Melun, imprimerie administrative, 1938. 25 p. — 1938.

2W40 — Ministère de la Défense, *Instruction pratique sur la défense passive contre les attaques aériennes*, Paris, imprimerie nationale, 1939. 30 p. — 1939.

2W41 — Ministère de la Défense, *Instruction du 31 mai 1939 relative à l'organisation administrative de la défense passive*, Paris, journal officiel 1939. 4 p. — 1939.

2W42 — Défense passive : personnel. — Avril 1939 – février 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W43 — Défense passive. Organisation générale. — 1939. — Accès soumis à dérogation.

2W44 — Défense passive. Ponts et chaussées : équipes mobilisées. — Juin – novembre 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W45 — Désobusage de la commune. — Novembre 1945 – janvier 1946.

2W46 — Défense passive. Construction de tranchées-abris et de communications entre les caves-abris. — Avril – août 1944.

2W47 — Défense passive. Organisation générale. — 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W48 — Défense passive. Construction de tranchées. — 1942.

2W49 — Défense passive. Signalisation et aération des abris. — 1939.

2W50 — Plan des tranchées : chemin et promenade de Guinette, Rougemont, abattoir et piscine, St-Mars, Champignonnière. — 1939.

2W51 — Doubles de courriers envoyés par la mairie. — 12 octobre 1940 – 25 février 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W52 — Dossiers de demandes d'indemnités pour le cantonnement des troupes d'occupation. — 1941-1942. — Accès soumis à dérogation.

2W53 — Correspondance reçue par la mairie. — Octobre 1943-octobre 1945. — Accès soumis à dérogation.

2W54 — Affiche commémorative du 14 juillet, éditée par le ministère de l'information. 28 x 45 cm. — [1945].

2W55 — Réquisition de meubles. — Avril 1942-mai 1943.

2W56 — État nominatif des habitants de la commune ayant droit au paiement d'indemnités de réquisition de logements et de fourrages. — Octobre 1939-juin 1945. — Accès soumis à dérogation.

2W57 — Registre d'enregistrement des réquisitions. — Septembre 1938-juin 1940. — Accès soumis à dérogation.

2W58 — Réquisition et abandon d'automobiles. — Juillet 1940-juin 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W59 — Armée allemande au maire : demande de réparation des logements occupés. — Février 1942-mars 1943.

2W60 — Avis de réquisition des cuirs. — [1939].

2W61 — État nominatif des habitants ayant droit au paiement de prestations par suite de réquisitions de carburants et lubrifiants. — Juillet 1941-mars 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W62 — Mémoires de travaux de parquets et charpente effectués par un menuisier pour l'Occupant. — Octobre 1940-avril 1942. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Mémoires de travaux de parquets et charpente effectués pour l'Occupant par l'entreprise de menuiserie Louis Crinière. — Octobre 1940-avril 1942. — Accès soumis à dérogation.]

2W63 — Mémoires de fourniture de couleurs, vernis et produits chimiques aux troupes d'Occupation. — Septembre 1940-juin 1943. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Mémoires de fourniture à l'Occupant de couleurs, vernis et produits chimiques par la maison Damougeot. — Septembre 1940-juin 1943. — Accès soumis à dérogation.]

2W64 — Mémoires de travaux effectués par un menuisier pour les troupes d'Occupation. — Juillet 1941. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Mémoires de travaux pour l'Occupant de la maison Darnault. — Juillet 1941. — Accès soumis à dérogation.]

2W65 — Mémoires de fourniture de matériel de cuisine aux troupes d'Occupation. — Septembre 1940-mai 1941. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Mémoires de livraison de matériel de cuisine à l'Occupant de l'entreprise Dehillerin. — Septembre 1940-mai 1941. — Accès soumis à dérogation.]

2W66 — Mémoires de travaux effectués par un menuisier pour les troupes d'Occupation. — Mai 1941-janvier 1942. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Mémoires de travaux pour l'Occupant de la menuiserie Delafoy-Chanon. — Mai 1941-janvier 1942. — Accès soumis à dérogation.]

2W67 — Mémoires de travaux de tapisserie et décoration effectués pour les troupes d'Occupation. — Juillet 1940-mai 1942. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Mémoires de travaux pour l'Occupant du tapissier-décorateur Delcourt. — Juillet 1940-mai 1942. — Accès soumis à dérogation.]

2W68 — Représentations de l'« Alhambra-Cinéma ». — Juillet 1941-décembre 1943.

2W69 — Mémoires de fourniture de produits de quincaillerie aux troupes d'Occupation. — Juillet-septembre 1940. — [Complément : Mémoires de fourniture à L'Occupant de la quincaillerie Cattiaux. — Juillet-septembre 1940. — Accès soumis à dérogation.

2W70 — Accidents causés par des véhicules de l'armée d'Occupation. — Décembre 1940-octobre 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W71 — État des lieux des immeubles réquisitionnés pour le cantonnement de l'armée d'Occupation. — Septembre 1940-février 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W72 — État des immeubles détruits. — Novembre 1945. Accès soumis à dérogation.

2W73 — Instructions pour l'accueil des réfugiés. Bulletin Officiel du département de Seine-et-Oise, numéro spécial de mai 1944. — Mai 1944.

2W74 — Reconstruction de bâtiments et ouvrages publics ou d'utilité publique. Circulaire préfectorale de décembre 1944. — Décembre 1944.

2W75 — Dommages aux églises Notre-Dame et Saint-Gilles. — Juin 1940-avril 1941.

2W76 — Réquisitions d'immeubles par les autorités américaines. — Septembre 1944-avril 1946. — Accès soumis à dérogation.

2W77 — État des logements réquisitionnés par les troupes d'Occupation. — Juillet 1940-janvier 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W78 — État des logements réquisitionnés par les troupes d'Occupation. — Février 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W79 — État des billets de logement des militaires allemands transmis à la préfecture. — Février 1941-août 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W80 — Mémoires de fournisseurs aux troupes d'Occupation. Classement par ordre alphabétique des fournisseurs, lettres P, Q et R. — Septembre 1940-mai 1942. — Accès soumis à dérogation.

2W81 — Mémoires de fournisseurs aux troupes d'Occupation. Classement par ordre alphabétique des fournisseurs, lettres R et S. — Septembre 1940-mai 1942. — Accès soumis à dérogation.

2W82 — Dommages causés aux terres des cultivateurs. Déclarations des intéressés. — 1943-1944. — Accès soumis à dérogation.

2W83 — Statistique agricole annuelle. — 1941.

2W84 — Comité cantonal du bois de boulange. — 1942-1944.

2W85 — Destruction de récoltes. — 1941-1944.

2W86 — Dommages causés aux biens des cultivateurs par les bombardements. — 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W87 — Statistique agricole annuelle. — 1944 et 1945.

2W88 — Service des charbons. — 1941-1942.

2W89 — Rationnement et ravitaillement. Textes officiels ; sanctions du groupement d'achat et de répartition des viandes à l'encontre de la commune. — 1940-1943.

2W90 — Recensement des matériaux et accessoires de battage en état de marche. — 1947.

2W91 — Déclarations d'utilité de carburant pour l'agriculture. — 1940-1941.

2W92 — Répartition des carburants. — 1945-1946.

2W93 — Bureau de délivrance des chaussures. — 1941-1943. — Accès soumis à dérogation.

2W94 — Chaussures nationales. — 1941-1942. — Accès soumis à dérogation.

2W95 — Ravitaillement en lait, épicerie, pain et viande. — 1939-1940. — Accès soumis à dérogation.

2W96 — Service de la carte d'alimentation. Instructions et décomptes. — 1940-1941.

2W97 — Arrêtés fixant le prix maximum des denrées proposées à la vente. — 1940.

2W98 — Réquisition des laines ; État nominatif des propriétaires de moutons. — Février 1940.

2W99 — État nominatif des réparateurs de machines agricoles. — 23 octobre 1938. — Accès soumis à dérogation.

— État nominatifs des maréchaux-ferrants. — Février 1940. — Accès soumis à dérogation. — État des presses à fourrages et à paille ; état des tracteurs. — Février 1940. — Accès soumis à dérogation. — État de la main-d'œuvre susceptible d'être réquisitionnée pour les travaux agricoles. — Septembre 1938 et septembre 1939. — Accès soumis à dérogation.

2W100 — Ravitaillement en vêtements et articles textiles. Règlements et instructions ; registre des bons provisoires de vêtements. — 1941-1943. — Accès soumis à dérogation.

2W101 — Ravitaillement en produits pétroliers. Instructions. — 1939-1942.

2W102 — Avis bilingue de l'Occupant annonçant que les résistants seront traités comme francs-tireurs et seront passibles de la peine capitale. — Mars 1944.

2W103 — Arrêté préfectoral interdisant la circulation nocturne des véhicules automobiles. — 10 juin 1944.

2W104 — Bulletin d'information du Ministère de l'Information. — 5 mai 1944.

2W105 — Avis de l'administration militaire allemande sur la réglementation des denrées. — Sans date.

2W106 — Arrêté préfectoral sur la défense passive. — 1<sup>er</sup> mars 1943.

2W107 — Appel de l'État français à l'engagement dans les forces armées. — 1941.

2W108 — Arrêté préfectoral imposant le recensement des jeunes filles et jeunes gens âgés de 14 à 20 ans. — 16 juillet 1940.

2W109 — Indicateur de répartition des produits industriels. Publication de l'office central de répartition des produits industriels destinée aux maires. — 15 mai 1943.

2W110 — Plan départemental de battage des récoltes. — 9 août 1941.

2W111 — Remise en état de l'éclairage public. — 1948-1950.

2W112 — Ouvriers travaillant pour les autorités d'Occupation. Circulaires préfectorales et bordereaux de salaires. — 1941-1943. — Accès soumis à dérogation.

2W113 — Défense passive. Recensement des abris. — 1944.

2W114 — Décision des communes du canton de parrainer une localité sinistrée. — Juillet 1943.

2W115 — Défense passive. Réglementation. — Février 1944.

2W116 — Semaine nationale de l'enfance. Circulaire. — 24 juin 1945.

2W117 — Services municipaux d'Étampes. Situation générale du personnel masculin. — Mars-avril 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W118 — Réquisition d'ouvriers pour la région de St Nazaire. — Novembre 1942-janvier 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W119 — Liste des établissements industriels et commerciaux et de leurs effectifs ; état nominatif des hommes physiquement aptes aux travaux de déblaiement. — Janvier-avril 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W120 — Appel au travail volontaire en Allemagne. Affiche en couleurs. État moyen. 38x54 cm — s. d.

2W121 — Défense passive. Masques à gaz : deux publicités de fabricants. — 1940.

2W122 — Service du travail obligatoire. Liste des requis. — Sans date. — Accès soumis à dérogation. — Liste des hommes aptes à des travaux. — Novembre 1944.

2W123 — Demandes de recouvrement d'automobiles réquisitionnées et abandonnées par l'armée française pendant l'exode. — Mai 1941-juillet 1944. — Accès soumis à dérogation. — État des véhicules abandonnés dans la commune d'Étampes en mai et juin 1940. — Sans date. — Accès soumis à dérogation.

2W124 — Liste des étrangers habitant Étampes depuis le 1<sup>er</sup> août 1939 et au 23 mai 1941. — 23 mai 1941. — Accès soumis à dérogation. — Liste nominative des Alsaciens et Lorrains et ressortissants allemands domiciliés à Étampes. — Janvier 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W125 — État de l'artisanat et de l'industrie de la ville. — Septembre 1940.

2W126 — Recensement des bicyclettes. — Décembre 1942.

2W127 — Feldkommandantur de Versailles. Enquête statistique sur Étampes. — Septembre 1940. — Accès soumis à dérogation.

2W128 — Réquisition de main d'œuvre par l'Organisation Todt. — Janvier-mai 1943. — Accès soumis à dérogation. — État nominatif des ouvriers du bâtiment et des travaux publics. — Sans date. — Accès soumis à dérogation.

2W129 — Laissez-passer temporaire. — janvier 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W130 — Factures d'intervention des sapeurs-pompiers de Pontoise lors des incendies du 13 juin 1940. — Août 1940.

2W131 — Entretien des chemins vicinaux. — Mars 1940.

2W132 — Registre des déclarations obligatoires des ressortissants de nationalité anglaise et des personnes en provenance des départements d'Algérie. — Août 1940. — Accès soumis à dérogation.

2W133 — État du personnel de la police municipale. — Mai 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W134 — Liste des personnes arrivées dans la commune du 1<sup>er</sup> octobre 1941 au 15 juillet 1942. — Juillet 1942. — Accès soumis à dérogation.

2W135 — Correspondance reçue par la municipalité. — Janvier-octobre 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W136 —Mémoires de travaux effectués par un électricien pour les autorités allemandes. — 1941. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Mémoires de travaux pour l'Occupant de l'électricien Audemard. — 1941. — Accès soumis à dérogation.]

2W137 —Mémoires de travaux effectués par un maçon pour les autorités allemandes. — 1941-1942. —Accès soumis à dérogation. — [Complément : Mémoires des travaux pour l'Occupant des frères Auclert, maçons. — 1941-1942. — Accès soumis à dérogation.]

2W138 — Mémoires de fournisseurs aux troupes allemandes. Classés par ordre alphabétique des fournisseurs, lettres BEN à BER. — 1941-1942. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Fournisseurs aux autorités allemandes. De Benezech à Berthelot. — 1941-1942. — Accès soumis à dérogation.]

2W139 — Mémoires de fournisseurs aux troupes allemandes. Classés par ordre alphabétique de fournisseurs, lettres BER à BLO. — 1941-1942. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Fournisseurs aux autorités allemandes. De Bertout à Blouin. — 1941-1942. —Accès soumis à dérogation.]

2W140 — Mémoires de fournisseurs aux troupes allemandes. Classés par ordre alphabétique de fournisseurs, lettres A et divers B. — 1941-1942. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Fournisseurs aux autorités allemandes. Bazar de l'Hôtel de Ville, Bobin, Adler à Aubert, Bartaut, Baumann, Bannier, Baleynard, Argant, Aussiette, Audoux, Garage Auclert. — 1941-1942. — Accès soumis à dérogation.]

2W141 — Réquisitions diverses. — Septembre 1938-mai 1939.

2W142 — Registre d'enregistrement des réquisitions. — Octobre 1941-avril 1942. — Accès soumis à dérogation.

2W143 — Registre d'enregistrement des réquisitions. — Mai 1942-mars 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W144 — Registre d'enregistrement des réquisitions. — Août 1940-février 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W145 — Réglementation des réquisitions. — 1940-1942.

2W146 — Registre d'enregistrement des réquisitions. — Novembre 1940-septembre 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W147 — Bombardements des 10 et 14 juin 1944. Cartes individuelles de sinistré. — Juin 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W148 — Défense passive. Détermination des secteurs menacés. — 1941-1943.

2W149 — Défense passive. Réglementation. — 1940 à 1944.

2W150 — Dommages de guerre. Procès-verbaux de constat des dommages causés par les troupes allemandes et le bombardement du 10 juin 1944. — Avril-juin 1944.

2W151 — Liste des sinistrés ; fiches de renseignements individuelles. — [1947]. — Accès soumis à dérogation. — Registre de remise des cartes définitives de sinistrés. 1948. —

Accès soumis à dérogation. — Refus d'attribution de cartes de sinistrés. — 1948. — Accès soumis à dérogation. — Carte de sinistré. — 1946. — Accès soumis à dérogation.

2W152 — Reconstruction. Réglementation. — 1941-1942.

2W153 — Service du travail obligatoire. Recensement des hommes de 20 à 50 ans. — [1942]. — Accès soumis à dérogation. — Liste de célibataires de 18 à 50 ans. — [1943]. — Accès soumis à dérogation. — Liste des convoqués aux visites médicales. — [1943]. — Accès soumis à dérogation.

2W154 — Recensement des établissements artisanaux, commerciaux et industriels et de leur main d'œuvre. — Avril 1943-juillet 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W155 — Mobilisation des métaux non ferreux. — 1941-1944.

2W156 — Organisation Todt. Liste des ouvriers travaillant en Allemagne. — [postérieur à juin 1943]. — Accès soumis à dérogation.

2W157 — Défense passive. Liste des cadres. — 1940-1944. — Correspondance entre la mairie et la préfecture. — 1942-1944. — Accès soumis à dérogation.

2W158 — Défense passive. Contrôle des vacances. — 1942. — Accès soumis à dérogation.

2W159 — Défense passive ; engagements volontaires. — 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W160 — Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés. Appel au report de toute élection après la fin de la guerre. — [janvier-février 1945].

2W161 — Pétition des fonctionnaires communaux et de l'État au ministère des finances en vue d'obtenir le relèvement de l'indemnité de résidence. Comporte notamment une description des conditions de logement et la liste des prix des denrées. — Avril 1946.

2W162 — Publicité du Cabaret, 28 place St-Gilles, destinée aux officiers allemands. — Sans date.

2W163 — Établissement d'une amende de 50 F pour les habitants ne participant pas au nettoyage des rues. — Mai 1941.

2W164 — Réglementation du rationnement des denrées et matériaux. — Février 1941.

2W165 — Deux billets de logement de militaires allemands chez l'habitant. — Décembre 1940.

2W166 — Réglementation à respecter pour l'exhumation des corps des personnes tuées lors du bombardement du 14 juin 1940. — Sans date.

2W167 — Commission cantonale des réfugiés. Procès-verbaux d'opération, correspondance et circulaires. — Octobre 1944-juillet 1945. — Accès soumis à dérogation.

2W168 — Requis civils à la garde des voies de communication entre Étampes et Morigny. — 1942-1944. — Accès soumis à dérogation.

2W169 — Défense passive. Masques à gaz. — 1936.

2W170 — Défense passive. Publicité de la maison Delau pour les abris particuliers. — [1936]. — Publicité de la pharmacie Canonne pour les nécessaires de secours d'urgence. — 1939. — Publicité des établissements Strauss pour les sirènes électriques. — 1935.

2W171 — Défense passive. Organisation générale. — 1936 et 1939.

2W172 — Dommages de guerre. Bombardement du 14 juin 1940. Dossier individuel. — 1941. — Accès soumis à dérogation. — [Complément : Dommages de guerre. Bombardement du 14 juin 1940. Dossier individuel Lasnier, 42 rue Évezard. — 1941. — Accès soumis à dérogation.]

2W173 — Réquisitions allemandes. Dossiers individuels de demandes de remboursement, lettre C. — 1940-1947. — Accès soumis à dérogation.

2W174 — Service civique rural. Recensement de la main d'œuvre. — Février 1942 et septembre 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W175 — Statistique agricole annuelle. — 1939. — Registre communal des déclarations d'ensemencement de blé. — 1939-1940. — Recensement des animaux. — 1<sup>er</sup> février 1941. — Liste des marchands de bestiaux. — Avril 1941. — Disponibilité en viande de la commune. — Mai 1941. — Livraisons d'avoine. — Avril 1941. — État des stocks de haricots existants chez les cultivateurs. — 1<sup>er</sup> janvier 1941. — Consommation de viande en 1939. — Sans date.

2W176 — Réquisitions allemandes. Dossiers individuels de demandes de remboursement, lettres S à V. — 1940-1943. — Comporte la ville d'Étampes. — Accès soumis à dérogation.

2W177 — Défense passive. Organisation générale. — 1940. — Accès soumis à dérogation.

2W178 — Réquisition de main d'œuvre pour la réfection des voies ferrées entre Étampes et Brétigny. — Juillet 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W 179 — Extension du réseau d'électricité du quartier St-Pierre.

2W180 — Enfants repliés et réfugiés. — 1940-1943. — Accès soumis à dérogation.

2W181 — Hébergement d'évacués en cas de guerre. — 1938.

2W182 — Défense passive. Réseau téléphonique. — 1940-1944.

2W183 — Déclaration obligatoire des postes de T.S.F. — 26 juin 1940.

2W184 — Dix bons de transport SNCF de prostituées établis par la mairie d'Étampes. — Novembre-décembre 1942. — Accès soumis à dérogation.

2W185 — Établissement de sirènes. — Mars-mai 1939.

2W186 — Ravitaillement. Commission cantonale de coordination : P.V. de la séance du 21 janvier 1944. — 21 janvier 1944. — Commission locale de coordination : P.V. des

séances du 14 mars et du 15 mai 1944,  
14 mars et 15 mai 1944.

2W187 — Bombardement du 10 juin 1944. État récapitulatif des familles évacuées vers d'autres localités par le service des transports. — 3 août 1944. — Accès soumis à dérogation. — État récapitulatif des demandes de remboursement des frais de déménagement et de réaménagement. — 3 août 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W188 — Ravitaillement. Etablissement de cuisines collectives et de bons pour les repas. — Mai-juin 1944.

2W189 — État des véhicules fonctionnant au charbon de bois. — Juillet 1944. — Recensement des véhicules hippomobiles et des chevaux. Communes de Chalo-Saint-Mars, Villeconin, Etréchy, Chauffour, Étampes, Brières, Boissy-le-Sec, Bouville, Saint-Hilaire, Boutervilliers, Morigny, Souzy-la-Briche, Mauchamps et Ormoy. — Juillet 1944.

2W190 : Réquisitions allemandes. Dossiers individuels de demandes de remboursement, lettres L à S. — 1941-1943. — Accès soumis à dérogation.

2W191 — Ravitaillement. Registre de vente des bons d'achat de produits textiles. — Juillet 1942-mars 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W192 — Ravitaillement. Registre de vente des bons d'achat de produits textiles. — Juillet 1942-juin 1942 et mars 1943-mai 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W193 — Registre de délivrance aux sinistrés, réfugiés et assimilés de tickets d'achat de produits textiles, articles

ménagers et mobilier. — Mai 1945-septembre 1946. — Accès soumis à dérogation.

2W194 — Imposition en pommes de terre de la commune. — 1941-1944.

2W195 — Livraison de céréales panifiables. — Novembre-décembre 1944.

2W196 — Cartes de rationnement de pommes de terre et de denrées de substitution. — Septembre 1942-février 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W197 — Registre de déclaration d'élevage de porcs. — Juillet-août 1943 et février 1948.

2W198 — Réquisition de chevaux. — 1942-1944.

2W199 — Imposition en viande de boucherie. — 1943-1944.

2W200 — Imposition en viande de boucherie. — Mai-juillet 1941.

2W 201 — Imposition en viande de boucherie. — Mars-mai 1941.

2W202 — Livraison de céréales aux organismes stockeurs. Octobre 1943-juin 1944.

2W203 — Liste des agriculteurs membres du syndicat corporatif d'Étampes. — Février 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W204 — Imposition en avoine et en orge. — Février 1947.

2W205 — Carnet de situations communales des céréales battues, campagne 1945-1946. — Mars 1946.

2W206 — Livraisons de blé. — 1942.

2W 207 — Demande en réduction d'imposition pour la récolte de 1944. — Septembre 1944. — Accès soumis à dérogation.

2W 208 — Imposition d'avoine. — 1942-1943.

2W209 — Déclarations des superficies ensemencées en blé. — 1939-1940.

2W210 — Allocations familiales agricoles. — 1937. — Accès soumis à dérogation.

2W211 — Ravitaillement en charbon de bois et bois de boulange. — 1940-1942.

2W212 — Ravitaillement en bois de boulange. — 1943-1944.

2W214 [sic] Ravitaillement en charbon. Billets d'allocation exceptionnelle et coupons. — 1946. — Accès soumis à dérogation.

2W215 — Enquête sur la situation de l'agriculture. — Octobre 1943. — Accès soumis à dérogation.

2W216 — Enquête sur la situation de l'agriculture. — Octobre 1941 et octobre 1942. — Accès soumis à dérogation.

2W217 — Enquête sur la situation de l'agriculture. — Mai 1942. — Accès soumis à dérogation.

2W218 — Travailleurs de force, titres d'alimentation et de suppléments alimentaires. Vierges. — Juillet 1946.

2W219 — Cartes professionnelles de producteur de fruits et légumes. — 1942-1943. — Accès soumis à dérogation.

2W220 — Syndicat corporatif local des fruits et légumes. — 1942-1944. — Accès soumis à dérogation.

2W221 — Jardiniers et maraîchers. Demandes collectives de paille et de bois. — 1942-1944. — Accès soumis à dérogation.

2W222 — Jardins ouvriers de la Vallée-Colin et de la plaine du Larris. Relevé des locataires. — 16 mars 1942. — Accès soumis à dérogation. — Demandes de jardins ouvriers à Guinette. — Mars 1943. — Accès soumis à dérogation. — Relevé des locataires de jardins ouvriers à Guinette. — Mars 1941. — Accès soumis à dérogation.

2W223 — Imposition de céréales. — 1942-1943.

2W224 — Imposition en paille, foin, avoine et oléagineux. Recours individuels. 1943-1944. — Accès soumis à dérogation.

2W225 — Imposition en haricots et légumes secs. — 1942.

2W226 — Imposition en céréales et oléagineux. — 1944-1945. — Imposition en betteraves industrielles, pommes de terre et légumes secs. — 1943.

2W227 — Recensement des bidons à lait. — 20 août 1943.

2W228 — Demandes d'autorisation de transport de pommes de terre. — 1942-1944.

2W229 — Collection de journaux : *L'Intransigeant de Paris* du 11 mai 1940 ; *Le Cri du Peuple* du 8 juin 1944 ; *Le Matin* du 20 juin 1944 ; *Le Cri du Peuple* du 3 août 1944 ; *Le Matin* du 7 août 1944 ; *Le Matin* du 9 août 1944 ; *Le Matin* du 10 août 1944 ; *Front National* du 29 août 1944 ; *The Stars and Stripes* du 31 août 1944 ; *Front National* du 5 septembre 1944 ; *Le Populaire* du 6 septembre 1944 ; *Front National* du 18 septembre 1944 ; *Le Figaro* du 19 septembre 1944 ; *Front National* du 20 septembre 1944 ; *Le Figaro* du 20 septembre 1944 ; *Le Figaro* du 28 septembre 1944 ; *Le Figaro* des 25-26 mars 1945 ; *Le Monde* du 5 avril 1945 ; *Le Figaro* du 14 avril 1945 ; *Le Figaro* du 1<sup>er</sup> mai 1945 ; *Le Figaro* du 5 mai 1945 ; *Le Monde* du 5 juin 1945 ; *Les Nouvelles du matin* du 19 juin 1945 ; *Les Nouvelles du matin* du 14 juillet 1945. — 1940-1945.

## 4. Index

### A

**abattoir**: 2W50 — **abris**: 2W32, 2W33, 2W46, 2W49, 2W113 — **accidents**: 2W70 — **administration** communale : 2W117, 2W161 — **administration** de l'État : 2W161 — **aérodrome**: 2W16 — **agriculture** : 2W16, 2W83, 2W87, 2W90, 2W91, 2W99, 2W110, 2W175, 2W205, 2W209, 2W215, 2W216, 2W217, 2W218. — **agriculture**, allocations familiales : 2W210 — **agriculture**, dommages : 2W82, 2W85, 2W86 — **agriculture**, service civique rural : 2W174 — **agriculture**, syndicat corporatif : 2W203 — **Alhambra** cinéma : 2W68 — **allocations** diverses : 2W23 — **allocations** familiales agricoles : 2W210 — **allocations** mobilières : 2W22 — **armée**

américaine : 2W2 — **armée** française : 2W107 — **armée**, engagements volontaires : 2W107 — **artisanat** : 2W125, 2W154 — **artisanat** , menuiserie : 2W62, 2W64, 2W66 — **artisanat**, quincaillerie : 2W67 — **artisans**, réquisitions : 2W1, 2W11.

## B

**bâtiment**, ouvriers, statistique : 2W128 — **bicyclettes**, recensement : 2W126 — **bois** : 2W84, 2W211, 2W212, 2W221 — **Boissy-le-Sec**, véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189 — **bombardements** : 2W3, 2W4, 2W14, 2W19, 2W20, 2W21, 2W26, 2W40, 2W45, 2W72, 2W75, 2W130, 2W147, 2W150, 2W151, 2W166, 2W172, 2W187 — **bonneterie** : 2W8 — **boucherie** : 2W89, 2W95, 2W197, 2W199 à 201 — **boulangerie** : 2W84, 2W211, 2W212 — **Bourgneuf** : 2W14, 2W29 — **Boutervilliers**, véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189 — **Bouville**, véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189 — **Brétigny**, véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189 — **Brières**, véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189.

## C

**Cabaret, Le** : 2W162 — **cantonement** : 2W10, 2W71, 2W165 ; **cantonement, demandes d'indemnités** : 2W52 — **Chalo Saint-Mars**, véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189 — **champignonnière** : 2W50 — **charbon** : 2W88, 2W214 — **Chauffour**, véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189 — **chaussures** : 2W8, 2W93, 2W94 — **chemin de fer** : 2W12, 2W168, 2W178, 2W184 — **chemins vicinaux** : 2W131 — **chevaux** : 2W189 — **cimetière Saint-Pierre** : 2W14 — **cinéma** : 2W68 — **circulation** : 2W103, 2W129 — **classes**,

recensement : 2W15 — **collège** : 2W32, 2W37 — **Comité département d'assistance aux prisonniers de guerre** : 2W5 — **Comité pour les soldats du front** : 2W9 — **commerce** : 2W119, 2W154 — **commerce, habillement** : 2W213 — **Commissariat à la reconstruction immobilière** : 2W21 — **Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre, rapatriés** : 2W5 — **correspondance municipale, envoyée** : 2W51 — **correspondance municipale, reçue** : 2W53, 2W135 — **Cri du Peuple, Le, journal** : 2W229 — **cuirs, réquisitions** : 2W60.

## D

**décès** (voir aussi à : bombardements) : 2W9, 2W14 — **défense passive** : 2W25, 2W29 à 36, 2W38 à 44, 2W46 à 50, 2W106, 2W113, 2W115, 2W121, 2W148, 2W157 à 159, 2W169 à 171, 2W177, 2W182, 2W185 — **dommages de guerre** : 2W19 à 21, 2W23, 2W75, 2W147, 2W150 et 151, 2W172, 2W187 — **Durand, Barthélémy** : 2W9.

## E

**éclairage public** : 2W111 — **école Saint-Martin** : 2W24, 2W32 — **école du Centre** : 2W24 — **école Saint-Pierre** : 2W32 — **église Notre-Dame, dommages** : 2W75 — **église Saint-Gilles, dommages** : 2W75 — **électricité, réseau** : 2W179 — **élevage porcs** : 2W197 — **enfance, semaine nationale de l'** : 2W116 — **épicerie** : 2W95 — **étrangers** : 2W124, 2W132, 2W134.

## F

**fête nationale** : 2W54 — **Figaro, Le, journal** : 2W229 — **forêts** : 2W30 — **fournitures militaires allemandes** : 2W63 à

67, 2W69, 2W80 et 81, 2W138 et 139 — **Front National**, journal : 2W229.

## G

**Guinette**, jardins ouvriers : 2W222 — **Guinette**, promenade de : 2W50.

## H

**hôpital** : 2W32, 2W37 — **hôtel-de-ville** : 2W29.

## I

**Incendie** (voir aussi à: bombardements) : 2W30, 2W130 — **industrie** : 2W119, 2W124 et 125 — **industrie**, habillement : 2W213 — **immeubles**, réquisitions : 2W2, 2W71, 2W76 — **Information, ministère de l'**, bulletin : 2W104 — **Intransigent, L'**, journal : 2W229.

## J

**jardins ouvriers** : 2W222.

## L

**Lait**, approvisionnement : 2W95 — **Lait**, recensement des bidons : 2W227 — **Larris, plaine du**, jardins ouvriers : 2W222 — **logements** : 2W161 — **logements**, billets de : 2W165 — **logements**, demandes de réparations : 2W59 — **logements**, réquisitions, demandes d'indemnisations : 2W56, 2W77, 2W78, 2W79.

## M

**marâchers** : 2W219, 2W20, 2W221 — **marché noir** : 2W8 — **maréchaux-ferrants** : 2W99 — **Matin, Le**, journal : 2W99 — **Mauchamps**, véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189 — **menuisiers**, réquisitions : 2W62, 2W64, 2W66 — **Monde, Le**, journal : 2W229 — **Mondésir**, aérodrome : 2W16 — **Morigny**, véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189 — **mouton** : 2W98 — **Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés** : 2W160.

## N

**Nouvelles du matin, Les**, journal : 2W229.

## O

**Ormoyn-la-Rivière**, véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189.

## P

**Pain**, approvisionnement : 2W95 — **pillage** : 2W3 — **piscine** : 2W29, 2W32, 2W50 — **police municipale** : 2W133 — **pommes de terre**, rationnement : 2W196 — **réquisitions** : 2W194 — **pompiers auxiliaires** (voir aussi à : sapeurs-pompiers) : 2W25 — **ponts et chaussées** : 2W44 — **Populaire, Le**, journal : 2W229 — **porcelainerie** : 2W32 — **Port, promenade du** : 2W14 — **prisonniers de guerre** : 2W5 à 7, 2W16 à 18, 2W160 — **prostitution** : 2W184.

## Q

quincaillerie : 2W67.

## R

**radio** : 2W183 — **rationnement**, bois : 2W211 et 212 — **rationnement**, charbon : 2W214 — **rationnement**, chaussures : 2W93, 2W94 — **rationnement**, cuisines collectives : 2W188 — **rationnement**, denrées : 2W95, 2W96, 2W97, 2W104, 2W105, 2W161, 2W188, 2W196. — **rationnement**, divers : 2W186 — **rationnement**, matériaux : 2W164 — **rationnement**, produits industriels : 2W109 — **rationnement**, produits pétroliers : 2W101 — **rationnement**, vêtements et textiles divers : 2W100 — **ravitaillement**, articles ménagers et mobiliers : 2W193 — **ravitaillement**, articles textiles : 2W100, 2W191, 2W192, 2W193 — **ravitaillement**, bois : 2W211 et 212 — **ravitaillement**, charbon : 2W214 — **ravitaillement**, cuisines collectives : 2W188 — **ravitaillement**, denrées : 2W95, 2W96, 2W97 — **ravitaillement**, divers : 2W186 — **ravitaillement**, matériaux : 2W164 — **ravitaillement**, produits industriels : 2W109 — **ravitaillement**, produits pétroliers : 2W101 — **ravitaillement**, travailleurs de force : 2W218 — **Recensement**, célibataires de 18 à 50 ans : 2W153 — **Recensement**, Étampois morts pour la France : 2W9 — **Recensement**, hommes de 18 à 50 ans : 2W15, 2W153 — **Recensement**, main d'œuvre agricole : 2W99 — **Recensement**, ouvriers du bâtiment et des T.P. : 2W128 — **Recensement**, population de 14 à 20 ans : 2W108 — **Recensement**, prisonniers : 2W5 — **Recensement**, sapeurs-pompiers : 2W15 — **récoltes** : 2W12, 2W30, 2W110, 2W175 — **récoltes**, dommages : 2W82, 2W85, 2W86 — **récoltes**, garde : 2W12 — **récoltes** : 2W56, 2W194 à 196 — **reconstruction immobilière** : 2W21, 2W74, 2W152 —

**réfugiés** : 2W73, 2W134, 2W167, 2W180 et 181, 2W187 —  
**résistance** : 2W102 — **réquisitions**, artisans  
2W1, 2W11 — **réquisitions**, automobiles : 2W58 —  
**réquisitions**, betteraves industrielles : 2W226 — **réquisitions**,  
carburants : 2W61, 2W92 — **réquisitions**, céréales : 2W202,  
2W204, 2W206, 2W207, 2W208, 2W223, 2W224, 2W225 —  
**réquisitions**, chevaux : 2W198 — **réquisitions**, cuirs : 2W60  
— **réquisitions**, divers : 2W12, 2W57, 2W80, 2W81, 2W138,  
2W139, 2W141, 2W142, 2W143, 2W144, 2W145, 2W146,  
2W173, 2W175, 2W176, 2W190 — **réquisitions**, électricien  
2W136 — **réquisitions**, fourrages : 2W16 — **réquisitions**,  
gardes des voies de communication : 2W13, 2W28, 2W168 —  
**réquisitions**, gardes des voies ferrées et des récoltes : 2W12 —  
**réquisitions**, immeubles : 2W2, 2W71, 2W76 — **réquisitions**,  
laine : 2W98 — **réquisitions**, légumes secs : 2W225, 2W226  
— **réquisitions**, logements : 2W56, 2W77, 2W78, 2W79,  
2W165 — **réquisitions**, lubrifiants : 2W61 — **réquisitions**,  
maçons : 2W137 — **réquisitions**, matériel de cuisine : 2W66  
— **réquisitions**, matériel divers : 2W1, 2W11, 2W155 —  
**réquisitions**, menuisiers : 2W62, 2W64, 2W66 — **réquisitions**,  
meubles : 2W55 — **réquisitions**, oléagineux : 2W226 —  
**réquisitions**, ouvriers divers : 2W112, 2W113, 2W114,  
2W115, 2W116, 2W117, 2W118 — **réquisitions**, peinture et  
produits chimiques : 2W63 — **réquisitions**, pommes de terre :  
2W194, 2W195, 2W226 — **réquisitions**, ponts et chaussées :  
2W44 — **réquisitions**, quincaillerie : 2W69 — **réquisitions**,  
service urbain de garde : 2W13, 2W28 — **réquisitions**,  
tapissiers et décorateurs : 2W67 — **réquisitions**, viande de  
boucherie : 2W199, 2W200, 2W201 — **Rougemont** — 2W50.

**S**

**Saint-Gilles, place :** 2W33 — **Saint-Hilaire :** véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189 — **Saint-Mars, rue :** 2W50 — **salle des fêtes :** 2W33 — **sapeurs-pompiers :** 2W15, 2W29, 2W30, 2W31, 2W34, 2W35, 2W130 — **service civique rural :** 2W174 — **Service du Travail Obligatoire :** 2W12, 2W122, 2W128, 2W153, 2W156, 2W160 — **Souzy-la-Briche,** véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189 — **Stars and Stripes,** journal : 2W229 — **statistique générale :** 2W127 — **S.T.O. voir:** Service du Travail Obligatoire — **syndicat corporatif** des agriculteurs : 2W203 — **syndicat corporatif** des fruits et légumes : 2W220.

## T

**téléphone :** 2W188 — **textile :** 2W8, 2W191, 2W192, 2W193 — **tranchées :** 2W29, 2W32, 2W33, 2W46, 2W48, 2W50 — **travaux publics,** statistique des ouvriers : 2W128.

## V

**Vallée-Collin,** jardins ouvriers : 2W222 — **viandes :** 2W89, 2W95 — **Villeconin,** véhicules hippomobiles et chevaux : 2W189 — **voirie :** 2W163.

# Action municipale de Suzanne Vayne de 1945 à 1964 <sup>70</sup>

Clément Wingler



*À travers les registres de délibérations du Conseil municipal conservés aux Archives d'Étampes.*

---

<sup>70</sup> Cette note de synthèse a déjà été publiée en 2010 sur le site du *Corpus Étampois*.



## 1. CONSEILLÈRE MUNICIPALE PUIS ADJOINTE (1945-1956)

— **18 mai 1945.** Suzanne Vaynes est installée en tant que conseillère municipale, comme suite aux élections des 29 avril et 13 mai (AME, cote 1 D 1.51, p. 405).

— **14 juin 1945.** Elle intègre les commissions municipales suivantes : finances et budget; comité des fêtes et sports; ravitaillement; œuvres de l'enfance et crèche.

— **24 octobre 1947.** Elle est installée pour la seconde fois au conseil municipal, comme suite aux élections du 19 octobre, elle est élue de la « Liste d'Action républicaine et de défense des intérêts communaux », dirigée par Barthélémy Durand. Elle intègre les commissions suivantes : legs ; surveillance des écoles et ravitaillement; entraide sociale; œuvre de l'enfance et prisonniers (1 D 1.52, p. 257).

— **14 novembre 1947.** Elle est élue comme maire-adjoint supplémentaire, au premier tour de scrutin, par 14 voix sur 26.

— **11 février 1949.** En tant que maire-adjoint, Suzanne Vayne est membre de droit de toutes les commissions municipales (1 D 1.52, pp. 322-324).

— **7 mai 1953.** Elle est installée pour la troisième fois au conseil municipal, comme suite aux élections du 27 avril. Elle est élue premier maire-adjoint, au premier tour de scrutin, par 16 voix, contre 9 à Lucien Maffre et 2 à François Quilici. Suzanne Vayne participe de droit à toutes les commissions municipales (1 D 1.53, pp. 322-325).

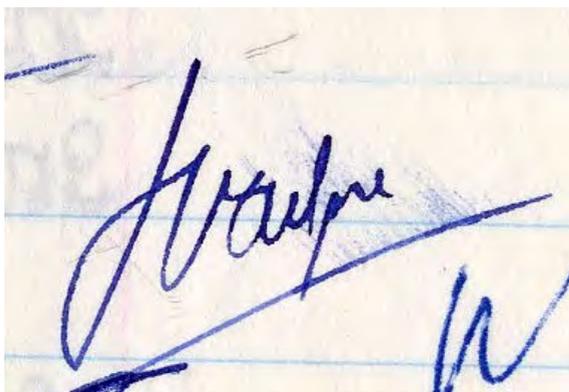
— **20 novembre 1953.** Suzanne Vayne préside pour la première fois la séance du conseil municipal, en l'absence du maire Barthélémy Durand. Elle défend le programme de construction de maisons à loyer réduit à Guinette, et fait voter un budget de 3 500 000 francs pour les aménagements et fondations spéciales rendus nécessaires par l'état du sol touché par les bombardements aériens. Elle est autorisée, par le conseil, à signer les avenants pour les travaux de construction de la caserne des pompiers (adjudés le 15 décembre 1950), et à commander le nouveau matériel de lutte contre l'incendie (1 D 1.53, pp. 370-374).

— **11 décembre 1953.** Suzanne Vayne préside la séance du conseil municipal (1 D 1.53, p. 392).

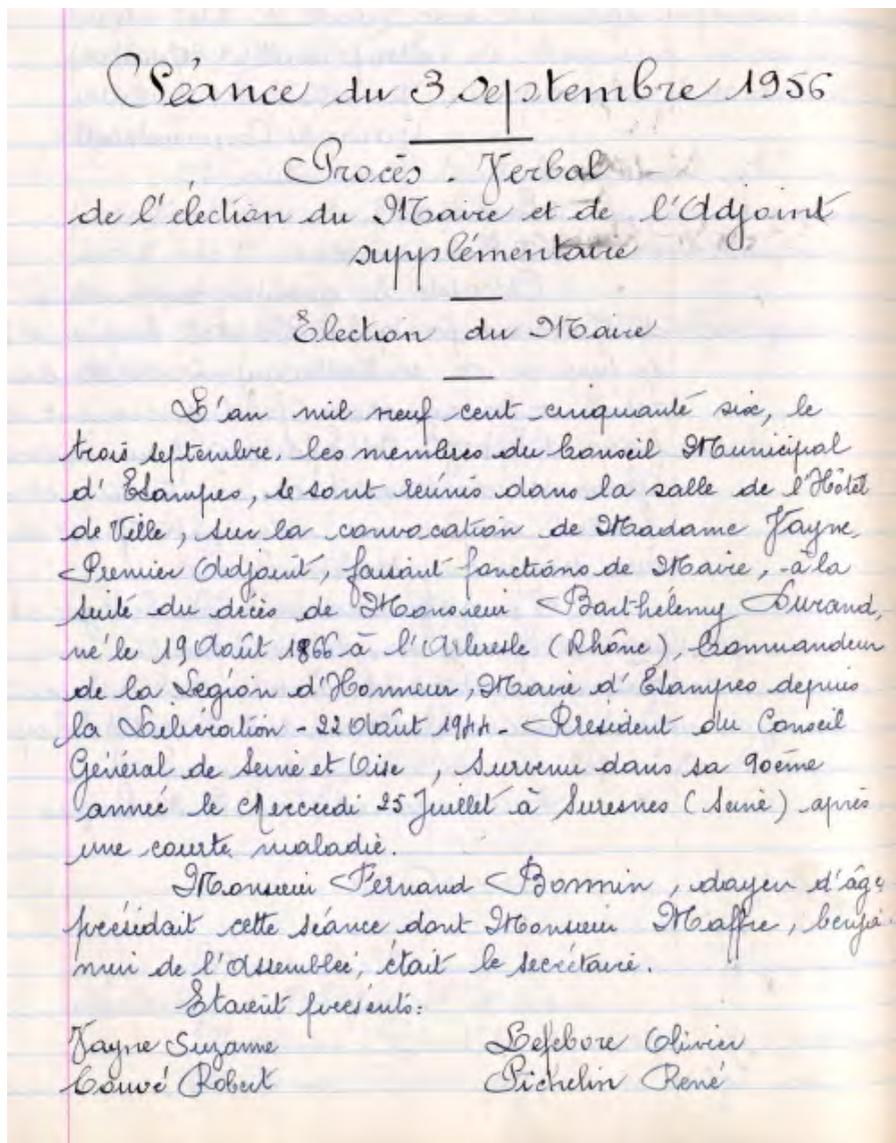
— **29 décembre 1953.** Suzanne Vayne préside la séance du conseil municipal. Elle défend le compte administratif de l'exercice de 1952 (1 D 1.53, p. 399).

— **2 juillet 1956.** Suzanne Vayne préside la séance du conseil municipal (1 D 1.54, p. 238).

— **6 juillet 1956.** Suzanne Vayne préside la séance du conseil municipal.

A close-up photograph of a handwritten signature in blue ink on a piece of lined paper. The signature is written in a cursive, flowing style and appears to be 'Suzanne Vayne'. The paper has horizontal blue lines, and the ink is a vibrant blue color.

## 2. MAIRE D'ÉTAMPES POUR LA 1<sup>ère</sup> FOIS (1956-1959)



— 3 septembre 1956. Comme suite au décès de Barthélémy Durand, survenu le 25 juillet, le conseil municipal procède à

l'élection d'un nouveau maire. Berthe-Suzanne Vayne est élue au premier tour de scrutin, par 15 voix, contre 9 à Lucien Maffre, 2 à François Quilici et 1 à Robert Couvé). Jean Laloyeau est élu premier adjoint (1 D 1.54, p. 254).

— **11 janvier 1957.** Avis favorable donné à l'aliénation par l'hôpital-hospice d'Etampes, au profit du département de Seine-et-Oise, d'un terrain de 7 ha situé au « Gibet », pour l'installation d'un hôpital psychiatrique (décision approuvée, le 22 janvier 1957, par le sous-préfet de Rambouillet); décision de travaux supplémentaires pour la reconstruction de l'école des garçons du Centre (dont les travaux initiaux avaient été décidés le 21 décembre 1955, selon les plans de Guy Barbé ; elle reçoit le nom d'école Louis-Moreau en 1966); choix des architectes Guy Barbé (de Paris) et Marcel Pourlier (d'Etampes), pour le projet de reconstruction du groupe scolaire maternelles et filles du « Centre », boulevard Berchère (auj. école Marie-Curie, inaugurée en 1965) ; choix des architectes Guy Barbé et André Chatelain pour la construction de la maternelle de Saint-Pierre, avenue du Bourgneuf (inaugurée en 1965); choix des architectes Pol Abraham et Martin pour la construction du groupe scolaire maternelles et filles du « Port » ; demande de réouverture du bureau de poste auxiliaire du quartier Saint-Martin, détruit par faits de guerre ; décision du jumelage avec la ville anglaise de Banstead (Surrey) (1 D 1.54, pp. 280-281).

— **15 mars 1957.** Acquisition de terrains dans la propriété « La Feuilleraie », pour la construction du groupe scolaire filles du « Centre » (Marie-Curie); signature du contrat d'exécution, par la société Pardoux, des travaux d'assainissement pour la construction du groupe scolaire « Le Port »; acquisition de terrains complémentaires au faubourg Evezard, pour ladite école ; choix de l'architecte Marcel Pourlier, pour l'aménagement du stand de tir, de vestiaires et de douches au

stade du Filoir; signature du marché avec la S.E.L.F., pour l'électrification des écarts de Vaujouan, Valnay et Pierrefitte (1 D 1.54, p. 303).

— **16 avril 1957.** Adoption du projet d'aménée d'eau dans les écarts de Villesauvage, Bois-Regnault, La Malmaison, Guignonville et Champdoux; aliénation de terrains sur les pentes de Guinette, au profit de la société HLM Emmaüs (1 D 1.54, p. 328).

— **7 juin 1957.** Accord au projet d'aménagement de la place du Général-Leclerc; acquisition des anciennes emprises de la gare du C.G.B., place du Jeu-de-Paume (confirmée le 8 juillet 1959) (1 D 1.54, p. 346).

— **8 janvier 1958.** Choix des architectes Guy Barbé et André Chatelain, pour la construction des nouvelles classes et des préaux de l'école garçons des « Prés »; création, au collège, d'un cours d'apprentissage féminin et d'une école technique d'apprentissage pour garçons (1 D 1.54, p. 393).

— **4 juin 1958.** Création du syndicat intercommunal pour l'assainissement des communes d'Etampes et de Morigny-Champigny; création du Syndicat des communes pour l'entretien de la Juine et de ses affluents; acquisition de terrains complémentaires, boulevard Berchère, pour la construction du groupe scolaire maternelles et filles (Marie-Curie); classement dans la voirie urbaine de la voie privée du parc du Moulin-Chamois (1 D 1.55, pp. 26-40).

— **24 octobre 1958.** Cession gratuite de terrains, avenue de Bonnevaux, pour la construction des HLM Emmaüs (1 D 1.55, p. 83).

— **19 décembre 1958.** Choix de l'architecte Raymond Borel, pour la reconstruction de l'aile gauche de la salle des fêtes (auj. Conservatoire de Musique – le décompte définitif des travaux intervient le 15 juillet 1960) (1 D 1.55, p. 112 et p. 317).

— **27 février 1959.** Vote d'un emprunt de neuf millions, pour la création de l'avenue du lycée de Guinette ; marché avec le sculpteur Pierre Léauté et les établissements Durenne et Val d'Osne, fondateurs d'art, pour l'érection du monument à la mémoire des victimes civiles de la guerre (statue « La Liberté », inaugurée le 11 juin 1966, installée depuis 1988 square de la Libération) (1 D 1.55, p. 146).

### **3. MAIRE D'ÉTAMPES POUR LA 2<sup>e</sup> FOIS (1959-1964)**

— **22 mars 1959.** Installation du conseil municipal, comme suite aux élections des 8 et 15 mars. Berthe-Suzanne Vayne est réélue maire au premier tour de scrutin, par 17 voix, contre 9 à Suzanne Rivet et 1 à Jean Laloyeau. Robert Couvé est élu premier adjoint (1 D 1.55, p. 154).

— **15 mai 1959.** Avenant aux travaux supplémentaires de construction du groupe scolaire du « Port » ; décision d'aliéner le terrain à l'angle de la rue Lenicolaïs et de la rue Saint-Jacques, en faveur de l'implantation de la Caisse de Sécurité Sociale (1 D 1.55, p. 171).

— **8 juillet 1959.** Choix du sculpteur André Deluol, pour la décoration du groupe scolaire du « Port » ; décision de reconstruction de la station de pompage, de stérilisation et de

refoulement des eaux potables du Moulin à Tan (1 D 1.55, p. 194).

— **27 novembre 1959.** Subvention de 316 406 francs, pour l'aménagement d'un centre de PMI, rue Magne (dont la construction a été décidée, le 15 mars 1957, par la Caisse régionale de Sécurité Sociale de Paris et la Caisse primaire centrale de Sécurité Sociale); adoption de travaux de restauration (serrurerie et vitrerie) à l'église Saint-Gilles; participation communale à la réfection de la flèche de la collégiale Notre-Dame (1 D 1.55, p. 234).

— **15 décembre 1959.** Décision d'aménager la cour des voyageurs de la gare SNCF (1 D 1.55, p. 255).

— **15 juillet 1960.** Acquisition de terrains, route de Brières, pour le stationnement des marchands forains et nomades (1 D 1.55, p. 324).

— **4 novembre 1960.** Achèvement des travaux du square de la Libération (1 D 1.55, p. 338).

— **24 février 1961.** Lancement de l'étude (confiée au service des Ponts-et-Chaussées) de construction de l'avenue du lycée de Guinette (auj. avenue Geoffroy-Saint-Hilaire); lancement de la première tranche de travaux du groupe scolaire filles du Centre (école Marie-Curie); marché de gré à gré avec la société Veuve Levanneur et fils, pour la construction de tennis au pont de Pierre (1 D 1.55, p. 367 et 370).

— **30 mai 1961.** Acquisition de terrains aux « Ouches Saint-Martin », pour l'implantation d'habitations collectives; aménagement du terre-plein de l'église Saint-Gilles; participation communale aux travaux de restauration du pignon

et du chevet de l'église Saint-Basile ; dénomination de la rue Pierre-Audemard (1 D 1.55, pp. 385-393).

— **12 juillet 1961.** Lancement de l'étude de prolongement de l'avenue de la Libération (1 D 1.55, p. 412).

— **28 décembre 1961.** Acquisition de terrains pour la construction du groupe scolaire garçons des « Prés » (1 D 1.55, p. 433).

— **19 avril 1962.** Décision de construction du château d'eau de Guinette; décision d'extension du cimetière Saint-Martin nouveau ; décision de construction d'une cantine scolaire (1 D 1.55, pp. 456-485).

— **12 juillet 1962.** Projet de création d'une zone industrielle à Etampes/Brières-les-Scellés ; décision de construction d'un groupe scolaire mixte pour le quartier de Guinette ; approbation du projet d'école pour garçons des « Prés » (1 D 1.55, pp. 494-499).

— **30 décembre 1962.** Adjudication des travaux de construction de l'école maternelle du Bourgneuf (Pauline-Kergomard) et du groupe scolaire des filles du « Centre » (Marie-Curie) ; acquisition de la maison dite d'Anne-de-Pisseleu, pour l'installation de la bibliothèque, du musée et du syndicat d'initiative (1 D 1.56, pp. 10-12).

— **27 juin 1963.** Approbation du projet de construction de l'avenue du lycée (avenue Geoffroy-Saint-Hilaire, le lycée ouvrant à la rentrée 1963) et marché de gré à gré avec l'entreprise Parachini, pour la première tranche des travaux ; marché de gré à gré pour la construction des groupes scolaires du Centre et du Bourgneuf (Marie-Curie et Pauline-

Kergomard) ; classement de la rue des Barricades dans la voirie communale (1 D 1.56, pp. 77, 79 et 100).

— **5 juillet 1963.** Participation communale à la restauration du bas-côté nord du chœur de la collégiale Notre-Dame (1 D 1.56, p. 110).

— **6 septembre 1963.** Décision de restaurer le tableau de « L'Assomption », de Michel Corneille, église Saint-Basile (1 D 1.56, p. 142).

— **12 décembre 1963.** Marché de gré à gré pour l'éclairage de la route de Brières ; approbation de l'avant-projet de l'aménagement de tennis au pont de Pierre; approbation du plan d'installations sportives dans les groupes scolaires (1 D 1.56, pp. 175-177).

— **20 février 1964.** Approbation des plans d'extension et des devis d'extension du collège (collège Etienne-Geoffroy-Saint-Hilaire, devenu collège Jean-Etienne Guettard, en 1988) (1 D 1.56, p. 225).

— **10 juillet 1964.** Approbation du plan d'aménagement de l'hôtel dit d'Anne-de-Pisseleu (1 D 1.56, p. 270).



# MANDATS MUNICIPAUX DE GABRIEL BARRIÈRE

## DOSSIER DE SYNTHÈSE DES ARCHIVES MUNICIPALES <sup>71</sup>

Clément Wingler



---

<sup>71</sup> Cette note de synthèse a déjà été publiée en 2008 sur le site du *Corpus Étampois*.

## 1. LE 1<sup>er</sup> MANDAT DE GABRIEL BARRIÈRE (1965 – 1971)

*77e Maire connu de l'histoire d'Étampes.*

**28 mars 1965** : installation du conseil municipal et élection du Maire (suite aux élections municipales des 14 et 21 mars). Gabriel Barrière est élu par 22 voix contre 4 voix à Suzanne Rivet et 1 voix à Louis Pons.

Dans son premier discours en tant que Maire, le Dr. Barrière met l'accent sur « *l'éventail complet des opinions politiques autour de cette table. Je juge que cela est excellent, car une assemblée municipale doit être en réduction comme la chambre des députés, afin que tous les avis puissent se faire entendre. Je ne doute pas que nous soyons immédiatement d'accord sur la grande majorité des sujets et que nous nous mettions rapidement et facilement d'accord sur les autres.* » (*Registre des délibérations* 1.D.1.56, p. 346). Louis Pons devient premier adjoint (par 21 voix).

Les efforts municipaux s'orientent dans trois directions :

- la création d'emplois à travers l'aménagement d'une Zone industrielle ;
- une extension importante, mais rationnelle, de la ville ;
- l'implantation d'un parc naturel avec pièce d'eau pour les loisirs

## Urbanisme

1966 : mise en place du premier plan d'urbanisme selon trois axes de constructions : logements; lieux d'emplois; équipements collectifs.

**Ville basse** : projet de doublement de la RN 20 entre Juine et rivière d'Étampes; projet de contournement de la RN191 (par Coquerive). Canalisation du quartier de Saint-Martin (1150 mètres); déviation de la rivière à Coquerive pour le prolongement de la RN191 (1967).

— 1968 : aménagements de parkings boulevard Henri-IV, au Bourgneuf et à l'école Pauline-Kergomar ; implantation de trois premiers feux de signalisation urbaine ; réaménagement des abords du théâtre ; aménagement du parking de la PMI ; assainissement des égouts de l'abattoir.

— 1969 : élargissement de la rue au Comte, des allées de la Victoire, et de la rue de la Roche plate ; démolition de l'ancienne gare du Jeu de Paume.

— 1970 : achèvement du percement de l'avenue de la Libération; démolition du moulin Sablon; aménagement du rond-point de la Victoire; aménagement du parking du Port.

— 1971 : lancement de la construction de 123 logements aux Ouches Saint-Martin.

**Ville haute** : projet d'achèvement construction du lycée et de la poursuite construction HLM de manière à obtenir 6000 à 7000 logements pour 22000 à 27000 personnes. Projet de zone d'activités le long de la route de Dourdan. Création de la ZAC de Guinette (25 octobre 1966).

— Construction de 732 logements à Guinette et à la Croix de Vernailles (livrés entre octobre 1968 et octobre 1969).

— Percement du boulevard de Montfaucon (inauguré le 22 avril 1968) ; aménagement de la route de la Croix-de-Vernailles (1968).

— 1970-1971 : reconstruction du pont Saint-Jean.

**Transports:** 1967 : mise en place de cars urbains.

### **Bâtiments et espaces verts**

— 1966 (avril) : éclairage de la piscine du pont Saint-Jean; construction du gymnase de l'école Marie-Curie, aménagement du square de l'hôtel Anne-de-Pisseleu ; réouverture du collège de la rue Saint-Antoine (septembre 1966 – 145 élèves – il reçoit le nom de « Guettard » en 1968); création réfectoire école André-Buvat (septembre).

— 1967 : construction de l'école des Prés (achevée en octobre) ; développement du stade du Filoir (piste de course à pied, sautoir) ; construction de la salle « Saint-Antoine » (janvier 1967); construction de la chapelle Saint-Jean Baptiste (avenue des Meuniers, bénie le 14 mars) ; aménagement de la station intercommunale d'épuration d'Etampes-Brières-Morigny.

— 1968 : rénovation des locaux municipaux de la rue Saint-Mars et création d'un parking adjacent ; restauration des abattoirs; restauration de l'hôtel Anne-de-Pisseleu.

— Entre 1965 et 1968 : construction des écoles Marie-Curie, Gaston-Ramon et Pauline-Kergomar.

— 1969 : construction de la Maison des syndicats.

— 1970 : construction de gymnase de l'avenue de Bonnevaux; construction du groupe Jean-de-La Fontaine; restauration de la Tour de Guinette; construction du « préfabriqué » de la mairie; extension du groupe Louis-Moreau.

### **Z.A.C.**

— 1967 : accord de principe sur la création du district Brières-Etampes-Morigny (autorisé le 29 mai, mis en place le 5 octobre, validé le 8 octobre). Déplacement des établissements Lory (fonderie) et Laloyeau en zone d'activités hors les murs de la ville. Avant-projet de Base de loisirs (plan adopté en 1970).

— 1971 : construction de l'usine d'incinération des ordures ménagères (route de Brières)

**Administrations et établissements publics** (autres que municipaux)

Par décret du 2 juin 1966, Étampes retrouve le statut de sous-préfecture (perdu le 10 septembre 1926), dans la cadre de la création de l'arrondissement d'Étampes du nouveau département de l'Essonne.

— 1966 : la façade de la gare d'Étampes et ses espaces d'accueil du public sont restructurés.

— 1967 : implantation d'un réémetteur de télévision au-dessus de l'ancien stade du pont de Pierre (effectif en janvier 1968).

— 1968 (15 juin) : inauguration du nouveau bloc chirurgical de l'hôpital.

## **Vie économique et sociale**

— 1966 : implantation d'un marché hebdomadaire sur le plateau de Guinette ; concession du service des Eaux (Lyonnaise des Eaux).

— 1968 : création du Centre médico-psychopédagogique ; installation d'un Club des jeunes à Guinette.

— 1969 : création de la Maison de l'enseignement ; ouverture du Centre d'orientation professionnelle.

— 1970 : création du Centre aéré de Valnay ; mise en place de la crèche à domicile.

**Agriculture** : en 1967, Étampes compte 33 exploitations pour 2800 hectares cultivés; 22 exploitations maraîchères occupent 31 hectares.

**Administration communale** : 1966: achat d'une machine comptable (mécanique) ; développement des services techniques (92 agents en mars 1968).

### **Fêtes et cérémonies:**

— 1966 (11 juin) : inauguration de la statue de la Liberté, 22 ans après le bombardement d'Étampes (sculpture de Pierre Léauté — implantée le long de la N20, à Morigny, elle sera déplacée en 1988 square de la Libération) ; mise en place d'un concours d'éclairage de vitrines (fêtes de fin d'année).

— 1967 : fête équestre.

— 1968 : entrée dans le cycle de conférences « Connaissance du Monde ».

— 1969 : premier Festival de musique d'Étampes.

## **2. LE 2<sup>nd</sup> MANDAT DE GABRIEL BARRIÈRE (1971 – 1977)**

**28 mars 1971** : élection de Gabriel Barrière par 18 voix (contre Suzanne Rivet, 8 voix, et Georges Albert, 1 voix). Georges Albert devient 1<sup>er</sup> adjoint.

**1972** : Villeneuve-sur-Auvers, Ormoy-la-Rivière et Saint-Hilaire demandent à adhérer au District d'Étampes.

**24 juin 1975** : Gabriel Barrière est élu Président du District d'Étampes (Jean Coulombel étant 1<sup>er</sup> Vice-Président) qui rassemble cinq communes : Saint-Hilaire, Étampes, Brières-les-Scellés, Morigny-Champigny et Ormoy-la-Rivière.

### **Urbanisme**

#### **Ville basse**

— 1971 : canalisation de la rue de Saclas ; aménagement de la place du Jeu de Paume et de l'avenue de Paris ; réfection de la rue de la République.

— 1972 : mise en état des abords du gymnase René-Jouanny ; percement de la partie haute de l'avenue de la Libération ; construction des Emmaüs Saint-Michel ; aménagement du carrefour du boulevard Pasteur ; éclairage « à l'ancienne » de la place de l'Hôtel-de-Ville ; reconstruction du pont Quesnau.

— 1975 : réfection de la rue des Belles-Croix.

— 1976 : acquisition et destruction de la prison ; aménagement de 80 studios boulevard Berchère ; ouverture de

la rue de la République sur la Base de loisirs ; dégagement de l'entrée de la rue des Barricades ; plantations de l'avenue de Paris et de la place de l'Ouche.

### **Ville haute**

— 1973 : achat, par la Ville, de 27 hectares de terrain pour l'urbanisation de Guinette.

— 1974 : aménagement du coteau de Guinette par la suppression progressive des pavillons de la Cité, d'où extension du parc de la Tour et début de construction des 71 pavillons des Glycines.

— 1975 : construction (en deux ans) de 430 logements à Guinette.

— 1976 : aménagement de terrains de jeu et de sport pour les jeunes des quartiers de Guinette et de la Croix de Vernailles ; début de la construction du groupe scolaire « II » sur la ZAC de Guinette ; aménagement du quartier des Glycines.

— 1976-1977 : construction du gymnase de Guinette ; début de l'aménagement de l'ensemble immobilier et du parking souterrain de la future place Gaston Coûté.

### **Bâtiments et espaces verts**

— 1966-1971 : restauration des façades de l'église Saint-Basile, faisant suite aux travaux de couverture ; restauration de la toiture d'Anne-de-Pisseleu.

— 1972 : restauration de l'escalier d'honneur de la Mairie ; construction de la tribune du stade du Filoir ; construction de la piscine Charles-Haury.

— 1973 : construction du COSEC ; finalisation du projet de salle des fêtes.

— 1975 (10 mai) : inauguration de la Salle des fêtes de l'avenue de Bonnevaux ; aménagement du square du Moulin Sablon ; éclairage « à l'ancienne » de la place Saint-Gilles.

— 1976 : aménagement de la Maison des Sports à côté du gymnase municipal ; construction de la Résidence pour Personnes âgées, boulevard Berchère (75 appartements livrés en 1977) ; construction de la Maison des syndicats (rue André Gautier) ; construction des hangars des Services techniques (rue de l'Égalité) ; construction d'un immeuble de résidence pour les sapeurs pompiers ; construction du Centre régional d'information et d'orientation professionnel (promenade des Prés).

**Administrations et établissements publics** (autres que municipaux)

— 1971 : création d'un C.E.T. au lycée ; achèvement de la nouvelle caserne des pompiers ; réfection du collège Guettard.

— 1972 : restructuration de la façade de la Gare.

— 1973 : première phase de construction du Lycée technique.  
1973 : construction du central téléphonique (auj. France Telecom, rue Louis-Moreau) (inauguré le 10 janvier 1974).

— 1974 : ouverture du Collège Technique Louis-Blériot (inauguré le 31 mai 1975) et du Collège Marcel-Pagnol de Guinette (996 élèves).

— 1976 : construction (District) de la nouvelle Station d'épuration des eaux.

## **Vie économique et sociale**

— 1971 : création de l'externat médico-pédagogique « La Feuilleraie » ; construction du foyer Sonacotra et du Foyer des travailleurs migrants (dans la ZAC).

— 1972 : création du Centre de Loisirs ; inauguration officielle de l'usine d'incinération des ordures ménagères (14 avril 1972).

— 1973 : finalisation du projet de Base de loisirs (le dossier de première tranche de réalisation des travaux est approuvé le 22 février 1974).

— 1975 : installation de Fiat-Someca (futur Fiatagri / New Holland) dans la Zone d'activités (Zone Industrielle Districale des Rochettes, pour laquelle 27870 m<sup>2</sup> ont été vendus l'année précédente) ; 13 août : désignation de l'entreprise Parachini pour les travaux de terrassements de la Base de loisirs (pièce d'eau de 15000 mètres carrés ; cafétéria ; moulin à vent de la Beauce).

— 1976 : la Gare d'Étampes est desservie par un service de cars, à l'initiative de la Ville ; 14 février : inauguration du Centre aéré de Valnay ; construction du Foyer de Jeunes Travailleurs de Saint-Gilles (actuel ensemble CCAS/Cantine municipale de la rue du Coq).

## Fêtes et cérémonies

— 1972 : inventaire général des monuments historiques et richesses artistiques du canton d'Étampes ; célébrations du bicentenaire de la naissance d'Étienne Geoffroy-Saint-Hilaire.

— 1973 : création d'une Commission municipale mixte chargée « d'établir une liste d'éléments architecturaux dont les propriétaires devraient être avertis de l'intérêt qui s'attache à leur conservation et (...) à leur mise en valeur » (la commission remet un premier rapport le 5 octobre 1973, aux termes duquel le conseil municipal décide de subventionner l'éventuelle et souhaitée réfection de façades des immeubles concernés).

— 1975 : création d'un prix municipal annuel destiné à encourager les études historiques sur Étampes ; 17 décembre : accueil d'enfants d'Étampes au Noël de l'Élysée (par le Président Giscard d'Estaing) ; création de l'Atelier municipal de dessin.

— 1976 : tirage de la Loterie nationale à la Salle des fêtes ; réception de Jean Gabin et de Jean-Claude Brialy à l'occasion du tournage de *L'Année sainte* ; réception de Lino Ventura et de Patrick Dewaere à l'occasion du tournage d'*Adieu poulet*.

Clément Wingler,  
directeur des Archives Municipales d'Étampes,  
juin 2008

# MANDATS MUNICIPAUX DE GÉRARD LEFRANC

## DOSSIER DE SYNTHÈSE DES ARCHIVES MUNICIPALES <sup>72</sup>

Clément Wingler



---

<sup>72</sup> Cette note de synthèse a déjà été publiée en 2008 sur le site du *Corpus Étampois*.

## 1. LE 1<sup>er</sup> MANDAT DE GÉRARD LEFRANC (1977 – 1983)

*78e Maire connu de l'histoire d'Étampes.*

**27 mars 1977** : installation du conseil municipal et élection du Maire (suite aux élections municipales des 13 et 20 mars). Gérard Lefranc est élu par 24 voix sur 27 suffrages exprimés (aucun autre candidat ne s'étant présenté).

Dans son premier discours en tant que Maire, Gérard Lefranc met l'accent sur « une conclusion essentielle pour notre action quotidienne. Notre Mairie, nous la voulons, nous la ferons la maison commune à tous les Étampois sans la moindre exception. (...). Avec l'égalité, la fraternité, nous faisons de la liberté notre boussole et la clef de toute action. (...). L'important aujourd'hui, c'est d'élargir le dialogue, de se faire respectivement confiance. » (*Registre des délibérations* 1.D.1.64, p. 10). Suzanne Rivet devient premier adjoint (par 24 voix).

Les efforts municipaux s'orientent dans trois directions :— la satisfaction des besoins des familles aux ressources modestes ;  
— l'accès au logement pour les jeunes ménages tout en sauvegardant la qualité de l'environnement ;  
— l'information par un journal mensuel et l'ouverture des commissions municipales aux forces vives de la cité.

**19 septembre 1977** : Étampes se retire du District.

**1978** : création, après la dissolution du District, d'un syndicat intercommunal d'assainissement et d'un syndicat de Zone industrielle.

# Urbanisme

## Ville basse

— 1977 : réfection de l'avenue de Dourdan.

— 1979 : aménagement du parking de la gare Saint-Martin.

— 1981 : aménagement de la rue de la Juiverie (qui devient piétonne), de la route de Pithiviers, du boulevard Saint-Michel et de l'échangeur de Bonnevaux ; mise en place de feux tricolores avenue de Dourdan ; démolition de la maison du chef de gare pour l'agrandissement du parking ; réfection de la rue Magne.

— 1981 : aménagement routier de la connexion RN20-avenue de Bonnevaux.

— 1982 : réfection de la rue des Barricades.

— 1983 : aménagement du carrefour RN191 – rue Evezard.

## Ville haute

— 1979 : construction de 161 logements locatifs dans la ZAC du Plateau de Guinette.

— 1981-1982 : réalisation de l'avenue des Meuniers ; extension à Guinette et à la Croix de Vernailles du réseau de transports urbains.

— 1982 : livraison de 240 logements HLM à Guinette.

## **Bâtiments et espaces verts**

— 1977 : acquisition de la Caisse d'Épargne (hôtel Diane-de-Poitiers) ; inauguration du complexe sportif Michel-Poirier (17 décembre 1977).

— 1978 : installation de la Bibliothèque municipale à l'hôtel Diane-de-Poitiers.

— 1979 : construction de la Cuisine centrale ; aménagement de 10000 mètres carrés d'espaces verts à Guinette ; espace vert de 2000 mètres carrés aux Ouches.

— 1980 : (janvier) ouverture de l'école Saint-Martin et de son centre de loisirs ; 4 octobre : ouverture de l'école Louise-Michel.

— 1981 (19 décembre) : ouverture de la section enfantine de la Bibliothèque municipale ; aménagement de la piste cyclable ; réaménagement du Conservatoire de musique ; création du Centre d'accueil du château de Valnay ; ouverture de la Cuisine centrale (17 octobre) ; réfection de la piscine Charles-Haury ; réaménagement du site des Portereaux.

— 1982 : construction de la Maison des associations (boulevard Saint-Michel).

— 1983 : construction de la Maison de quartier de Guinette (450 mètres carrés).

**Administrations et établissements publics** (autres que municipaux)

— 1977 : aménagement de passerelles SNCF pour l'accès à la ville haute.

— 1978 (2 juillet) : ouverture au public de la Base de plein air et de loisirs (sur le principe de la gratuité).

— 1981 (13 novembre) : décision officielle de création d'un nouveau Centre hospitalier; réfection du collège Guettard (toitures, sanitaires, cloisons des salles) ; ravalement de la caserne des pompiers.

— 1982 : aménagement du parking et des locaux administratifs de la Base de loisirs.

— 1982-1983 : creusement du second bassin de la Base de loisirs (trois hectares).

## **Vie économique et sociale**

— 1977 : construction d'un supermarché boulevard Saint-Michel ; restauration scolaire étendue à chaque école maternelle.

— 1978 (1<sup>er</sup> juin) : ouverture de la Crèche familiale.

— 1979 (octobre) : ouverture de Cinétampes (salle classée art et essai le 6 janvier 1981) ; création du Conseil de prud'hommes.

— 1980 : création de la consultation juridique gratuite.

— 1981 (1<sup>er</sup> octobre) : gratuité des transports urbains municipaux (deux lignes).

— 1982 (mai) : ouverture du Centre de Planification et d'Éducation familiale (rue Magne) ; constitution du Comité local pour l'emploi.

— 1983 : ouverture de l'hypermarché Carrefour (permis de construire délivré le 22 avril 1982).

### **Administration communale**

— 1978 : restructuration des bureaux de l'Hôtel-de-Ville.

— 1982 (15 janvier) : signature du contrat de solidarité Ville-État pour les 350 agents communaux.

### **Fêtes et vie culturelle**

— 1978 : premier Forum des associations.

— 1979 : grande exposition d'œuvres de Jean Lurçat (qui donne son nom à la Salle des fêtes) ; aménagement de la cabine de projection au théâtre.

## **2. LE 2<sup>nd</sup> MANDAT DE GÉRARD LEFRANC (1983 – 1989)**

**13 mars 1983** : installation du conseil municipal et élection du Maire (suite aux élections municipales du 6 mars). Gérard Lefranc est élu par 24 voix sur 24 suffrages exprimés (aucun autre candidat ne s'étant présenté). (*Registre des délibérations* 1.D.1.67, p. 26). Suzanne Rivet devient premier adjoint (par 24 voix).

**6 février 1984** : installation de la Délégation spéciale par arrêté du Commissaire de la République de l'Essonne. Elle est

composée de trois membres : Jacques Bourgeois (Président), Gérard Flizot (Vice-Président), Jean-François Hirsch.

**10 mars 1984** : élection du Maire. Gérard Lefranc est élu par 25 voix sur 32 suffrages exprimés (aucun autre candidat ne s'étant présenté). (*Registre des délibérations* 1.D.1.67, p. 26). Suzanne Rivet devient premier adjoint (par 25 voix, contre 7 voix à Marcel Cado).

## Urbanisme

### Ville basse

— 1983 : achèvement des tennis du Pont de Pierre.

— 1985 : introduction du stationnement payant ; (23 novembre) inauguration de la nouvelle place de la Gare.

— 1986 : installation de deux kilomètres de tout-à-l'égout quartiers Saint-Martin et Saint-Pierre ;réfection du pont Saint-Jean.

— 1988 : transfert avenue de la Libération de la statue de l'homme libérant ses chaînes ; réaménagement du rond-point du Petit-Caporal ; aménagement de 123 logements au Moulin-à-Peaux ; aménagement de la déviation du CD 49 (en vue de la desserte pour le nouvel hôpital) ; mise en place du muret central de la RN 20 ; réfection du parking Berchère.

### Ville haute

— 1983 : achèvement du stade omnisports de Guinette.

— 1985 : réintroduction du marché de Guinette et aménagement de l'aire de jeux du quartier.

— 1986 : mise en place du plan de jalonnement de Guinette (signalétique urbaine).

— 1987 : rénovation de 700 logements à Guinette (et 250 à la vallée Collin).

— 1988 : réhabilitation de la Cité d'urgence du Petit Saint-Mars.

### **Bâtiments et espaces verts**

— 1983 : ouverture de la Maison des Associations.

— 1985-1986 : réfection de la Bibliothèque municipale (ouverture au public le 23 septembre 1986).

— 1987 : rénovation de la Salle des fêtes; ouverture de l'annexe de la Mairie (Guinette); ouverture de l'école maternelle de la vallée Collin (Simone-de-Beauvoir).

— 1988-1989 : extension de la promenade des Portereaux jusqu'à la rue de Saclas.

— 1988 (15 janvier) : ouverture de la Maison de retraite du Petit Saint-Mars; restauration du portail de la collégiale Notre-Dame.

**Administrations et établissements publics** (autres que municipaux)

— 1983 : rénovation du CES Guettard ; construction de préfabriqué au CES Marie-Curie ; 8 juin : la Ville d'Étampes est évincée de la Base de loisirs.

— 1985 : lancement de la deuxième tranche de construction du nouvel hôpital ; agrandissement du LEP Blériot ; ravalement du collège Guettard (bâtiments rue Brossard) ; réfection de la baignade de la Base de loisirs.

— 1986 : création d'une section d'enseignement industriel long au lycée Geoffroy-Saint-Hilaire ; création du toboggan de la Base de loisirs.

— 1987 : ouverture de l'annexe PTT de Guinette.

— 1989 : construction de la gendarmerie ; achèvement de la première tranche de construction de la maison de retraite du Petit Saint-Mars.

## **Vie économique et sociale**

— 1983 : installation d'un écrivain public ; 6 septembre : ouverture de l'hypermarché Carrefour ; création de l'Office municipal des sports et d'une École municipale de natation.

— 1984 (novembre) : ouverture de Jardiland.

— 1985 : introduction du « micro-ordinateur » dans les écoles primaires ; 12 septembre : ouverture du magasin Marionnaud ; Étampes est desservie par des rames SNCF à deux étages.

— 1987 : le Bureau d'aide sociale prend le nom de CCAS.

— 1988 (24 juillet) : passage du Tour de France à Étampes ; décembre : ouverture du Franprix de la rue Sainte-Croix.

— 1989 : ouverture de l'hôtel-restaurant de l'avenue de Coquerive.

### **Administration communale**

— 1983 : installation du service jeunesse au Castel Matho; achat des établissements Clipet, rue Reverseleux (actuellement STM).

— 1985 : dépôt temporaire des archives municipales aux Archives départementales.

— 1986 : création du service de l'urbanisme.

— 1988 : construction de la nouvelle serre de Valnay.

### **Fêtes et vie culturelle**

— 1985 : l'École de musique est agréée par l'État.

— 1986 : réfection des vitraux de l'église Saint-Martin.

— 1987 : festival de la bande dessinée.

— 1988 : grande exposition sur le résultat des fouilles archéologiques (entre Tribunal et boulevard Berchère).

### **3. LE 3<sup>e</sup> MANDAT DE GÉRARD LEFRANC (1989 – 1995)**

**19 mars 1989** : installation du conseil municipal et élection du Maire (suite aux élections municipales du 12 mars). Gérard Lefranc est élu par 25 voix contre 8 voix à Paul Fenoll. (*Registre des délibérations* 1.D.1.74, p. 137). Suzanne Rivet devient premier adjoint (par 25 voix contre 8 voix à Marcel Cado).

## **Urbanisme**

### **Ville basse**

— 1989 : élargissement de la RN 20 au Rougemont.

— 1990 : la nouvelle voie desservant l'hôpital devient avenue Charles-de-Gaulle ; mise en double sens de la rue Louis-Moreau entre le carrefour du Petit Caporal et l'église Saint-Basile ; réfection des rues Paul-Doumer et de la Rose ; remodelage du carrefour des Chasseurs ; (novembre) desserte du nouvel hôpital par les transports urbains municipaux.

— 1991 : agrandissement du cimetière Saint-Martin.

— 1992 : nouveau plan de jalonnement et de signalisation urbaine ; démolition de l'îlot au Comte (remplacé par un parc de stationnement) ; réfection de la rue du Pont-Doré ; réfection du réseau d'assainissement du quartier Saint-Martin ; réfection de la rue de l'Abreuvoir-des-Cordeliers ; (juin) adoption du projet de parc de stationnement régional (SNCF – 382 places) (7 octobre 1993 : premier coup de pioche – ouverture en avril 1995).

— 1993 : aménagement du chemin du Bas-Canal; aménagement du carrefour Pont Martine – rue de la Digue.

— 1994 : réaménagement de la rue Sainte-Croix.

### **Ville haute**

— 1989 : aménagement des espaces extérieurs de la vallée Collin.

— 1990 (16 mars) : transfert de propriété à la Ville du lotissement des Larris ; aménagement des espaces extérieurs de la cité de Guinette.

— 1991 : construction de 35 logements en lieu et place de la cité d'urgence de Guinette.

— 1992 : installation d'un équipement pluridisciplinaire de loisirs à La Croix-de-Vernailles ; aménagement de la cour de la maternelle Elsa-Triolet ; aménagement du parking du centre commercial de Guinette ; incorporation (dans le domaine public) des espaces extérieurs de l'îlot central de Guinette.

— 1992-1993 : rénovation des espaces extérieurs des cités Guinette et Vallée-Collin.

### **Bâtiments et espaces verts**

— 1989 : extension de la PMI; 2<sup>e</sup> tranche de construction de la Maison de retraite du Petit Saint-Mars ; obtention du prix spécial « bicentenaire » au concours départemental des villes fleuries ; repavage de la cour de l'Hôtel de ville ; obtention de la médaille d'or au concours des villes fleuries.

— 1991 : construction des courts de tennis couverts du pont Saint-Jean ; réaménagement de l'aire de stationnement du Rougemont.

— 1992 : aménagement des locaux du CCAS, place Saint-Gilles ; 19 janvier : cérémonie de bénédiction de la nouvelle cloche de l'église Saint-Martin ; reconstruction des tribunes et des vestiaires du stade Laloyeau (inauguration le 29 mai 1993) ; premier prix départemental des villes fleuries (à nouveau en 1993) ; extension de la promenade des Portereaux.

— 1993 : agrandissement-extension des groupes scolaires du Port (deux restaurants scolaires) et Hélène-Boucher (nouvelles classes) ; lancement de la première tranche de restauration des vitraux de la collégiale Notre-Dame ; aménagement paysager des abords de la Tour carrée du Petit Saint-Mars ; 17 mai : ouverture du nouveau Foyer des Anciens et du restaurant du personnel communal (place Saint-Gilles) ; aménagement du nouveau carrefour de la rue-au-Comte et de la rue de la République (après démolition du bâtiment d'angle) (travaux achevés en septembre 1994) ; rénovation des espaces intérieurs de l'hôtel Anne-de-Pisseleu.

— 1994 : restauration partielle des façades de l'hôtel Anne-de-Pisseleu (et pavement de sa cour intérieure) ; installation de containers à verre et à papier ; rénovation du système de distribution d'eau à l'usine des eaux du Moulin-à-Tan ; lancement de la troisième tranche de restauration des orgues de la collégiale Notre-Dame ; rénovation de la Maison de quartier ; aménagement de 70 places de stationnement devant le lycée Geoffroy-Saint-Hilaire ; rénovation des espaces extérieurs de la cité Emmaüs Saint-Michel ; remise en peinture des locaux du Musée.

— 1995 : achèvement des travaux d'installation de l'antenne de la Bibliothèque à la Croix-de-Vernailles ; rénovation du lavoir de l'avenue Charpentier (par les élèves de la classe de maçonnerie du collège de Guinette).

### **Administrations et établissements publics** (autres que municipaux)

— 1989 : réaménagement de la baignade de la Base de loisirs ; 18 novembre : inauguration du collège Marie-Curie.

— 1990 : réhabilitation des bâtiments de la cour du collège Guettard ; septembre : transfert de l'hôpital dans le nouveau centre hospitalier (inauguré le 10 novembre).

— 1991 : ouverture du foyer socio-éducatif du LEP Blériot.

— 1992 : reconstruction de la subdivision EDF, promenade des Prés ; septembre : lancement de l'appel d'offres pour la rénovation-extension du lycée Geoffroy-Saint-Hilaire (inauguration le 8 septembre 1994) ; reconstruction du bâtiment administratif et du corps de garde de la caserne des pompiers.

— 1993 (19 juin) : inauguration de la nouvelle baignade de la Base de loisirs (avec sa piscine à vagues) ; rénovation des bâtiments HLM S.C.I.C de l'îlot central de Guinette.

— 1994 (février) : autorisation préfectorale d'ouverture d'un service de pédiatrie à l'hôpital d'Étampes.

— 1995 (février) : l'hôpital d'Étampes obtient l'autorisation de se doter d'un scanner.

## **Vie économique et sociale**

— 1989 : aménagement de 19 logements sociaux place Saint-Gilles-Rue du Coq ; 2 octobre : inauguration des nouvelles installations d'Étampes-Mondésir.

— 1990 : construction et ouverture de la cafétéria Casino ; recensement de la population (21468 habitants).

— 1991 : ouverture du Centre social de Guinette ; 7 février : incendie du théâtre municipal.

— 1992 (25 mai) : ouverture du relais de la Chambre de commerce de l'Essonne ; juin : premier Salon des entreprises ; 20 octobre : réouverture du cinéma La Rotonde (après travaux d'agrandissement).

— 1993 : commercialisation des trois premiers lots de la ZAC de Coquerive (Centre de tri de la Poste ; bureaux de la Société des eaux de l'Essonne ; MacDonald (ouverture le 3 février) ; mise en place de la Mission locale Sud-Essonne ; premier Salon du plein air (à Valnay) ; 13 octobre : inauguration du Point information jeunesse de Guinette ; novembre : création de la première crèche parentale ; décembre : ouverture du premier Resto du Cœur ; introduction de la Carte jeune.

— 1994 : construction de 218 logements sociaux rue de Saclas, rue du Pont Saint-Jean et rue de la Roche-Plate ; mars : accord entre Étampes, Morigny-Champigny et Brières-les-Scellés pour la mise en place d'un système de transports en commun intercommunal ; ouverture d'un service de soins à domicile (par l'Institut d'action médico-éducative de Brunehaut) ; avril : création du Groupement d'animation de la Tour penchée (quartier Saint-Martin) ; septembre : inauguration

de la Mission locale Sud-Essonne (rue de la Juiverie) ; 8 octobre : la Maison de quartier de Guinette prend le nom d'« Espace Jean-Carmet » ; novembre : introduction de la carte Pass'ville dans les transports en commun municipaux ; Guinette devient site pilote du tri sélectif.

### **Administration communale**

— 1989 (27 novembre) : ouverture du service aux personnes retraitées (Promenade des Prés).

— 1991 (14 janvier) : Jacky Benhamou devient directeur général des services.

— 1993 : regroupement du secteur socio-éducatif au Castel-Matho ; installation du service information rue Magne.

### **Fêtes et vie culturelle**

— 1989 : exposition sur la Révolution française ; octobre : première édition de la « Fureur de lire » ; Coupe du monde de fleuret féminin junior ; décembre : inauguration de la stèle au square du 19 mars 1962.

— 1990 : création de l'association Patrimoine et Musée du pays d'Étampes.

— 1992 : coupe du monde d'escrime junior au gymnase René-Jouanny ; premier Salon de printemps de la Société artistique ; juillet : championnat d'Europe des voitures radiocommandées ; premier Salon du mariage Sud-Essonne.

— 1993 : installation en résidence de la Compagnie du théâtre de marionnettes Daru ; coupe du monde juniors féminines d'escrime au gymnase Jouanny.

— 1994 : signature de la première Convention de développement culturel entre la Ville et l'État ; à 75 ans Jo Bouillon remporte une médaille d'or aux 5000 mètres marche vétérans.

— 1995 : mise à jour des fondations de l'ancien palais capétien (rue de la Prison).

Clément Wingler, juin 2008



## CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Page 1 de couverture : détail d'une carte postale Raymon, scannée par J.-M. Rousseau – p. 7 : carte postale Combiér, scannées par J.-M. R. – pp. 24, 31, 43, 43 : cartes postales Jolivet, scannée par J.-M. R. – p. 48 : collection particulière étampoise – p. 54 : cliché Jolivet, scanné par J.-M. R. – p. 57 : scan d'un cliché allemand mis en vente sur internet et sauvegardé par le *Corpus Étampoise* – p. 61 : cliché de René Collard – p. 63 : © Lt Russel S. Knapp et 486th Bomb Group. – pp. 80, 147, 148, 150, 151, 159 : clichés scannés par Bernard Gineste sur les *Bulletins municipaux* d'Étampes des époques considérées – p. 171 : cliché B.G. 2008.



# TABLE DES MATIÈRES

Préface	p. 3
1. Étampes en 1935, chronologie commentée	pp. 7-47
2. De la drôle de guerre à l'heure allemande, 1940-1944	pp. 48-65
3. Étampes de 1944 à 1946	pp. 67-107
4. Inventaire-Sommaire de la sous-série 2W (La 2 <sup>nde</sup> guerre mondiale aux Archives d'Étampes)	pp. 109-146
5. Action municipale de Suzanne Vayne de 1945 à 1964	pp. 147-157
6. Mandats municipaux de Gabriel Barrière, de 1965 à 1977	pp. 159-170
7. Mandats municipaux de Gérard Lefranc, de 1977 à 1995	pp. 171-187
Crédits photographiques	p. 189
Table des matières	p. 191

**ISSN 2272-0685**

Publication du *Corpus Étampois*

Directeur de publication : Bernard Gineste

12 rue des Glycines, 91150 Étampes

[redaction@corpusetampois.com](mailto:redaction@corpusetampois.com)

# BHASE n°8 (juillet-août 2014)

Préface	p. 3
1. Étampes en 1935, chronologie commentée	pp. 7-47
2. De la drôle de guerre à l'heure allemande, 1940-1944	pp. 48-65
3. Étampes de 1944 à 1946	pp. 67-107
4. Inventaire-Sommaire de la sous-série 2W (La 2 <sup>nde</sup> guerre mondiale aux Archives d'Étampes)	pp. 109-146
5. Action municipale de Suzanne Vayne de 1945 à 1964	pp. 147-157
6. Mandats municipaux de Gabriel Barrière, de 1965 à 1977	pp. 159-170
7. Mandats municipaux de Gérard Lefranc, de 1977 à 1995	pp. 171-187
Crédits photographiques	p. 189
Table des matières	p. 191